

Ce ministre peut faire part au Comité d'audit de l'administration fédérale des observations éventuelles qu'il souhaite formuler sur base de ce rapport. S'il souhaite faire usage de cette faculté, il transmet ces éléments d'appréciation complémentaires au Comité d'audit de l'Administration fédérale pour le dernier jour du mois de février au plus tard.

### CHAPITRE III. — Dispositions finales

**Art. 8.** L'arrêté royal du 26 mai 2002, relatif au système de contrôle interne au sein des Services publics fédéraux, est abrogé.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Nos Ministres et Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 août 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre du Budget,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE  
Le Ministre de la Fonction publique,  
C. DUPONT

Deze Minister kan aan het Auditcomité van de federale overheid de eventuele aanmerkingen, die hij wenst te formuleren op basis van dit verslag, meedelen. Als hij van deze mogelijkheid wenst gebruik te maken, maakt hij zijn aanvullende beoordelingselementen over aan het Auditcomité van de federale overheid tegen ten laatste de laatste dag van de maand februari.

### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

**Art. 8.** Het koninklijk besluit van 26 mei 2002 betreffende het interne controlesysteem binnen de federale overheidsdiensten wordt opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 10.** Onze Ministers en Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 augustus 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
C. DUPONT

### SERVICE PUBLIC FEDERAL BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION

F. 2007 — 4172

[C — 2007/03450]

17 AOUT 2007. — Arrêté royal  
relatif aux activités d'audit interne  
dans certains services du pouvoir exécutif fédéral

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté découle de la Note « Pour une maîtrise globale des risques dans les SPF et SPP », présentée par la Ministre du Budget et approuvée par le Conseil des Ministres le 30 juin 2006.

Il s'inscrit dans la ligne des arrêtés royaux du 7 novembre 2000, portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral, et du 26 mai 2002, relatif au système de contrôle interne au sein des services publics fédéraux. Comme eux, et conformément aux principes hérités de la réforme Copernic, il vise à créer les conditions d'une plus grande responsabilisation du management de l'Administration fédérale, sachant que cette évolution doit concilier rigueur de gestion, qualité des dépenses publiques et respect des principes de *government governance*.

La notion de responsabilisation est indissociable du concept de contrôle interne, qui, traduit de l'anglais « internal control », correspond à une notion de maîtrise de l'activité : il s'agit pour chaque fonctionnaire dirigeant à la fois de contrôler le Service dont il a la charge, comme un pilote automobile contrôle son véhicule, ou comme un footballeur contrôle le ballon, et de faire la preuve de cette maîtrise. Autrement dit, il doit à la fois s'assurer de la fiabilité de son système de contrôle interne et en convaincre d'autres parties prenantes (le Ministre qui a le Service dans ses attributions, les organes de contrôle externe, le grand public, etc.).

La politique de développement de systèmes de contrôle interne à l'échelle de chaque SPF s'inscrit dans le prolongement de la réforme Copernic du début des années 2000, qui visait à la fois à mieux rendre service aux citoyens et à faire de l'Etat un meilleur employeur. Ces objectifs se sont greffés à des impératifs traditionnels, qui correspondent à l'obligation de rendre compte du bon emploi des deniers publics. De nos jours, cette obligation de rendre compte s'applique aux relations que l'Etat fédéral entretient avec le Parlement (via la Cour des comptes) mais aussi avec l'Union européenne. De plus, au sein même de l'entité « Etat », il existe une obligation de rendre compte; il s'agit de celle qui découle de la mission légale du Ministre du Budget, responsable de la surveillance de l'exécution du budget.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUDGET EN BEHEERSCONTROLE

N. 2007 — 4172

[C — 2007/03450]

17 AUGUSTUS 2007. — Koninklijk besluit  
betreffende de interne auditactiviteiten  
binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben ter handtekening aan U voor te leggen vloeit voort uit de nota « Voor een totale beheersing van de risico's in de FOD's en POD's ». Deze nota werd voorgesteld door de Minister van Begroting en goedgekeurd door de Ministerraad op 30 juni 2006.

Het ligt in de lijn van de koninklijke besluiten van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst en van 26 mei 2002 betreffende het intern controlesysteem binnen de federale overheidsdiensten. Net als deze besluiten en in overeenstemming met de principes uit de Copernicshervorming, beoogt onderhavig besluit de voorwaarden te scheppen voor een grotere responsabilisering van het management van de federale overheid, in de wetenschap dat deze evolutie ernstig beheer, kwaliteit van overheidsuitgaven en respect voor de principes van *government governance* moet verzoenen.

Responsabilisering is onlosmakelijk verbonden met het concept van interne controle. Het gaat om de idee van beheersing van de activiteit, met name om de leidinggevende ambtenaren die hun dienst besturen als een autobestuurder zijn voertuig, of zoals een voetballer de bal beheerst, en deze beheersing te bewijzen. Hij moet met andere woorden zich ervan vergewissen dat zijn interne controlesysteem betrouwbaar is en er andere belanghebbende partijen van overtuigen (de Minister die bevoegd is voor de dienst, de externe controle-instanties, het brede publiek, enz.).

Het beleid om interne controlesystemen uit te bouwen op het vlak van elke FOD ligt in het verlengde van de Copernicshervorming uit het begin van de jaren 2000. Deze hervorming beoogde een betere dienstverlening aan de burger en wou de Staat tot een betere werkgever maken. Deze doelstellingen zijn geënt op traditionele motieven, die erin bestaan dat men verplicht is rekenschap af te leggen van de goede aanwending van de staatsgelden. In hedendaagse termen geldt deze plicht tot rekenschap in de relaties van de Staat met het Parlement (via het Rekenhof) maar ook met de Europese Unie. Bovendien bestaat er binnen de entiteit 'Staat' een verplichting om rekenschap af te leggen. Het gaat om de verplichting die voortvloeit uit de wettelijke opdracht van de Minister van Begroting die verantwoordelijk is voor het toezicht op de uitvoering van de begroting.

Pour concilier ces divers impératifs et objectifs, le Ministre du Budget a proposé au Conseil des Ministres de s'inscrire dans une perspective dite de chaîne de contrôle (« single audit »). Cette idée, développée par la Cour des comptes européenne, vise à développer des synergies entre contrôle interne et contrôles externes, en se fondant sur des normes et des principes communs permettant à chaque niveau de contrôle de s'appuyer sur le précédent de telle sorte que la charge imposée à l'entité « contrôlée » soit réduite tout en ayant la garantie que tous les risques identifiés seront traités.

L'identification de normes et principes communs est donc un préalable indispensable. Dans cette perspective, le présent arrêté a pour objet de fixer un cadre de référence applicable, accessible à tous et lisible. Le contrôle interne doit donc faire l'objet d'une évaluation et d'un suivi méthodiques. A ce jour, la méthodologie considérée comme la plus convaincante est celle qui se déploie dans des activités dites d'audit interne.

Encore faut-il que l'exercice de ces activités d'audit interne soit assorti de garanties. Dans ce cadre, il est apparu nécessaire de « protéger » l'appellation « audit interne » afin d'apporter une garantie aux autres acteurs de la chaîne de contrôle, qui doivent déterminer s'ils peuvent se fier au système de contrôle interne en général, et à la composante « monitoring » en particulier. Aussi, il est d'intérêt public qu'aucune administration ne se prévale à mauvais escient de l'existence d'activités d'audit interne.

Il s'agit tout d'abord de garanties à apporter aux auditeurs : respect de leur indépendance, développement d'un climat de coopération entre eux et leurs collègues, accès illimité à l'information, et mise à disposition de moyens, tant logistiques qu'informatiques (matériel et logiciel). Mais il s'agit aussi de garanties à apporter à leurs collègues et aux responsables des services, qui sont à la fois leurs partenaires indispensables et leurs clients internes. Ces garanties résident dans les aspects suivants : objectivité des auditeurs, compétence, volonté d'apporter une valeur ajoutée à l'organisation et de l'aider à atteindre ses objectifs, respect d'une procédure contradictoire, confidentialité de l'information. En outre, les auditeurs internes vont sur le terrain, à la rencontre de leurs collègues titulaires de fonctions opérationnelles ou de support, pour comprendre la réalité des choses et des processus.

En d'autres termes : mettre en place des activités d'audit interne revient donc à donner aux différents responsables les moyens de mieux exercer leurs responsabilités, en maîtrisant mieux leurs risques et en visant de meilleurs résultats.

Déjà, un arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à l'audit interne au sein des SPF a été pris pour organiser la pratique de l'audit interne, mais force est de constater qu'il n'est pas appliqué de manière satisfaisante.

Deux facteurs peuvent contribuer à expliquer ce constat.

Le premier facteur tient au contexte. L'arrêté royal du 2 octobre 2002 supposait en effet la mise en place des Comités d'audit prévus par l'arrêté royal du 7 novembre 2000, portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral, lesquels dépendaient de la mise en place effective de conseils stratégiques dans chacun de ces Services. Quatre ans plus tard, les conseils stratégiques restent rares et les authentiques Comités d'audit inexistants. Même si l'article 26 de l'arrêté de 2002 permettait de se passer de Comité d'audit pour la sélection du Chef de l'audit interne, l'absence de Comité pèse sur les autres aspects de la mise en place d'activités d'audit interne indépendantes et suffisamment bien dotées.

Le second facteur tient aux exigences posées par l'arrêté royal lui-même. En effet, en 2002, il était apparu que, de même que chaque service public fédéral devait construire son propre système de contrôle interne, il lui fallait se doter de son propre service d'encadrement Audit interne.

Ces deux facteurs comportent chacun leur réponse.

D'une part, le dispositif institutionnel prévu par l'arrêté royal du 7 novembre 2000 a été remis à plat. L'obligation de créer un Comité d'audit par service public fédéral a été abolie et une nouvelle institution, le Comité d'audit de l'Administration fédérale, rattaché au Conseil des Ministres, a été créé par arrêté royal du 17 août 2007.

Le présent projet d'arrêté royal reprend quant à lui le cadre de travail qui a été posé en 2002 en le rendant plus flexible. A l'obligation d'installer un service d'encadrement Audit interne, il substitue une obligation de pratiquer des activités d'audit interne au sein de chaque Service. Cela suppose que chaque Service fasse appel à des professionnels pour procéder à une évaluation périodique, indépendante et méthodique de son système de contrôle interne, mais cela ne veut pas forcément dire que ces professionnels sont présents à demeure dans l'entité. Il s'agit d'un choix de gestion, à opérer Service par Service. Cette approche étant transposable à n'importe quelle entité, le champ d'application du présent arrêté englobe la quasi totalité des Services

Om deze verschillende plichten en doelstellingen te verzoenen heeft de Minister van Begroting de Ministerraad voorgesteld te werken in de lijn van een controleketen (« single audit »). Deze idee werd ontwikkeld door de Europese Rekenkamer en beoogt synergieën uit te bouwen tussen interne en externe controles. Daarbij baseert men zich op gemeenschappelijke normen en beginselen waarmee men op elk controleniveau kan terugvallen op het vorige, zodat de last die wordt opgelegd op de gecontroleerde entiteit kleiner wordt, terwijl er toch een waarborg bestaat dat alle geïdentificeerde risico's zullen worden behandeld.

Het is dus noodzakelijk vooraf de gemeenschappelijke normen en beginselen te bepalen. Daartoe is het doel van onderhavig besluit een referentiekader te scheppen dat kan worden geldig gemaakt, dat toegankelijk is en voor iedereen leesbaar. De interne controle moet dus methodisch worden geëvalueerd en opgevolgd. Tot op heden is de methode die geacht wordt het meest overtuigend te zijn, deze die ontwikkeld wordt in activiteiten van interne audit.

De activiteiten van interne audit dienen gepaard te gaan met waarborgen. In dit kader is het nodig gebleken de benaming « interne audit » te « beschermen ». Het doel daarvan is een waarborg te bieden aan de andere spelers in de controleketen die moeten uitmaken of ze kunnen betrouwen op het interne controlesysteem in het algemeen en op de component « monitoring » in het bijzonder. Het is dan ook van algemeen belang dat geen enkel bestuur ondoordacht de boventoon voert over het bestaan van activiteiten van interne audit.

Het gaat vooreerst om waarborgen die de auditoren moeten krijgen : hun autonomie dient te worden gerespecteerd, er moet een klimaat van samenwerking zijn tussen hen en hun collega's, ze moeten onvoorwaardelijk toegang krijgen tot gegevens en ze moeten zowel qua logistiek als qua informatica (programmatuur en apparatuur) de nodige middelen krijgen. Maar ook hun collega's en de verantwoordelijken van de diensten moeten waarborgen krijgen. Zij zijn hun noodzakelijke partners zowel als interne klanten. Deze laatste waarborgen bestaan uit de objectiviteit van de auditoren, hun bekwaamheid, hun wil om een toegevoegde waarde te bieden voor de organisatie en deze te helpen om haar doelstellingen te bereiken, de naleving van een tegensprekelijke procedure, vertrouwelijkheid van de gegevens. Bovendien zullen de interne auditoren werken op het terrein, ontmoeten ze er hun collega's die operationele of ondersteunende functies uitoefenen, om de werkelijkheid van de zaken en processen te kennen.

Met andere woorden : activiteiten van interne audit invoeren komt erop neer de verschillende verantwoordelijken de middelen te geven om hun verantwoordelijkheden beter uit te oefenen, door beter de risico's te beheersen en betere resultaten te boeken.

Er werd een koninklijk besluit genomen op 2 oktober 2002 betreffende de interne audit binnen de FOD's om de praktijk van de interne audit te organiseren. Het werd echter niet voldoende toegepast.

Deze vaststelling kan worden verklaard door twee factoren.

De eerste is de context. Immers, het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 veronderstelde dat er auditcomités worden opgericht krachtens het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst. Deze comités hingen af van de invoering van beleidsraden binnen elke dienst. Vier jaar later zijn de beleidsraden zeldzaam en bestaan er geen echte auditcomités. Zelfs als artikel 26 van het koninklijk besluit van 2002 het mogelijk maakte om zonder auditcomité een hoofd van de interne audit aan te werven, toch woog de afwezigheid van een comité door op de andere aspecten van de invoering van autonome en voldoende uitgeruste activiteiten van interne audit.

De tweede factor heeft te maken met de vereisten die het koninklijk besluit zelf stelt. Immers, in 2002 is gebleken dat, als elke federale overheidsdienst zijn eigen interne controlesysteem diende uit te bouwen, deze ook zijn eigen stafdienst interne audit moest krijgen.

Op deze beide factoren wordt thans een antwoord gegeven.

Enerzijds werd de institutionele beschikking uit het koninklijk besluit van 7 november 2000 lamgelegd. De verplichting een auditcomité per federale overheidsdienst op te richten, werd afgeschaft. Bij koninklijk besluit van 17 augustus 2007 werd een nieuwe instelling gecreëerd, het Auditcomité van de federale overheid.

Dit besluit herneemt het werkkader dat in 2002 werd geschapen en maakt het soepeler. In plaats van de verplichting een stafdienst interne audit op te richten, komt de verplichting activiteiten van interne audit te voeren binnen elke dienst. Dit veronderstelt dat elke dienst een beroep doet op beroepslui om periodiek, autonoom en methodisch zijn interne controlesysteem te evalueren. Dit betekent niet meteen dat deze beroepslui binnen de entiteit benoemd worden. Het gaat om een beheerskeuze die per dienst moet gebeuren. Deze aanpak kan worden vertaald naar elke entiteit. Daarom omhelst de toepassingsfeer van dit besluit zowat alle diensten die rechtstreeks afhangen van de Regeringsleden en waarvan U, Sire, bij de Grondwet of bij een specifieke wet

relevant directement de la responsabilité des membres du Gouvernement et dont Vous, Sire, êtes habilité par la Constitution ou par une loi spécifique à régler l'organisation et le fonctionnement. Son extension au Bureau Fédéral du Plan requiert encore l'avis du Conseil central de l'Economie.

Le présent arrêté donne ainsi un nouveau départ au développement des activités d'audit interne et confirme ainsi la volonté du Gouvernement d'obtenir des progrès dans le développement du contrôle interne dans l'Administration fédérale.

Le présent arrêté fixe donc le cadre dans lequel des fonctions exercées à l'intérieur ou pour le compte de ces Services doivent s'inscrire, et définit les principes auxquels elles doivent répondre pour pouvoir être prises en compte en qualité d'activités d'audit interne.

Ces dispositions portent à la fois sur la qualité des personnes qui sont chargées de ces activités, et sur leurs conditions de réalisation.

Sa conception a donc été guidée par les principes suivants :

— veiller à ce que les personnes impliquées dans l'audit interne aient les moyens de travailler, tant en termes de logistique qu'en termes d'accès à l'information,

— imposer un suivi et instituer une obligation de prise en considération des recommandations formulées par les auditeurs internes,

— mettre en œuvre l'optique de « single audit » adoptée par le Gouvernement au-travers de la Note « pour une maîtrise globale des risques dans les SPF et SPP » qui a été présentée par la Ministre du Budget et approuvée le 30 juin 2006,

— unifier les règles qui président à la sélection des responsables d'activités d'audit interne et à l'exercice de leurs fonctions,

— susciter un climat de coopération entre les auditeurs internes et les membres du management, et limiter les sources de conflits,

— créer les conditions pour que cette réforme puisse au maximum se faire en optimisant et redéployant les ressources existantes, notamment les ressources humaines,

— apporter des garanties à l'ensemble des parties prenantes, et notamment aux organes de contrôle externe et aux citoyens, par la transparence, la clarté et la précision des règles.

Dans cette perspective, le présent arrêté détermine ce qui peut être valablement qualifié d'activités d'audit interne et contribuer à la construction et au renforcement de la chaîne de contrôle.

Il est indissociable de l'arrêté royal du 17 août 2007 portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale.

La structure du présent arrêté est la suivante :

**TITRE I<sup>er</sup> :** finalité des activités d'audit interne

Chapitre I<sup>er</sup> : Portée du présent arrêté et terminologie

Chapitre II : Mission de base

**TITRE II :** Organisation des activités d'audit interne

Chapitre I<sup>er</sup> : Principes d'organisation des activités d'audit interne

Chapitre II : Moyens matériels et ressources humaines à consacrer aux activités d'audit interne

Chapitre III : Spécificités de l'exercice des fonctions de responsable des activités d'audit interne et d'auditeur interne

Chapitre IV : Support méthodologique et réseau d'audit interne

**TITRE III :** Modification de diverses dispositions relatives à l'audit interne au sein de certains services du pouvoir exécutif fédéral

Chapitre I<sup>er</sup> : Modification de l'arrêté royal du 6 décembre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement au sein de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire

Chapitre II : Modification de l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation

**TITRE IV :** Dispositions finales

bevoegd bent om de organisatie en de werking te regelen. Voor de uitbreiding tot het Federaal Planbureau is het advies nodig van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven.

Aldus biedt dit besluit een nieuwe start voor de uitbouw van de activiteiten van interne audit. Het bekrachtigt de wil van de regering om vooruitgang te boeken in de uitbouw van de interne controle binnen het federale ambtenarenapparaat.

Dit besluit legt dus het kader vast waarin functies moeten worden ingevuld die worden uitgeoefend binnen of voor rekening van deze diensten. Het legt de beginselen vast waaraan deze functies moeten voldoen om in aanmerking te worden genomen als interne auditactiviteiten.

Deze bepalingen slaan tegelijk op de hoedanigheid van de personen die belast worden met deze activiteiten en op de voorwaarden waarin ze deze moeten verwezenlijken.

Volgende principes dienden dus als leidraad :

— erop toezien dat de personen die bij de interne audit betrokken zijn, de nodige werkmiddelen krijgen, zowel wat betreft logistiek als wat betreft de toegang tot informatie,

— verplichten tot opvolging en tot in overweging nemen van de aanbevelingen die de interne auditoren geven,

— de optiek van de controleketen ('single audit') uitwerken, die de Regering heeft aangenomen doorheen de nota « Voor een totale beheersing van de risico's in de FOD's en POD's » voorgesteld door de Minister van Begroting en goedgekeurd door de Ministerraad op 30 juni 2006,

— de regelgeving inzake de aanduiding van de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten en de uitoefening van hun functies uniform maken,

— een klimaat scheppen van samenwerking tussen interne auditoren en de managers en de bronnen van conflict beperken,

— de omstandigheden creëren opdat deze hervorming zo goed mogelijk kan worden doorgevoerd door de bestaande middelen, en in het bijzonder de personele middelen, optimaal te gebruiken en te heraanwenden,

— waarborgen bieden voor alle belanghebbenden, onder meer de externe controle instanties en de burgers, door transparantie, duidelijkheid en duidelijke regels.

In dit vooruitzicht bepaalt onderhavig besluit wat op geldige wijze kan worden bestempeld als activiteiten van interne audit en kan bijdragen tot de uitbouw en de versterking van de controleketen.

Het is onlosmakelijk verbonden met het koninklijk besluit van 17 août 2007 tot oprichting van het Auditcomité van de federale overheid.

De structuur van dit besluit ziet er als volgt uit :

**TITEL I :** Doel van de interne auditactiviteiten

Hoofdstuk I : Draagwijdte van het besluit en terminologie

Hoofdstuk II : Basisopdracht

**TITEL II :** Organisatie van de interne auditactiviteiten

Hoofdstuk I : Organisatieprincipes van de interne auditactiviteiten

Hoofdstuk II : Materiële en personeelsmiddelen die moeten worden ingezet voor de interne auditactiviteiten

Hoofdstuk III : Bijzonderheden bij de uitoefening van de functie van verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten en van interne auditor

Hoofdstuk IV : Methodologische ondersteuning en netwerk van interne audit

**TITEL III :** Wijziging van verschillende bepalingen inzake de interne audit

Hoofdstuk I : Wijziging van het koninklijk besluit van 6 december 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen

Hoofdstuk II : Wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten

**TITEL IV :** Slotbepalingen

**TITRE I<sup>er</sup>. — Finalité des activités d'audit interne****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Portée du présent arrêté et terminologie****Article 1<sup>er</sup>.**

L'article 1<sup>er</sup> détermine le champ d'application du présent arrêté.

Relevant organiquement des services publics fédéraux, les services de l'Etat à gestion séparée ne sont pas repris dans une catégorie spécifique. Ils sont néanmoins visés par le présent arrêté.

**Article 2**

L'article 2, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, crée une dénomination commune « Dirigeants » qui désigne de manière générique le responsable administratif de plus haut niveau au sein d'un Service donné. Il s'agit donc du Président du Comité de direction d'un Service public fédéral, du Président d'un Service public fédéral de programmation, du Chef de la Défense, de l'Administrateur général ou délégué d'un parastatal. Ce paragraphe n'appelle pas d'autre commentaire.

Le 5<sup>o</sup> donne une définition de la notion de management, telle qu'on l'utilise dans le contexte de l'audit interne. Il s'agit des personnes qui, au sein du Service (« en interne ») ont un pouvoir de décision sur l'organisation du travail.

Cette notion s'apprécie donc sur base des faits (qui est responsable de quels objectifs ? qui détient un pouvoir de décision sur tel aspect des processus ?), et non sur base d'un grade.

Ce choix tient au fait qu'ayant pour but de favoriser, de l'intérieur, l'amélioration du système de contrôle interne, les recommandations des auditeurs s'adressent en premier lieu aux personnes qui, au sein du Service, ont prise sur l'organisation des activités, chacune à son échelle.

Contrairement à l'un des axes de la réforme Copernic, il n'existe pas de correspondance stricte « un ministre - un SPF (ou SPP) ». Ainsi, un même SPF peut relever des attributions de plusieurs ministres et/ou secrétaires d'Etat. Une solution eût consisté à déterminer lequel d'entre eux est compétent pour exercer les prérogatives prévues par le présent arrêté. Telle n'a pas été l'optique retenue. C'est pourquoi le paragraphe 2 précise que dans ce cas, l'ensemble des membres du gouvernement concernés par un même SPF doivent se prononcer collégalement lorsque le fonctionnement de ce SPF dans son ensemble est en jeu. Ce sera le cas par exemple pour la décision ministérielle prévue à l'article 7, § 5.

**CHAPITRE II. — Mission de base****Article 3**

La mission de base assignée aux activités d'audit interne comprend deux composantes indissociables : évaluation et dialogue.

Le dialogue entre auditeurs internes et management permet d'affiner le diagnostic. Réciproquement, l'existence d'une évaluation fiable et objective du système de contrôle interne alimente le dialogue entre les auditeurs et le management en vue de l'amélioration du système de contrôle interne, étant entendu que la notion de contrôle interne inclut les activités de gestion des risques, d'assurance-qualité, de management environnemental. Les auditeurs internes peuvent également porter un regard sur la gouvernance de l'organisation, dans la mesure où elle a une influence sur la fixation des objectifs, l'environnement de contrôle, l'acceptation des risques et plus généralement sur l'efficacité du contrôle interne.

Les activités d'audit interne (et les auditeurs internes) font partie intégrante du Service concerné. Ce ne sont pas des interventions externes destinées à juger mais bien un outil de gestion destiné à permettre au management de prendre des décisions qui l'aideront à progresser. En tant que membres du personnel du Service, les auditeurs internes sont des collègues des autres membres du personnel, et, comme eux, ils cherchent à faire en sorte que le Service atteigne ses objectifs dans les meilleures conditions possibles.

Toutes les conditions et modalités d'exercice de ces activités découlent de ces deux composantes. Toute situation non prévue dans la suite de l'arrêté doit être appréciée par rapport à cette mission de base.

Le paragraphe 2, inspiré en partie de la formulation de l'arrêté du 2 octobre 2002, vise à lever toute confusion sur le rôle et la portée des activités d'audit interne.

Les activités d'audit interne se démarquent des activités liées au contrôle administratif et budgétaire dans la mesure où elles ne portent pas sur des projets de décision, qu'il s'agit d'approuver ou non, mais sur des processus, dont il s'agit d'identifier les forces et les faiblesses.

**TITEL I. — Doel van de interne auditactiviteiten****HOOFDSTUK I. — Draagwijdte van het besluit en terminologie****Artikel 1**

Artikel 1 bepaalt de toepassingsfeer van dit besluit.

Organiek gezien behoren de federale overheidsdiensten, de rijksdiensten met afzonderlijk beheer niet tot een specifieke categorie. Toch behoren ze tot de toepassingsfeer van dit besluit.

**Artikel 2**

Artikel 2, § 1, 4<sup>o</sup> scheidt een gemeenschappelijke benaming « leidinggevende ». Deze verwijst generiek naar de bestuursverantwoordelijke op het hoogste niveau binnen een bepaalde dienst. Het gaat dus om de voorzitter van het directiecomité van een federale overheidsdienst, de voorzitter van een federale programmatorische dienst, het hoofd van het departement Landsverdediging, de algemene of afgevaardigde bestuurder van een parastatale. Hier is verder geen commentaar nodig.

Punt 5<sup>o</sup> geeft een definitie van het begrip management zoals het gebruikt wordt in de context van de interne audit. Het gaat om personen die binnen de dienst beslissingsbevoegdheid hebben over de organisatie van het werk.

Dit begrip wordt dan ook beoordeeld op basis van feiten (wie is verantwoordelijk voor welke doelstellingen? Wie heeft beslissingsbevoegdheid over dit aspect van de processen) en niet op basis van een graad.

Deze keuze komt voort uit het feit dat het doel is van binnenuit het controlesysteem te verbeteren en dat daarom de aanbevelingen van de auditors in eerste instantie gericht zijn aan de personen die binnen de dienst greep hebben op de organisatie van de activiteiten, elk op zijn niveau.

In tegenstelling tot een van de krachtlijnen van de Copernicus hervorming bestaat er geen strikte overeenstemming tussen « een minister » en een FOD (of POD). Eenzelfde FOD kan vallen onder de bevoegdheden van verschillende Ministers en/of Staatssecretarissen. Een oplossing zou erin bestaan hebben te bepalen wie onder hen bevoegd is om het voorrecht uit te oefenen bepaald bij dit besluit. Daarom verduidelijkt paragraaf 2 dat in dit geval alle regeringsleden die betrokken zijn bij eenzelfde FOD, zich collegiaal moeten uitspreken wanneer de werking van deze FOD in zijn geheel in het geding komt. Dit zal bijvoorbeeld het geval zijn voor de ministeriële beslissing bepaald in artikel 7, § 5.

**HOOFDSTUK II. — Basismissie****Artikel 3**

De basismissie voor de activiteiten van interne audit omvat twee onafscheidbare componenten : evaluatie en dialoog.

De dialoog tussen interne auditoren en het management maakt het mogelijk de diagnose te verfijnen. Wederkerig voedt het bestaan van een betrouwbare en objectieve evaluatie van het interne controlesysteem de dialoog tussen auditoren en management. Immers, het begrip interne controle omsluit activiteiten van risicobeheer, kwaliteitswaarborg en milieubeheer. De interne auditoren kunnen ook een blik werpen op het beleid van de organisatie, in de mate waarin deze een invloed heeft op het vastleggen van de doelstellingen, de controleomgeving, de aanvaarding van de risico's en meer in het algemeen de doelmatigheid van de interne controle.

De activiteiten van interne audit (en de interne auditoren) maken integraal deel uit van de betrokken dienst. Het gaat niet om externe interventies bedoeld om te oordelen maar om een beheersinstrument om het management in staat te stellen beslissingen te nemen die zullen helpen vooruitgang te boeken. Als personeelsleden van de dienst zijn de interne auditoren collega's van de andere medewerkers. Net als deze laatste, proberen zij bij te dragen tot het halen van de doelstellingen van de dienst in de best mogelijke voorwaarden.

Alle voorwaarden voor de uitoefening van deze activiteiten vloeien voort uit deze twee componenten. Elke toestand die niet wordt bepaald in het vervolg van dit besluit, dient te worden beoordeeld in het licht van deze basisopdracht.

Paragraaf 2 is enigszins geïnspireerd op de bewoording van het besluit van 22 oktober 2002. Het doel is alle verwarring op te heffen omtrent de rol en de draagwijdte van de activiteiten van interne audit.

Activiteiten van interne audit onderscheiden zich van activiteiten inzake administratieve en begrotingscontrole in de mate waarin ze niet slaan op ontwerpbesluiten, die al dan niet moeten worden goedgekeurd, maar op processen, waarvan de sterke en de zwakke punten dienen te worden opgespoord.

Elles se démarquent également des activités de gestion des ressources humaines, qui font partie du système de contrôle interne qu'il s'agit d'évaluer. L'audit interne pourra ainsi être amené à identifier les risques liés à la gestion des ressources humaines et à évaluer les actions de maîtrise correspondantes (i.e. certaines procédures de gestion des ressources humaines comme par exemple les procédures d'évaluation du personnel), mais les auditeurs internes ne pourront jamais se substituer aux responsables de la gestion des ressources humaines.

La notion d' « obligation de moyens », introduite à l'alinéa 2, est à interpréter au sens du droit civil (comme le contraire de l'obligation de résultat). Cela ne signifie pas que les auditeurs doivent épuiser les budgets qui sont mis à leur disposition. C'est une question de responsabilité : l'assurance qu'ils apportent ne saurait être une assurance absolue, et leur responsabilité n'est engagée que s'il est établi qu'ils ont manqué aux normes.

## TITRE II. — Organisation des activités d'audit interne

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Principes d'organisation des activités d'audit interne

#### Article 4

L'article 4 précise l'ancrage retenu pour le niveau fédéral.

En application des principes posés dans la Note « Pour une maîtrise globale des risques au sein des SPF et SPP », approuvée le 30 juin 2006 par le Conseil des Ministres, on se place ici dans la perspective de la construction d'une chaîne de contrôle, qui part des entités elles-mêmes et qui va jusqu'aux organes de surveillance de la bonne utilisation des fonds européens, en passant par les organes de contrôle qui agissent pour le compte d'autres parties prenantes extérieures au Service. Ces organes sont notamment l'Inspection des Finances, dans sa mission de contrôle au nom et pour le compte des Ministres du Budget et de la Fonction Publique, et la Cour des Comptes qui assiste la Chambre des Représentants dans sa mission de contrôle démocratique de l'exécution du budget.

Pour arriver à une meilleure articulation entre les interventions des uns et des autres, il est nécessaire de parler un même langage, et idéalement de se doter d'un référentiel commun.

Tel est l'objectif de l'article 4.

L'article 4 précise qu'il s'agit des normes professionnelles élaborées par l'IIA (Institute of Internal Auditors) - sur la recommandation de la Section de Législation du Conseil d'Etat (cf. avis n° 42.766/4 donné le 2 mai 2007), l'IIA est nommément cité dans l'arrêté. Il convient de souligner que ce référentiel est le même qu'au niveau européen, et qu'il correspond aux options prises dès 2002 dans le but de garantir le professionnalisme de l'activité d'audit interne, même si l'ancrage n'a pas été explicité dans le dispositif normatif initial.

Ces normes, mises à jour en 2004, poursuivent quatre objectifs :

1. définir les principes de base que la pratique de l'audit interne doit suivre;
2. fournir un cadre de référence pour la réalisation et la promotion d'un large éventail d'activités d'audit interne apportant une valeur ajoutée;
3. établir les critères d'appréciation du fonctionnement de l'audit interne;
4. favoriser l'amélioration des processus organisationnels et des opérations.

Ces termes de référence font l'objet d'une réflexion continue et de mises à jour régulières; il va de soi dès lors que la pratique des activités d'audit interne dans les Services devra suivre les évolutions requises. Le Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion et le réseau des responsables d'activités d'audit interne auront un rôle à jouer en la matière.

Il va sans dire qu'en vertu du principe de l'Etat de Droit, les lois et règlements priment les normes professionnelles, à moins que celles-ci aient été reprises dans un texte à portée normative. Cette règle est du reste reconnue par les normes IIA, dont l'introduction prévoit que « Lorsque certaines dispositions des Normes sont contraires à la législation ou à la réglementation en vigueur, les auditeurs internes doivent respecter les autres dispositions et communiquer les informations appropriées. »

Ze onderscheiden zich ook van de activiteiten inzake beheer van de menselijke middelen. Deze laatste maken deel uit van de interne controle die men moet evalueren. Zo kan de interne audit ertoe worden gebracht de risico's te bepalen die gepaard gaan met het beheer van de menselijke middelen en de overeenkomstige beheersacties te evalueren (d.w.z. sommige procedures voor beheer van menselijke middelen, bijvoorbeeld voor personeelsevaluatie), maar de interne auditoren zullen nooit zich in de plaats stellen van de verantwoordelijken voor het beheer van de menselijke middelen.

Het begrip « middelenverbintenis », dat wordt ingevoerd in paragraaf 2, dient men te verstaan in de zin van het burgerlijk recht (als tegenovergesteld aan de resultaatverplichting). Dit betekent niet dat de auditoren de begrotingskredieten die ze ter beschikking krijgen, moeten uitputten. Het is een zaak van verantwoordelijkheidszin : de waarborg die ze bieden kan niet absoluut zijn en hun verantwoordelijkheid wordt slechts op het spel gezet als aangetoond is dat ze tekortschoten aan de normen.

## TITEL II. — Organisatie van de interne auditactiviteiten

### HOOFDSTUK 1. — Organisatieprincipes van de interne auditactiviteiten

#### Artikel 4

Artikel 4 verduidelijkt de verankering die voor de federale overheid in aanmerking is genomen.

Om de principes toe te passen uit de nota « Voor een totale beheersing van de risico's in de FOD's en POD's », die werd goedgekeurd door de Ministerraad op 30 juni 2006, gaat men hier uit van het perspectief van de opbouw van een controleketen. Deze gaat uit van de entiteiten zelf en gaat tot de toezichtinstanties op de goede aanwending van de Europese fondsen, over de controle-instanties die werken voor rekening van andere partijen buiten de dienst. Het gaat met name om de Inspectie van Financiën, die een controle-opdracht uitvoert voor de Ministers van Begroting en Ambtenarenzaken, het Rekenhof dat de Kamer van Volksvertegenwoordigers bijstaat in haar opdracht als democratisch toezicht op de uitvoering van de begroting.

Om tot een betere onderlinge aansluiting te komen tussen het optreden van de enen en de anderen, dient men een zelfde taal te spreken. In het beste geval neemt men een gemeenschappelijk referentiekader aan.

Dat is de doelstelling van artikel 4.

Artikel 4 bepaalt dat het gaat om beroepsnormen uitgewerkt door het Instituut voor interne auditoren (IIA) - op aanbeveling van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State (zie advies nr. 2.767/4 van 2 mei 2007) wordt het IIA met naam genoemd in het besluit. Hier dient erop gewezen dat dit referentiekader hetzelfde is als op het vlak van de Europese Unie en dat het overeenkomt met de opties die sinds 2002 genomen zijn om het beroepskarakter van de activiteit van interne audit te waarborgen, ook al is de verankering niet met zoveel woorden verduidelijkt in het oorspronkelijk normerend apparaat.

In 2004 werden deze normen bijgewerkt. Ze streven vier doelstellingen na :

1. de basisprincipes bepalen die de praktijk van de interne audit moet volgen;
2. een referentiekader bieden voor de verwezenlijking en de bevordering van een brede waaier aan activiteiten van interne audit die een toegevoegde waarde bieden;
3. beoordelingscriteria bepalen voor de werking van de interne audit;
4. de verbetering bevorderen van de organisatieprocessen en van de verrichtingen.

Over deze referentietermen wordt voortdurend nagedacht en ze worden regelmatig aangepast. Het spreekt dan ook vanzelf dat de praktijk van de activiteiten van interne audit binnen de diensten de vereiste ontwikkelingen zal moeten volgen. De federale overheidsdienst Budget en Beheerscontrole en het netwerk van verantwoordelijken van de activiteiten van interne audit zullen terzake een rol moeten spelen.

Krachtens het principe van de rechtstaat staan de wetten en regels boven de beroepsnormen, tenzij deze worden opgenomen in een regelgevende tekst. De normen van het IIA erkennen deze regel. De invoering van deze normen bepaalt dat « als bepaalde beschikkingen uit de normen in tegenspraak zijn met de geldende wet- of regelgeving, moeten de interne auditoren de andere bepalingen naleven en de geëigende gegevens meedelen ».

A l'heure actuelle, l'IIA définit l'audit interne comme « une activité indépendante et objective qui donne à une organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer, et contribue à créer de la valeur ajoutée » et qui « aide cette organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de management des risques, de contrôle, et de gouvernement d'entreprise, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité. » Cette définition a inspiré la formulation de la mission de base des activités d'audit interne qui figure à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Il y a donc bien convergence entre la conception de l'audit interne retenue au niveau de l'Administration fédérale et celle qui est développée par l'IIA.

Les normes professionnelles de l'IIA sont complétées par un code de déontologie.

L'article 4, alinéa 2, complète le premier alinéa en prévoyant que la mise en œuvre de ces normes fait l'objet d'une surveillance de la part du Comité d'audit de l'Administration fédérale. Il institue de plus un principe de non-immixtion du Dirigeant dans la définition du champ d'intervention des auditeurs internes et des modalités de diffusion des résultats.

L'alinéa 3 impose que, dans la mise en œuvre de ces normes, les auditeurs internes tiennent compte du fait qu'ils font partie d'une chaîne de contrôle, et facilitent le travail des intervenants situés en aval, et que l'on appelle ici « organes de contrôle externe ».

Actuellement, il s'agit en particulier des organes du contrôle administratif et budgétaire, de la Cour des comptes et de la Cour des comptes européenne.

Cette liste n'est pas limitative.

Toute administration habilitée à effectuer des contrôles dans une autre organisation (privée ou publique) peut en effet être considérée comme un organe de contrôle externe, même si ses investigations ne portent pas sur des aspects financiers. Il en sera ainsi d'organismes de contrôle du respect du droit du travail ou du droit de l'environnement par exemple.

Dans la mesure où le contrôle interne porte sur l'ensemble des activités, des objectifs, et des risques d'une organisation, les progrès réalisés dans la maîtrise des activités opérationnelles pourraient, comme en matière financière, aboutir à une rationalisation de la chaîne de contrôle.

Cela conforte l'idée exprimée à l'article suivant, qui prévoit que l'audit interne ne doit pas se limiter aux seuls processus comptables et financiers.

Enfin, l'article 4, alinéa 4, traduit en droit la norme 1300 de l'IIA.

Cette norme prévoit que « le responsable de l'audit interne [élabore] et [tienne] à jour un programme d'assurance et d'amélioration qualité portant sur tous les aspects de l'audit interne et permettant un contrôle continu de son efficacité. » et ce dans un double but : « aider l'audit interne à apporter une valeur ajoutée aux opérations de l'organisation et à les améliorer, et garantir qu'il est mené en conformité avec les Normes et le Code de Déontologie. »

Les résultats de l'évaluation externe sont donc utiles en premier lieu au responsable des activités d'audit interne lui-même, dans le cadre de la gestion interne de l'activité d'audit. C'est pourquoi le déclenchement des évaluations externes relève du responsable des activités d'audit interne.

Les résultats de l'évaluation externe sont également utiles dans le cadre de l'évaluation personnelle du titulaire de la fonction d'encadrement « responsable des activités d'audit interne » (voir articles 12, § 6, 2° et 13, § 6, 2°). Aussi, le Comité d'audit de l'Administration fédérale veillera à ce que le calendrier des évaluations externes soit compatible avec la durée des cycles d'évaluation prévus dans l'arrêté royal du 2 octobre 2002 précité.

#### Article 5

L'article 5, § 1<sup>er</sup>, précise la portée, forcément très large, des activités d'audit interne ainsi que les modalités suivant lesquelles le programme de travail de l'audit interne est établi.

La philosophie sous-jacente correspond à l'idée que la valeur ajoutée des activités d'audit interne, par comparaison à d'autres types d'études et de diagnostics, réside dans leur méthodologie et dans leur objectivité. En particulier, un vrai travail d'audit interne ne peut pas être soupçonné d'avoir été orienté ou détourné en fonction de convenances

Op dit ogenblik bepaalt het IIA de interne audit als « een onafhankelijke en objectieve activiteit die de organisatie een zekerheid biedt over de graad van beheersing van haar verrichtingen, haar raad geeft om deze te verbeteren en ertoe bijdraagt toegevoegde waarde te scheppen. » De interne audit « helpt deze organisatie haar doelstellingen te halen door systematisch en methodisch haar processen van risico-, controlebeheer en bedrijfsvoering te evalueren en door voorstellen te doen om de doelmatigheid ervan te versterken. » Deze definitie heeft de verwoording ingegeven van de basisopdracht van de interne auditactiviteiten, in artikel 3, § 1, lid 2. Er is dus wel degelijk convergentie tussen het begrip interne audit op het vlak van de federale overheid en dat van het IIA.

De beroepsnormen van het IIA worden aangevuld door een deontologische code.

Artikel 4, tweede lid, vervolledigt het eerste lid. Het bepaalt dat de uitvoering van deze normen gebeurt onder het toezicht van het auditcomité van de federale overheid. Bovendien voert het een principe in van niet-inmenging vanwege de leidinggevende in de bepaling van het terrein waarop de interne auditoren optreden en van de voorwaarden waarop de resultaten worden verspreid.

Het derde lid op legt dat bij de tenuitvoerlegging van deze normen, de interne auditors ermee zullen moeten rekening houden dat ze deel uitmaken van een controleketen en het werk van de spelers stroomafwaarts moeten vergemakkelijken. Die spelers noemt men hier « externe controle-organen ».

Thans gaat het meer bepaald om de instanties voor administratieve en begrotingscontrole, het Rekenhof en de Europese Rekenkamer.

Deze lijst is niet beperkend.

Immers, elk bestuur dat gemachtigd is controles uit te voeren in een andere organisatie (particuliere of van de overheid) kan worden beschouwd als een externe controle-instantie, ook als slaan zijn onderzoeksdaden niet op de financiële aspecten. Zo bijvoorbeeld instellingen die nagaan of het arbeidsrecht of het milieurecht worden nageleefd.

De interne controle slaat op alle activiteiten, doelstellingen en risico's van een organisatie. In die mate zou de vooruitgang geboekt bij de beheersing van de operationele activiteiten, net als op vlak van de financiën, kunnen leiden tot een rationalisering van de controleketen.

Dit versterkt het idee uit het volgende artikel. Dat bepaalt dat de interne audit zich niet mag beperken tot de loutere processen van boekhouding en financiën.

Artikel 4, 4e lid tenslotte vertaalt de norm 1300 van het IIA in recht.

Deze norm bepaalt dat : « Het hoofd van de audit moet een programma voor de verzekering en verbetering van de kwaliteit opbouwen en handhaven. Dit programma dient alle aspecten van de interne auditactiviteit te bestrijken en de doeltreffendheid ervan voortdurend op te volgen ». Het programma omvat periodieke interne en externe kwaliteitsevaluaties en een ononderbroken interne opvolging. Elk deel van het programma moet zo opgevat zijn dat het de interne auditactiviteit helpt een meerwaarde te bieden en een verbetering te zijn voor de werking van de organisatie en verzekert dat deze interne auditactiviteit conform is met de Normen en de Deontologische Code.

De resultaten van de externe evaluatie zijn dus in eerste instantie nuttig voor de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten zelf, bij het intern beheer van de auditactiviteit. Daarom komt het opstarten van de externe evaluaties toe aan de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten.

De resultaten van de externe evaluatie zijn ook nuttig voor de persoonlijke evaluatie van de ambtenaar die de kaderfunctie bekleedt van « verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten » (zie artikelen 12, § 6, 2° et 13, § 6, 2°). Daarom zal het auditcomité van de federale overheid erop toezien dat het tijdschema van de externe evaluaties verzoenbaar is met de looptijd van de evaluatiecycli bepaald in het voornoemd koninklijk besluit van 2 oktober 2002.

#### Artikel 5

Artikel 5, § 1 verduidelijkt de draagwijdte, die uiteraard vrij breed is, van de activiteiten van interne audit en de voorwaarden waarin het werkprogramma van de interne audit wordt opgemaakt.

De onderliggende gedachte komt overeen met het idee dat de toegevoegde waarde van de activiteiten van interne audit, in vergelijking tot andere soorten studies en diagnoses, ligt in hun methodologie en objectiviteit. Meer bepaald kan een echt werk van interne audit niet verdacht worden van enige richting of afwijking om persoonlijke

personnelles de quelque nature que ce soit. Ce doit être sur la base d'une analyse de risques indépendante, distincte de celle que les services opérationnels ont dû réaliser dans le cadre de la construction de leur système de contrôle interne, que le responsable des activités d'audit interne détermine ses priorités.

L'article 5, § 1<sup>er</sup>, prévoit explicitement que le Comité d'audit de l'Administration fédérale veille à ce qu'il en soit ainsi.

Schématiquement, deux méthodologies sont acceptables. La première consiste, pour le responsable des activités d'audit interne, à réaliser intégralement son analyse de risques, sur base d'une page blanche. La seconde consiste à partir des analyses de risques réalisées, chacun à son niveau, par les responsables du Service, et à les examiner d'un point de vue critique.

Le présent arrêté ne préconise pas une méthodologie plutôt qu'une autre. Ce choix relève de la compétence du professionnel que doit être le responsable des activités d'audit interne. Il dépend à la fois de son style de travail et du contexte (disponibilité ou absence d'une analyse de risques sur laquelle se fonder).

Cependant, le fait que l'analyse de risques du responsable des activités d'audit interne ne puisse pas être dictée par le Dirigeant n'exclut pas que le Dirigeant puisse communiquer des informations pertinentes au responsable des activités d'audit interne, au contraire.

En effet, pour établir une analyse de risques, le responsable des activités d'audit interne a besoin de bien connaître les objectifs du Service. Une coopération avec le Dirigeant s'impose donc. Prévu par les normes professionnelles et repris comme règle de droit à l'article 8, 4<sup>o</sup>, ce principe trouve ici une application.

Le paragraphe 2 traduit la vision de la Ministre du Budget sur l'approche de chaîne de contrôle (*single audit*), qui est l'un des principes contenus dans la note du 20 juin 2006, approuvée le 30 juin 2006 par le Conseil des Ministres dans le cadre du chantier gouvernemental sur le renforcement de l'efficacité des services publics.

Par exemple, dans le cas où ils auditeraient des processus faisant intervenir des procédures de marché public, de subsides facultatifs ou des dépenses de personnel autre que statutaire, et pour lesquelles l'Inspection des Finances est chargée de procéder systématiquement à un contrôle ex post sur base d'échantillon, les auditeurs internes devront tenir compte des vérifications déjà opérées.

Pour faciliter cette coordination, prévue par les normes et précisée par la MPA 2050 de l'IIA, la Note précitée prévoyait la possibilité de conclure des protocoles avec l'Inspection des Finances. Le présent paragraphe reprend cette idée et lui donne un caractère obligatoire.

Il l'étend en outre aux relations entre les auditeurs internes et tous autres organes de contrôle extérieurs au Service. Dans ce cas, cependant, il s'agit simplement d'une faculté, et non d'une obligation.

Le paragraphe 3 prévoit que des missions annexes peuvent être inscrites au programme de travail de l'audit interne, sur base de demandes spécifiques. Cette faculté est conforme aux normes, qui ne font pas obstacle à ce qu'à côté d'activités dites d'assurance, les auditeurs internes assument des activités de conseil. Le paragraphe 3 reprend cette faculté, qui répond à une demande des Dirigeants, et l'organise de manière à ce que, d'une part, elle ne compromette pas l'exercice des missions de base, et que, d'autre part, ce ne soit pas une source de conflit entre le Dirigeant et le responsable des activités d'audit interne, qui reste maître de son planning, étant entendu que la priorité va aux activités d'assurance.

Ce paragraphe est à lire en relation avec l'article 6, qui fixe le cadre applicable aux demandes spécifiques.

#### Article 6

Le paragraphe 1<sup>er</sup> définit la notion de demande spécifique et précise de qui une demande spécifique peut émaner.

Le paragraphe 2 dispose que le responsable des activités d'audit interne, saisi d'une demande spécifique, n'est jamais obligé de l'accepter. Il précise les conditions dans lesquelles le responsable des activités d'audit interne doit refuser d'y donner suite (paragraphe 2).

Dans le souci de coordination qui caractérise la démarche de « single audit » (chaîne de contrôle intégrée), le paragraphe 3 prévoit que lorsque l'Inspection des Finances est chargée d'une mission qui s'apparente à de l'audit (évaluation des systèmes de gestion), le Comité d'audit de l'administration fédérale en est informé.

redenen, ongeacht de aard van deze redenen. De verantwoordelijke van de activiteiten van interne audit dient de prioriteiten te bepalen op basis van een onafhankelijke risicoanalyse, los van de analyse die de operationele diensten hebben moeten maken bij de uitbouw van hun interne controlesystemen.

Artikel 5, § 1 bepaalt uitdrukkelijk dat het Auditcomité van de federale overheid erop toeziet dat dit zo geschiedt.

Schematisch kunnen twee methodieken worden aanvaard. De eerste bestaat erin dat de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten integraal zijn risicoanalyse maakt vanaf nul. De tweede bestaat erin dat de verantwoordelijken van de dienst, elk op zijn niveau, vanuit de bestaande risicoanalyses vertrekt en ze kritisch onderzoekt.

Dit besluit geeft geen voorkeur aan de ene of de andere methodiek. Die keuze hoort tot de professionele bevoegdheid van de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten. Ze hangt zowel af van diens werkstijl als van de context (is er al dan niet een risicoanalyse beschikbaar om zich op te baseren?).

Hoewel de risicoanalyse van de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten niet mag worden gedictéerd door de leidinggevende, is het niet uitgesloten dat deze laatste relevante informatie kan meedelen aan de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten. Integendeel.

Immers, om een risicoanalyse te maken moet de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten goed de doelstellingen van de dienst kennen. Er is dus samenwerking met de leidinggevende nodig. Dit principe is vervat in de beroepsnormen. Het vindt hier zijn toepassing als rechtsregel in artikel 8, 4<sup>o</sup>.

Paragraaf 2 vertaalt de visie van de Minister van Begroting over de benadering van de controleketen (*single audit*). Het gaat om een van de principes uit de nota van 20 juni 2006, die de Ministerraad heeft goedgekeurd op 20 juni 2006 in het raam van het regeringswerk tot versterking van de doeltreffendheid van de overheidsdiensten.

Bijvoorbeeld bij de doorlichting van processen waarin procedures spelen inzake overheidsopdrachten, facultatieve toelagen of personeelsuitgaven voor niet-statutaire personeel, heeft de inspectie van Financiën de bevoegdheid om systematisch ex post controles te voeren met steekproeven. De interne auditoren zullen dienen rekening te houden met de inspectieresultaten die reeds behaald zijn.

Om deze coördinatie te vergemakkelijken zoals die bepaald is door de normen en verduidelijkt in MPA 2050 van het IIA, voorziet voornoemde nota in de mogelijkheid protocollen af te sluiten met de Inspectie van Financiën. In deze paragraaf wordt dit idee opgenomen en verplicht gemaakt.

Het wordt bovendien uitgebreid tot de betrekkingen tussen de interne auditoren en alle andere externe controle-instanties. Het gaat in dit geval echter eenvoudig om een mogelijkheid, niet om een verplichting.

Paragraaf 3 bepaalt dat ondergeschikte opdrachten kunnen worden ingeschreven in het werkplan van de interne audit, vanuit specifieke verzoeken. Deze mogelijkheid is gerechtvaardigd volgens de normen. Deze verhinderen niet dat naast activiteiten van « verzekering », de interne auditoren als interne consultant optreden. Paragraaf 3 bevat deze mogelijkheid, die beantwoordt aan een verzoek van de leidinggevenden. Hij organiseert het zo dat de uitvoering van de basisopdrachten niet in het gedrang komt en dat er geen bron van conflict kan ontstaan tussen de leidinggevende en de verantwoordelijke van de activiteiten van interne audit. Deze blijft meester van zijn planning daar de prioriteit gaat naar activiteiten die zekerheid bieden.

Deze paragraaf dient te worden gelezen in relatie tot artikel 6 dat het kader bepaalt dat geldt voor de specifieke verzoeken.

#### Artikel 6

Paragraaf 1 bepaalt het begrip specifiek verzoek. Het verduidelijkt van wie zo'n verzoek kan uitgaan.

Paragraaf 2 bepaalt dat de verantwoordelijke voor interne auditactiviteiten nooit verplicht is een specifiek verzoek waarmee hij aanhangig gemaakt wordt te aanvaarden. Het bepaalt ook de voorwaarden waarin de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten verplicht is te weigeren er gevolg aan te geven (paragraaf 2).

Omwille van de coördinatie die de controleketen kenmerkt (het is een geïntegreerde keten), bepaalt paragraaf 3 dat wanneer de Inspectie van Financiën belast is met een opdracht die verwant is aan de audit (evaluatie van de beheersstelsels), het auditcomité van de federale overheid hiervan wordt verwittigd.

L'application de cette disposition se trouve facilitée du fait que le Chef de Corps de l'Inspection des Finances participe, à titre consultatif, aux réunions du Comité d'audit, en vertu de l'article 11, § 2, de l'arrêté royal du 17 août 2007 portant création du Comité d'audit de l'administration fédérale.

#### Article 7

Tout en maintenant le même niveau d'exigence sur la qualification et l'indépendance des auditeurs internes, l'article 7, s'inscrit en rupture par rapport à l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à l'audit interne au sein des Services publics fédéraux, qui imposait que chaque Service public fédéral se dote d'un service d'audit interne exclusif et permanent.

Dans un souci de flexibilité et d'efficacité de l'audit interne, la mise en place d'un tel service n'est plus désormais qu'une modalité possible d'exercice des activités d'audit.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article précise que dans tous les cas, un responsable est présent au sein du Service. En tant que professionnel de l'audit interne, il est garant vis à vis du Comité d'audit de l'administration fédérale de la qualité des activités d'audit interne. Il assure la continuité du dialogue entre auditeurs internes et management ainsi que le suivi des recommandations.

Le responsable des activités d'audit interne peut partager son temps entre plusieurs Services. Le Comité d'audit de l'Administration fédérale veille à ce que cette organisation soit compatible avec les exigences de la fonction. Dans le cas où un service d'audit interne partagé a été mis en place, son directeur tient lieu de responsable des activités d'audit interne dans chacun des services concernés.

Le paragraphe 2 décrit les modalités d'organisation admissibles.

La création d'un service spécifique permanent reste la formule la plus naturelle étant entendu qu'il s'agit de compléter un système de contrôle interne.

Deuxième option, la constitution d'un service d'audit interne partagé.

La mise en œuvre de cette formule pourrait s'inspirer de la pratique des quatre SPF dits horizontaux (Chancellerie du Premier Ministre, Budget et Contrôle de la Gestion, Personnel et Organisation et FEDICT) qui partagent leurs directeurs de services d'encadrement.

Dans tous les cas, la mise en place de services partagés devrait se faire dans le cadre de protocoles précisant les règles de répartition de frais entre les Services concernés. Il risque cependant d'être délicat de fixer a priori la répartition des temps de prestation, dans la mesure où le programme de travail du service d'audit interne partagé découlera d'une analyse des risques. C'est donc surtout au Comité d'audit commun à veiller à l'équilibre des coûts et des avantages pour chacun des Services concernés. Le programme de travail pourra toutefois réserver une partie des ressources à des activités de conseil demandées par l'un ou l'autre des ministres ou des Dirigeants, dans les conditions définies aux articles 5, § 3 et 6, § 1<sup>er</sup> et 2.

On soulignera à cet égard que le fait de devoir calculer le coût des activités exercées constitue une démarche qui devrait être généralisée afin de faire évoluer la culture administrative et de favoriser une prise de conscience du coût des services rendus.

La troisième option réside dans la possibilité de recourir à des prestataires extérieurs présentant toutes garanties professionnelles pour l'exercice d'activités d'audit interne, conformément aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne élaborées par l'Institute of Internal Auditors dont l'introduction précise qu'elles s'appliquent aux activités « conduites dans différents environnements juridiques et culturels, dans des organisations dont l'objet, la taille, la complexité et la structure sont divers, ainsi que par des professionnels de l'audit, internes ou externes à l'organisation ».

Le recours à cette option ne peut se faire qu'exceptionnellement et à titre subsidiaire. Il doit être justifié et approuvé au terme de la procédure de contrôle administratif et budgétaire prévue au paragraphe 5, troisième alinéa.

Cette option ne diminue en rien la responsabilité qui incombe au responsable des activités d'audit interne. C'est un point sur lequel l'Inspection des Finances, dans l'avis du 31 janvier 2007, annexé à son avis du 22 mars 2007, a largement insisté, précisant que : « Même en cas d'outsourcing, la tâche du responsable AI est énorme et sa responsabilité reste totale. »

Deze bepaling kan gemakkelijk worden toegepast daar de korpschef van de Inspectie van Financiën raadgevend deelneemt aan de vergaderingen van het auditcomité, krachtens artikel 11, § 2, van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot oprichting van het Auditcomité van de federale overheid.

#### Artikel 7

Artikel 7 is een breuk met het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de interne audit binnen de federale overheidsdiensten. Het artikel behoudt hetzelfde niveau aan vereisten qua kwalificatie en autonomie van de interne auditoren. Het besluit van 22 oktober 2002 legde aan elke federale overheidsdienst de verplichting op een exclusieve en permanente interne auditdienst op te richten.

Omwille van de flexibiliteit en de doelmatigheid van de interne audit is de oprichting van zo'n dienst voortaan nog enkel een mogelijke voorwaarde voor de uitoefening van de activiteiten van interne audit.

Paragraaf 1 van dit artikel bepaalt dat in alle gevallen er een verantwoordelijke is binnen de dienst. Als professional van de interne audit staat hij borg tegenover het auditcomité van de federale overheid voor de kwaliteit van de interne auditactiviteiten. Hij staat in voor de dialoog tussen interne auditoren en het management en voor de opvolging van de aanbevelingen.

De verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten kan zijn tijd verdelen over verschillende diensten. Het Auditcomité voor de federale overheid ziet er op toe dat deze organisatie verzoekenbaar is met de vereisten van de functie. Als er een gedeelde interne auditdienst is opgericht, is de directeur ervan de verantwoordelijke voor interne auditactiviteiten bij elk van de betrokken diensten.

Paragraaf 2 beschrijft de toegelaten organisatievoorwaarden.

De oprichting van een specifieke permanente dienst blijft de meest natuurlijke formule, daar het er om gaat een intern controlesysteem aan te vullen.

De tweede optie is een gedeelde interne auditdienst oprichten.

De tenuitvoerlegging van deze regeling zou inspiratie kunnen halen uit de praktijk van de vier horizontale FOD's (Kanselarij van de Eerste Minister, Budget en Beheerscontrole, Personeel en Organisatie en FEDICT). Deze hebben een gezamenlijke stafdirecteur voor de vier stafdiensten.

In alle gevallen, de oprichting van gedeelde diensten zou moeten gebeuren via protocollen waarin geregeld wordt hoe de kosten onder de betrokken diensten worden verdeeld. Het kan echter delicaat worden om vooraf de verdeling van de prestatietijd te verdelen, in de mate waarin het werkprogramma van de gedeelde interne auditdienst zal voortvloeien uit een risicoanalyse. Het zal dus vooral de taak zijn van het gemeenschappelijk Auditcomité erop toe te zien dat de kosten en voordelen evenwichtig worden verdeeld. Bovendien zal het werkprogramma een deel van de middelen kunnen voorbehouden voor activiteiten van consulting die een Minister of een leidinggevende kunnen vragen binnen de voorwaarden bepaald in artikelen 5, § 3, en 6, § 1 en 2.

Hierbij dient te worden onderstreept dat als de kostprijs van de activiteiten moet worden berekend, dit een stap vormt die zou moeten worden veralgemeend om de bedrijfscultuur te laten ontwikkelen binnen de overheid en een bewustmaking op gang te brengen van de kostprijs van de dienstverlening.

De derde optie bestaat in de mogelijkheid een beroep te doen op externe dienstverleners die alle beroepswaarborgen bieden voor de uitoefening van de activiteiten van interne audit, in overeenstemming met de internationale normen voor de beroepspraktijk van de interne audit (IAA). De inleiding op deze normen verduidelijkt dat ze gelden voor de activiteiten « gevoerd binnen verschillende juridische en culturele omgevingen, binnen organisaties waarvan het doel, de omvang, de complexiteit en de structuur kunnen verschillen, alsook door beroepslui van de audit, van binnen of van buiten de organisatie ».

Men kan op deze optie enkel een beroep doen uitzonderlijk en bij wijze van aanvulling. Dit moet verantwoord worden en goedgekeurd na een procedure van administratieve en begrotingscontrole voorzien in paragraaf 6, derde lid.

Deze optie vermindert geenszins de verantwoordelijkheid van de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten. De Inspectie van Financiën heeft in haar advies van 31 januari 2007, dat als bijlage gaat bij het advies van 22 maart 2007, hard aangedrongen op dit punt. Ze heeft daarbij verduidelijkt dat « zelfs als de taak van verantwoordelijke voor interne audit wordt uitbesteed, toch blijft ze enorm en blijft de verantwoordelijkheid totaal ».



Deux cas particuliers peuvent se présenter.

Il s'agit premièrement du cas qui consiste à faire appel au service d'audit interne constitué au sein d'un autre Service. Cette démarche s'apparente à de l'outsourcing ou au recours à la consultance externe, à ceci près que le prestataire est spécialement apte à l'audit interne d'un service public. Là encore, il faudra être attentif au chiffrage des coûts.

Sans aller jusqu'à ce type d'arrangement, des collaborations ponctuelles entre équipes d'audit interne peuvent se concevoir, sur le mode d'audits conjoints. Ce pourrait par exemple être le cas lorsque les auditeurs internes du SPF Budget et Contrôle de la Gestion s'attacheront à évaluer le contrôle interne afférent à des processus comptables et financiers dont la maîtrise est localisée dans d'autres entités.

Le recours à ces deux formules peut être rendu plus commode du fait de la création du Comité d'audit de l'Administration fédérale, qui sera particulièrement bien placé pour faire des préconisations quant à la mise en commun de moyens d'audit interne.

Le paragraphe 2, alinéa 2, introduit un critère de « taille critique », qui, pris isolément, pourrait favoriser les regroupements entre services d'audit interne.

Toutefois, les principes de base repris dans l'introduction du présent Rapport exigent quant à eux de maintenir un lien de proximité entre une équipe d'audit interne et le système qu'elle audite.

Il y a donc un juste équilibre à trouver. Fixant des critères de choix et prévoyant la prise en compte des recommandations émises par le Comité d'audit de l'Administration fédérale sur base d'un examen des structures existantes, l'article 7, § 5 (commenté infra), devrait y contribuer.

Le paragraphe 3 permet au responsable des activités d'audit interne de recourir à la sous-traitance. Il va de soi que le recours à cette faculté ne peut s'exercer que dans la limite des moyens budgétaires qui auront été prévus en application de l'article 11 (donc en concertation avec le Dirigeant).

Le paragraphe 4 précise les règles à respecter en cas de recours à des prestataires extérieurs. Il s'applique aussi bien aux cas de sous-traitance partielle qu'au cas de l'externalisation complète de l'exécution des activités d'audit interne.

Le paragraphe 5 vise à établir que le choix des modalités d'organisation des activités d'audit est une décision qui doit être prise au plus haut niveau, c'est-à-dire par le ministre concerné, sur base des préconisations émises par le Comité d'audit de l'Administration fédérale et après consultation du ou des Dirigeants concernés.

Le dernier alinéa répond à l'un des principes directeurs précisés dans l'introduction du présent Rapport : « créer les conditions pour que la réforme puisse au maximum se faire en optimisant et redéployant les ressources existantes, et notamment les ressources humaines ».

Le paragraphe 6 fixe un calendrier pour la mise en œuvre de cet article, et précise la répartition des rôles. Il vise à éviter toute inertie dans la mise en place effective des activités d'audit interne.

#### Article 8

L'article 8 contribue à l'objectif de « protection » de l'appellation « activités d'audit interne » énoncé à l'article 3. Pour mémoire, ce n'est que si les auditeurs internes sont en mesure de produire un travail crédible que leurs conclusions auront toute la valeur qu'il est permis d'en attendre. En d'autres termes, c'est un enjeu aussi bien pour les parties prenantes externes (ex : intervenants situés en aval de la chaîne de contrôle) que pour le fonctionnaire dirigeant lui-même (pourrait-il se fier au diagnostic émis par des auditeurs internes complaisants ou timorés ?).

Les critères définis au premier paragraphe sont parfois en interaction entre eux. Ainsi, la qualité des logiciels mis à la disposition des auditeurs internes contribue à la fois au respect des premier (respect des règles de l'art) et deuxième critères (moyens suffisants), mais aussi à celui du troisième critère (indépendance). En effet, les logiciels les plus récents permettent aux auditeurs d'être autonomes dans la recherche d'information et les recoupements, et ainsi de limiter les risques d'interférences.

Les paragraphes 2 et 3 apportent des garanties à la fois aux auditeurs internes et au management.

L'accent a été mis ici sur la responsabilisation des auditeurs internes eux-mêmes, en instaurant une obligation de déclaration des conflits d'intérêts, dont il est donné une définition englobante, conçue sur le modèle de l'article 52 du Règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du

Er kunnen zich twee bijzondere gevallen voordoen.

Ten eerste, men kan een beroep doen op een interne auditdienst uit een andere dienst. Deze stap is verwant met uitbesteding (outsourcing) of met een beroep op externe consultants, met dit verschil dat de dienstverlener bijzonder bekwaam is inzake doorlichting van een dienst. Daar ook dient men bijzondere aandacht te besteden aan de becijfering van de kosten.

Zonder tot dit soort schikkingen te gaan kan feitelijke samenwerking omtrent sommige zaken tussen interne auditteams overwogen worden, volgens de wijze van samengevoegde audits. Dit kan bijvoorbeeld het geval zijn als de interne auditoren van de FOD Budget en Beheerscontrole de interne controle zouden evalueren bij boekhoud- en financiële processen waarvan de beheersing gebeurt op andere plaatsen.

Het beroep op deze beide formules kan worden vergemakkelijkt door de oprichting van het auditcomité van de federale overheid. Dit laatste zal bijzonder goed geplaatst zijn om te oordelen over de verdeling van de interne auditmiddelen.

Paragraaf 2, tweede lid, voert een norm in van « kritische omvang ». Op zich zou deze norm de samenvoeging onder interne auditdiensten kunnen bevorderen.

De basisbeginselen uit de inleiding op dit verslag vereisen echter wat hen betreft dat een nabijheidsband wordt behouden tussen een intern auditteam en het systeem dat het doorlicht.

Er moet dus een goed evenwicht worden gevonden. Artikel 7, § 5 (zie commentaar infra) moet daartoe bijdragen. Het legt keuzenormen vast en bepaalt dat de aanbevelingen van het auditcomité voor de federale overheid in aanmerking worden genomen op basis van een onderzoek van de bestaande structuren.

Paragraaf 3 regelt het beroep dat de verantwoordelijke voor interne auditactiviteiten kan doen op outsourcing. Het spreekt voor zich dat men slechts een beroep kan doen op deze mogelijkheid binnen de grenzen van de begrotingsmiddelen die zijn uitgetrokken krachtens artikel 11 (en dus in overleg met de leidinggevende).

Paragraaf 4 verduidelijkt de regels die dienen te worden nageleefd ingeval een beroep wordt gedaan op externe dienstverleners. Het geldt zowel ingeval van gedeeltelijke onderaanneming als ingeval van volledige outsourcing van de uitvoering van interne auditactiviteiten.

Paragraaf 5 bepaalt dat de keuze voor de organisatievoorwaarden van de activiteiten van interne audit een beslissing is die op het hoogste niveau dient te worden genomen, met name door de betrokken Minister, op basis van voordracht door het auditcomité van de federale overheid en na raadpleging van de betrokken leidinggevende(n).

Het laatste lid komt tegemoet aan een van de leidende principes uit de inleiding bij dit verslag : « de omstandigheden creëren opdat deze hervorming zo goed mogelijk kan worden doorgevoerd door de bestaande middelen, en in het bijzonder de personele middelen, optimaal te gebruiken en te heraanwenden ».

In paragraaf 6 wordt een tijdspad gemaakt voor de uitvoering van dit artikel en een rolverdeling vastgelegd. Hiermee zou elke inertie moeten worden voorkomen bij de daadwerkelijke invoering van de interne auditactiviteiten.

#### Artikel 8

Artikel 8 draagt bij tot de doelstelling van bescherming van de benaming « activiteiten van interne audit » bepaald in artikel 3. Ter herinnering, slechts als de interne auditoren in staat zijn een geloofwaardig werk te leven, zullen hun besluiten de waarde krijgen die men ervan mag verwachten. Met andere woorden, het is een inzet zowel voor de externe partijen (bijvoorbeeld zij die stroomafwaarts optreden in de controleketen) als voor de leidinggevende zelf (kan hij de diagnose betrouwen die inschikkelijke of angstvallige interne auditoren geven ?).

De criteria bepaald in paragraaf 1 zijn soms onderling interactief. Zo draagt de kwaliteit van de programmatuur die de interne auditoren krijgen bij tot zowel de naleving van het eerste als van het tweede criterium (respectievelijk naleving van de regels van de kunst, voldoende middelen), maar ook van het derde criterium (autonomie). Immers, met de meest recente programmatuur kunnen de auditoren autonoom informatie zoeken en deze toetsen en aldus de kans op inmenging beperken.

Paragrafen 2 en 3 bieden waarborgen voor zowel de interne auditoren als het management.

Hierbij werd de klemtoon gelegd op de responsabilisering van de interne auditoren zelf, door een meldingsplicht voor belangenconflicten in te voeren. Deze conflicten worden gedefinieerd volgens het model uit artikel 52 van het Reglement (EG, Euratom) nr. 1605/2002 van de

Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes. Les auditeurs internes ont en outre, en vertu de l'article 4, à souscrire aux normes professionnelles.

Or ces normes et leurs modalités pratiques d'application donnent des exemples de conflits d'intérêts réhibitifs.

L'auditeur interne qui contreviendrait sciemment à ce principe d'indépendance prendrait un risque important, tant au regard des possibles sanctions disciplinaires (d'autant que l'article 8, § 2, leur fait obligation de respecter une déontologie qui fait de l'objectivité l'un des quatre principes fondamentaux pour la profession et la pratique de l'audit interne) qu'au regard de son éventuelle accréditation professionnelle (certification IIA). En outre, il serait d'autant moins excusable que l'arrêté aussi bien que les normes professionnelles ont prévu ces cas et prévoient des solutions. En amont, on optera pour la prévention en faisant connaître les risques de conflits d'intérêts au moyen d'un registre des conflits d'intérêts.

Il peut arriver qu'un auditeur interne se trouve, pour une mission précise, dans une situation telle que son objectivité n'est pas garantie. Il en sera ainsi par exemple lorsque le programme d'audit du service met à l'ordre du jour une mission relative à une entité dans laquelle lui ou l'un de ses proches exerce ou a exercé des responsabilités ou si l'activité de cette entité est de nature à affecter directement ou indirectement ses intérêts. Ce type de situation ponctuelle ne justifie pas qu'il soit exclu du service d'audit interne, mais cela doit être connu du directeur dudit service et pris en compte par lui pour l'organisation des missions.

Tel est l'objet du registre des conflits d'intérêt par lequel les auditeurs font connaître spontanément au directeur du service d'audit interne, *in tempore non suspecto*, les limites de leur objectivité.

Un mécanisme analogue est institué au dernier alinéa de cet article pour le responsable des activités d'audit interne.

En cas de survenance d'un conflit d'intérêts non anticipé, l'auditeur interne concerné en avise immédiatement le responsable des activités d'audit interne qui réorganise la mission et/ou signale cette circonstance dans son rapport afin que les utilisateurs des résultats des activités d'audit interne en soient informés.

Cette disposition doit être lue en relation avec l'article 12 du même arrêté, qui prévoit que ce Comité veille à ce que les conditions d'exercice des activités d'audit interne énoncées à l'article 7 du présent arrêté soient remplies. Il intervient comme facilitateur dans les relations entre les auditeurs internes et le management, à la demande des uns ou des autres. Il doit être saisi et peut s'autosaisir de toute difficulté afférente à l'application des dispositions relatives à l'organisation des activités d'audit interne.

Dans la même optique, le Comité peut s'autosaisir de difficultés qu'il aurait lui-même détectées (problème de communication, interférences du Dirigeant dans la planification ou la mise en œuvre des activités d'audit interne, insuffisance de moyens, absence de communication entre les auditeurs internes et le management, défaut persistant de prise en compte des recommandations, par exemple).

#### Article 9

L'article 9 fait de l'adoption et de la diffusion d'une charte d'audit des actes obligatoires.

L'importance de cette charte tient à quatre facteurs :

1° la charte d'audit tient lieu de lettre de mission pour le responsable des activités d'audit interne;

2° elle contribue à faire que chacun, au sein du service, connaisse et comprenne la place et le rôle des activités d'audit interne et sache que le management y apporte son plein soutien;

3° son aspect conventionnel permet de donner une flexibilité à la mise en œuvre de principes de base (esprit de coopération, obligation de rendre compte, contradictoire, confidentialité) qui doivent être respectés dans l'ensemble des Services tout en tenant compte des structures et de la culture de chacun d'eux;

4° le fait qu'elle fasse l'objet d'un dialogue préalable permet de mettre à jour les possibles malentendus et ainsi de prévenir des conflits potentiels, notamment sur l'application du principe d'indépendance des auditeurs internes.

Raad van 25 juni 2002 tot financiële regeling geldig voor de algemene begroting van de Europese Gemeenschappen. Bovendien moeten de interne auditoren krachtens artikel 4 de beroepsnormen onderschrijven.

Welnu, deze normen en hun praktische toepassingsvoorwaarden geven voorbeelden van belangenconflicten die een onoverkomelijk obstakel vormen.

Als een interne auditor bewust dit principe van autonomie overtreedt, neemt hij een groot risico. Dan gaat het zowel om tuchtsancties (vooral omdat artikel 8, § 2 hen verplicht een deontologie na te leven die van de objectiviteit een van de vier grondbeginselen maakt voor het beroep en de praktijk van de interne audit) als om het verlies van zijn beroepsaccreditatie (bij het IIA). Bovendien zou dit nog minder verschoonbaar zijn omdat zowel het besluit als de beroepsnormen deze gevallen bepalen en er oplossingen voor bieden. Stroomopwaarts zal men opteren voor preventie, door de risico's op belangenconflicten te laten kennen via een register van belangenconflicten.

Het kan gebeuren dat een interne auditor zich bij een welbepaalde opdracht in een toestand bevindt waarin zijn objectiviteit niet gewaarborgd is. Dat kan bijvoorbeeld wanneer het auditprogramma van de dienst een opdracht op de agenda heeft staan bij een entiteit waarin hij / zij of een van zijn naaste familieleden verantwoordelijkheden draagt of gedragen heeft of als de activiteit van deze entiteit van die aard is dat ze zijn belangen rechtstreeks of onrechtstreeks beïnvloedt. Dit soort eenmalige toestand volstaat niet om hem uit te sluiten uit de interne auditdienst maar de directeur van deze dienst dient dit te weten en dient er rekening mee te houden bij de organisatie van de opdrachten.

Zoiets dient dus te worden opgenomen in het register van belangenconflicten. Daarmee laten de auditoren *in tempore non suspecto* spontaan weten aan de directeur van de interne auditdienst welke de limieten zijn van hun objectiviteit.

Een gelijkaardig mechanisme is ingevoerd in het laatste lid van dit artikel voor de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten.

Als er een belangenconflict opduikt dat niet is geanticipeerd, licht de betrokken auditor er onmiddellijk de verantwoordelijke voor de activiteiten van interne audit over in. Deze herziet de organisatie van de opdracht en/of vermeldt deze omstandigheid in zijn verslag, zodat de klanten van het auditresultaat ervan op de hoogte zijn.

Dit artikel dient te worden gelezen in samenhang met artikel 12 van hetzelfde besluit. Dit bepaalt dat dit comité toezicht houdt op de naleving van de voorwaarden om de activiteiten van interne audit te voeren zoals deze criteria ze bepalen. Het treedt op als facilitator voor de relaties tussen de interne auditoren en het management, op verzoek van de ene of de andere. Het kan zelf elke moeilijkheid bij de uitvoering binnen de diensten aanhangig maken en bij het comité kunnen zowel de interne auditoren als de leden van het management zaken aanhangig maken.

In dezelfde geest kan het comité zelf moeilijkheden aanhangig maken die het zelf ontdekt (bijvoorbeeld een communicatieprobleem, bemoeienissen van de leidinggevende in de planning of de uitvoering van de interne auditactiviteiten, onvoldoende middelen, geen communicatie tussen de interne auditoren en het management, blijvend gebrek aan opvolging van de aanbevelingen).

#### Artikel 9

Artikel 9 maakt het verplicht een auditcharter op te stellen en te verspreiden.

Het belang van zo'n charter is viervoudig :

1° het auditcharter geldt als opdrachtbrief voor de verantwoordelijke voor de activiteiten van interne audit;

2° het draagt ertoe bij dat elkeen binnen de dienst de rol kent en begrijpt de plaats en de rol van activiteiten van interne audit en weet dat het management het volledig steunt;

3° doordat het bij afspraken tot stand komt, kunnen de basisprincipes soepel worden ingevoerd (samenwerking, verplichting tot rekenschap afleggen, tegenspraak, vertrouwelijkheid) die men dient na te leven bij alle diensten. Daarbij houdt men rekening met de structuren en de cultuur van elk van hen;

4° daar er vooraf een dialoog over bestaat kunnen mogelijke misverstanden aan het daglicht komen en mogelijke conflicten worden vermeden, met name over de toepassing van het beginsel van autonomie van de interne auditoren.

L'alinéa suivant instaure un régime de protection des membres du personnel qui prêtent leur concours aux activités d'audit interne, notamment en répondant aux questions des auditeurs internes.

Tenus par une déontologie et agissant dans le cadre des normes, sous le contrôle du Comité d'audit de l'Administration fédérale, les auditeurs internes n'ont pas à inciter leurs collègues à la calomnie ou à la dénonciation méchante, et encore moins à encourager la propagation de rumeurs. Le régime de protection instauré ici n'est donc pas une incitation à des comportements qui nuiraient au climat de travail, mais uniquement un corollaire indispensable au principe d'accès illimité à l'information. Si les auditeurs estiment qu'une information est nécessaire à leur analyse, les membres du personnel doivent pouvoir la leur fournir sans redouter de représailles de la part de leur hiérarchie.

La seule limite admissible au principe d'accès illimité à l'information réside donc dans les régimes de protection des données. Elle devra faire l'objet d'un traitement adapté au cas par cas, soit au moyen de la charte (rubrique: « confidentialité ») soit au stade de la composition des équipes d'audit interne. On pourra s'inspirer de la pratique applicable aux Inspecteurs des Finances accrédités auprès de la Défense.

#### Article 10

L'article 10 répond à une recommandation de l'INTOSAI, en instaurant une obligation de prise en compte et en lui donnant une définition.

Le processus de monitoring ne s'arrête pas à la formulation du diagnostic et des préconisations : destiné à contribuer à l'amélioration du système de contrôle interne, il inclut une phase de suivi. Les *Lignes directrices de l'INTOSAI relatives aux normes de contrôle interne à promouvoir dans le secteur public* prévoient que « le suivi et le pilotage du contrôle interne doivent comprendre des politiques et des procédures garantissant que les conclusions des audits et des autres formes d'évaluation sont mises en œuvre de la manière appropriée et sans retard. » (INTOSAI, 2004, p. 48) et que « la contribution du pouvoir législatif et réglementaire au contrôle interne peut contribuer à favoriser une compréhension commune de la définition du contrôle interne et des objectifs à atteindre. Ils peuvent aussi édicter les politiques auxquelles les acteurs internes et externes sont tenus de se conformer dans l'exercice de leurs rôles et responsabilités respectifs en matière de contrôle interne. » (idem, p. 55).

Aux termes de la définition fixée par l'arrêté, qui part du principe que le Dirigeant reste responsable de la mise en œuvre de l'arrêté royal du 17 août 2007 relatif au système de Contrôle interne dans certains Services du pouvoir exécutif fédéral, le Dirigeant n'est pas obligé de se soumettre aux recommandations de l'audit interne mais il doit justifier des raisons qui l'amènent à opérer des choix différents.

Lorsqu'il décide de mettre en œuvre une recommandation, il ne suffit pas d'en émettre la vague idée, mais bien de l'intégrer à un plan d'action assorti d'un calendrier. C'est à cela que renvoie la notion de « délai déterminé ». Il ne s'agit pas de fixer une fois pour toutes des délais qui s'appliqueront à tous. Les délais de réponse doivent être fixés en fonction du degré d'urgence des mesures à prendre. Un délai d'une semaine peut être suffisant dans certains cas (ex : nécessité de faire déménager un service dont les locaux ne sont plus conformes au droit du travail) - et excessif dans d'autres (ex : installation sensible en zone inondable, à l'approche de pluies abondantes).

Il en ressort que dans un cas comme dans l'autre, un dialogue doit s'instaurer entre le responsable des activités d'audit interne et les responsables concernés.

Cette obligation s'articule avec les tâches du responsable des activités d'audit interne, les normes professionnelles prévoyant qu'il mette en place un système de suivi des actions de progrès.

Le respect de cette obligation est une condition de l'efficacité et de l'efficience des activités d'audit interne. Il fait l'objet d'une vigilance particulière de la part du Comité d'audit de l'Administration fédérale, qui peut être amené à intervenir en tant que facilitateur.

#### CHAPITRE II. — Moyens matériels et ressources humaines à consacrer aux activités d'audit interne

#### Article 11

La volonté politique qui a présidé à l'adoption de cette disposition est sans équivoque : le Dirigeant est tenu de consacrer des moyens suffisants aux activités d'audit interne.

Het volgende lid voert een stelsel in ter bescherming van de personeelsleden die hun medewerking verlenen aan de interne auditactiviteiten, met name door te antwoorden op de vragen van de interne auditoren.

De interne auditoren zijn gehouden aan een deontologie en werken binnen het kader van normen, onder het toezicht van het auditcomité voor de federale overheid. Zij mogen hun collega's niet aanzetten tot laster of tot verklekken en ze nog minder aanzetten om geruchten te verspreiden. Het stelsel dat hen beschermt mag dus geen aanzet vormen tot gedrag dat het werkklimaat zou schaden maar enkel een noodzakelijk uitvloeisel zijn van het beginsel van onbeperkte toegang tot informatie. Als de auditoren menen dat bepaalde informatie nodig is voor hun analyse, dient de personeelsleden hen die te kunnen verschaffen zonder vergelding te moeten vrezen vanwege hun oversten.

De enige toelaatbare beperking op het beginsel van onbeperkte toegang tot informatie ligt dus in de stelsels tot bescherming van de gegevens. Zo'n beperking zal geval per geval moeten worden behandeld, ofwel via het charter (rubriek « vertrouwelijkheid ») ofwel in de fase waarbij de teams voor de interne audit worden samengesteld. Men kan zich daarbij laten inspireren door de praktijken die gelden voor de inspecteurs van Financiën bij Landsverdediging.

#### Artikel 10

Artikel 10 komt tegemoet aan een aanbeveling van INTOSAI door een verplichting in te voeren waarbij men met dit model dient rekening te houden en door het te definiëren.

Het monitoringproces houdt niet op bij de verwoording van de diagnose en van de aanbevelingen. Er komt ook een opvolgingsfase bij bedoeld om bij te dragen tot de verbetering van het intern controlesysteem. De hoofdlijnen van INTOSAI inzake interne controlenormen voor de overheidssector bepalen dat de opvolging en de sturing van de interne controle een beleid en procedures moeten omvatten die waarborgen dat de besluiten van de audits en van andere evaluatievormen op de meest gepaste wijze en onverwijld ten uitvoer worden gelegd (INTOSAI, 2004, blz. 48). Verder bepaalt deze tekst op blz. 55 dat de bijdrage van de wet- en regelgevende overheid tot de interne controle ertoe kan bijdragen een gemeenschappelijk begrip te bevoorwaarden voor de definitie van interne controle en van de te bereiken doelstellingen. Ze kunnen aldus het beleid uitzetten waaraan de interne en externe spelers zich moeten houden bij de uitoefening van hun respectieve rollen en verantwoordelijkheden inzake interne controle.

Het besluit vertrekt van het principe dat de leidinggevende verantwoordelijk blijft voor de tenuitvoerlegging van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 betreffende het intern controlesysteem binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht. In de woorden van de definitie uit het besluit is de leidinggevende niet verplicht zich neer te leggen bij de aanbevelingen van de interne audit. Wel moet het de redenen toelichten die het ertoe brengen andere keuzen te maken.

Als het management beslist een aanbeveling ten uitvoer te leggen, volstaat het niet er een vaag idee over te spuien. De aanbeveling moet in een actieplan worden opgenomen met bijbehorend tijdsplan. Daarnaast verwijst het begrip « welbepaalde termijn ». Het gaat er niet om eens en voor altijd termijnen te bepalen die gelden in alle gevallen. De antwoordtijden moeten worden bepaald naargelang de spoedeisende aard van de te nemen maatregelen. Een week kan volstaan in sommige gevallen (bijvoorbeeld een dienst verhuizen waarvan de lokalen niet voldoen aan de normen uit het arbeidsrecht). In andere gevallen kan een week te veel zijn (inplanting in een zone met gevaar op overstroming terwijl er overvloedige neerslag is aangekondigd).

In elk van beide gevallen dient een dialoog plaats te vinden tussen de verantwoordelijke voor de activiteiten van interne audit en de betrokken verantwoordelijken.

Deze verplichting concentreert zich rond de taken van de verantwoordelijke voor de activiteiten van interne audit; de beroepsnormen bepalen immers dat deze een systeem invoert voor opvolging van de vooruitgangacties.

De naleving van deze verplichting is een voorwaarde tot doelmatigheid en doeltreffendheid van de interne auditactiviteiten. Het auditcomité voor de federale overheid dient er bijzonder waakzaam over te zijn. Het kan ertoe worden gebracht op te treden als facilitator.

#### HOOFDSTUK II. — Materiële en personeelsmiddelen die moeten ingezet worden voor de interne auditactiviteiten

#### Artikel 11

De politieke wil om deze bepaling op te nemen is ondubbelzinnig : de leidinggevende is verplicht voldoende middelen te wijden aan de interne auditactiviteiten.

Le Dirigeant est en outre tenu de faciliter les activités courantes de l'audit interne en permettant au responsable des activités d'audit interne de s'appuyer sur les structures et services administratifs du Service concerné.

Ce second aspect est indissociable de l'idée de coopération entre auditeurs internes et management, et reflète l'adhésion et le soutien que le fonctionnaire dirigeant accorde aux activités d'audit interne et qui sont affirmés dans la charte d'audit interne.

L'application de cet article suppose que les Dirigeants perçoivent bien la valeur ajoutée que les activités d'audit interne représentent, pour eux-mêmes et pour leur Service.

Ce n'est pas qu'une question de communication.

Une autre clé résidera dans l'épreuve des faits : c'est en faisant la preuve concrète de leur utilité que les auditeurs internes se feront une place au sein du Service, et dans son budget. Cela suppose cependant au départ, conformément au vœu du gouvernement, de faire le pari de l'efficacité de l'audit interne, et de consacrer d'emblée suffisamment de moyens à l'audit interne pour lui permettre de fournir des résultats probants.

Le rôle du Comité d'audit dans ce dispositif est de veiller à ce que les conditions soient remplies pour que les activités d'audit interne soient fiables. Pour ce faire, il s'appuie sur les responsables des activités d'audit interne, à qui il incombe de l'informer des moyens mis à leur disposition, et de l'alerter par leurs commentaires s'ils estiment ne pas être en mesure de travailler correctement. En n'émettant pas de réserves, un responsable d'activités d'audit interne peut être considéré comme se satisfaisant des moyens prévus par le Dirigeant. Il engage donc sa responsabilité.

Cet article doit être lu en parallèle avec l'article 12, 4°, de l'arrêté royal portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale, qui habilite le Comité d'audit à s'autosaisir de toute difficulté qui surviendrait dans l'application du présent arrêté.

Le paragraphe 3 procède de la même nécessité de garantir que les ressources consacrées aux activités d'audit interne sont suffisantes. En effet, la compétence des auditeurs est une ressource de l'audit interne, au même titre que les outils qui sont mis à leur disposition.

Ce paragraphe répond en outre à deux objectifs. Le premier consiste dans la volonté d'harmonisation des méthodes d'audit interne au sein du Fédéral, exprimée à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, al. 2. Le second réside dans la recherche d'économies d'échelle.

Il tient aussi compte du fait que les normes professionnelles de l'IIA fixent pour principe que chaque responsable d'activités d'audit interne est responsable de la compétence de son équipe.

Le Comité d'audit de l'Administration fédérale sera donc appelé à intervenir directement dans l'offre de formation dans deux cas précis :

- la formation de base des auditeurs débutants, qui peut être la même quel que soit le Service au sein duquel ils exerceront, et qui peut donc être standardisée,
- les formations qui seront destinées aux responsables d'activités d'audit interne et qui viseront à diffuser des pratiques harmonisées au sein de l'Administration fédérale, dans une perspective de single audit.

Comme l'a souligné l'Inspection des Finances dans son avis du 31 janvier 2007, annexé à l'avis du 22 mars 2007, ces possibilités de formation ne peuvent en aucun cas pallier un défaut de compétence par rapport aux exigences d'une fonction donnée : « Les formations (...) ne sauraient concerner une mise à niveau par rapport aux conditions d'accès à la fonction. La compétence étant une des conditions essentielles pour la pratique professionnelle d'une activité d'audit interne (norme IIA 1200), elle doit être présente dès le départ ».

En particulier, le Comité d'audit de l'Administration fédérale ne peut accorder sa confiance qu'à un responsable d'activités d'audit interne formé et expérimenté.

### CHAPITRE III. — Spécificités de l'exercice des fonctions de responsable d'activités d'audit interne et d'auditeur interne

#### Article 12

L'article 12 intègre les spécificités de la fonction de responsable des activités d'audit interne à la réglementation relative à la désignation des titulaires de fonction d'encadrement et à l'exercice de leur mandat, et précise le rôle que peut et doit jouer le Comité d'audit de l'Administration fédérale.

Bovendien moet de leidinggevende de courante activiteiten van de interne audit vergemakkelijken door de verantwoordelijke voor de activiteiten van interne audit in staat te stellen terug te vallen op de administratieve structuren en diensten van de betrokken dienst.

Dit tweede is onlosmakelijk verbonden met de idee van samenwerking tussen interne auditoren en management en geeft de instemming en de steun weer die de leidinggevende geeft aan de interne auditactiviteiten van en die bekrachtigd zijn in het charter van interne audit.

De toepassing van dit artikel veronderstelt dat de leidinggevers goed de toegevoegde waarde erkennen die de interne auditactiviteiten voor henzelf en voor hun dienst betekenen.

Het is geen zaak van communicatie.

Een andere sleutel tot succes ligt in het bewijs van de feiten : door concreet hun nut te bewijzen zullen de interne auditoren een plaats krijgen binnen de dienst en binnen de begroting van die dienst. Dit veronderstelt toch bij het begin, zoals de regering het wenst, dat men moet inzetten op de doelmatigheid van de interne audit en van meet af aan voldoende middelen moet inzetten voor de interne audit om die in staat te stellen met goede resultaten uit te pakken.

De rol van het Auditcomité in deze bepaling is er op toe te zien dat de voorwaarden worden vervuld opdat de interne auditactiviteiten betrouwbaar zouden zijn. Daartoe baseert het zich op de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten. Men komt het toe te informeren over de middelen die ze ter hun beschikking hebben en door hun commentaar te verwittigen als ze menen niet in staat te zijn correct te werken. Als een verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten geen voorbehoud maakt kan men ervan uitgaan dat hij zich tevreden stelt met de middelen die de leidinggevende heeft uitgetrokken. Hij zet dus zijn verantwoordelijkheid in.

Dit artikel moet gelijklopend worden gelezen met artikel 12, 4°, van het koninklijk besluit tot oprichting van het Auditcomité van de federale overheid, dat het Auditcomité de bevoegdheid geeft elke moeilijkheid aan te kaarten die zou rijzen bij de toepassing van het onderhavige besluit.

Paragraaf 3 handelt over dezelfde noodzaak om te waarborgen dat de middelen ingezet voor de interne auditactiviteiten voldoende zijn. Immers, de bekwaamheid van de auditors is een middel van de interne audit, nets als de instrumenten die ze tot hun beschikking krijgen.

Dit artikel komt tegemoet aan twee doelstellingen. De eerste doelstelling is de in artikel 15, § 1, al. 2 bedoelde wil om de interne auditmethodes binnen de federale overheid te harmoniseren. De tweede bestaat erin besparingen op schaal te zoeken.

Hij houdt ook rekening met het feit dat de beroepsnormen van het IIA bepalen dat in principe elke verantwoordelijke voor activiteiten van interne audit instaat voor de bevoegdheid van zijn team.

Het auditcomité voor de federale overheid zal dus geroepen worden om rechtstreeks op te treden in het aanbod van opleidingen en wel in twee welbepaalde gevallen :

- de basisopleiding van de beginnende auditoren. Deze kan dezelfde zijn ongeacht de dienst waarbinnen ze zullen opereren. Het kan dus een standaardopleiding zijn;
- opleidingen voor de verantwoordelijken voor activiteiten van interne audit. Deze zullen tot doel hebben gelijkgerichte praktijken te verspreiden binnen de federale overheid met het oog op de controleketen.

In geen enkel geval mogen deze mogelijkheden tot opleiding een gebrek aan bekwaamheid verdoezelen in vergelijking met de vereisten voor een bepaalde functie. De Inspectie van Financiën heeft hierop aangedrongen in haar advies van 31 januari 2007, dat als bijlage is opgenomen in het advies van 22 maart 2007 : « De opleidingen kunnen enkel gaan om een op peil brengen tegenover de toegangsvoorwaarden tot de functie. Bekwaamheid is een van de hoofdvoorwaarden voor de beroepspraktijk van een interne auditactiviteit (norm IIA 1200). Ze moet aanwezig zijn vanaf het begin. »

Het Auditcomité voor de federale overheid kan zijn vertrouwen slechts schenken aan een opgeleid en ervaren verantwoordelijke voor activiteiten van interne audit.

### HOOFDSTUK III. — Bijzonderheden van de uitoefening van de functie van verantwoordelijke voor interne auditactiviteiten en interne auditor

#### Artikel 12

Artikel 12 is gebaseerd op de aanbevelingen van het IIA inzake organisatie van de autonomie van de auditoren. Het concentreert zich op de specifieke eisen van de functie van verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten.

L'article 12, § 1<sup>er</sup>, précise le champ d'application de cet article. Il s'agit des Services pour lesquels l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation est d'application.

L'article 12, § 2, associe le Comité d'audit de l'Administration fédérale à la fixation de la description de fonction et du profil de compétence. Ce faisant, il donne une base objective à la sélection des responsables. En outre, dans la mesure où la définition de fonction est à la base du processus de pondération, cette disposition permet aussi de donner une base objective au processus de pondération.

L'article 12, § 3, restreint le vivier dans lequel peuvent être recherchés les experts externes visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et services publics fédéraux de programmation. Il s'agira forcément de membres du Comité d'audit de l'Administration fédérale. Cette qualité devrait leur conférer une autorité particulière au sein de la commission de sélection.

Soulignons à cet égard que l'expertise présente au sein du Comité d'audit est une expertise collective (cf. AR portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale, art. 3, § 2), et qu'aucun de ses membres n'est censé avoir une compétence universelle. Compte tenu de la technicité des différents métiers de l'Administration fédérale, il y a lieu de tenir compte des domaines de compétence de chacun pour pouvoir identifier ceux qui sont les mieux placés pour suivre la sélection du responsable des activités d'audit interne d'un Service donné. Pour cette raison, il conviendra que l'administrateur délégué du SELOR, agissant en qualité de président de la commission de sélection, prenne la précaution de contacter le président du Comité d'audit de manière à associer le Comité à la désignation de ses représentants.

L'article 12, § 4, prévoit que le Comité d'audit est officiellement informé du résultat de la phase de sélection, et ce en même temps que le Dirigeant.

L'article 12, § 5, n'appelle pas de commentaire.

L'article 12, § 6 et 7, précisent les critères et modalités d'évaluation des responsables d'activités d'audit interne.

L'article 12, § 8, n'appelle pas de commentaire.

L'article 12, § 9, fixe à douze années la période maximale durant laquelle un responsable d'activités d'audit interne peut exercer ses fonctions dans un même SPF. L'instauration de cette limite tient à un impératif d'indépendance et de prévention des conflits d'intérêts tant réels qu'apparents ou potentiels (typologie du Conseil de l'Europe).

#### Article 13

L'article 13 est la transposition de l'article 12 aux parastataux repris dans le champ d'application de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public.

Par application de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, et de l'article 17, l'arrêté royal du 16 novembre 2006 précité s'applique aussi à l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

#### Article 14

L'article 14 porte des dispositions communes aux responsables d'activités d'audit interne et aux membres de leurs services.

Le paragraphe 1 dispose que les fonctions d'auditeur interne s'exercent par période renouvelable de 6 ans. Cela tient à des impératifs de stabilité et d'indépendance du service d'audit interne. Elles offrent en effet une protection aux auditeurs internes, dont la désignation ne devrait pas être remise en cause, sauf motif sérieux et légitime.

Le paragraphe 2 énonce des règles destinées à préserver l'indépendance des auditeurs.

Le paragraphe 3 vise à garantir que les futurs auditeurs internes rempliront leurs obligations en termes de formation continue et de mise à jour des connaissances.

Artikel 12, § 1, bepaalt de toepassingsfeer van dit artikel. Dit artikel geldt voor de Diensten waarop het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten van toepassing is.

Artikel 12, § 2, betreft het auditcomité voor de federale overheid bij de bepaling van de functiebeschrijving en het competentieprofiel. Aldus biedt het een objectieve basis bij de selectie van de verantwoordelijken. Bovendien maakt deze bepaling het mogelijk een objectieve basis te beiden voor het afwegingsproces, in de mate waarin de bepaling van de functiebeschrijving de basis vormt van dit afwegingsproces.

Artikel 12, § 3, beperkt de vijver waarin externe deskundigen worden gezocht die bedoeld zijn in artikel 7, § 1, 4<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanstelling en de uitoefening van kaderfuncties binnen de federale overheidsdiensten en de federale programmatorische diensten. Het zal uiteraard gaan om leden van het auditcomité voor de federale overheid. Deze hoedanigheid zou hen een bijzonder gezag moeten verlenen binnen de selectiecommissie.

Wij onderstrepen hierbij dat de deskundigheid binnen het auditcomité collectief is (cfr. KB tot oprichting van het auditcomité voor de federale overheid, art. 3, § 2.) en dat geen van zijn leden geacht wordt een wereldomvattende kennis te hebben. De verschillende vakgebieden binnen de federale overheid zijn technisch van aard. Daarom dient rekening te worden gehouden met de verschillende bevoegdheidsdomeinen van eenieder om degenen te kunnen identificeren die het best geplaatst zijn om de selectie op te volgen van de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten van een bepaalde dienst. Daarom zal de afgevaardigde bestuurder van Selor, als voorzitter van de selectiecommissie, zijn voorzorgen dienen te nemen door de voorzitter van het auditcomité te contacteren om aldus het comité te betrekken bij de benoeming van zijn vertegenwoordigers.

Artikel 12, § 4, bepaalt dat het auditcomité ambtshalve wordt ingelicht over het resultaat van de selectiefase, tegelijk met de leidinggevende.

Artikel 12, § 5, behoeft geen commentaar.

Artikel 12, § 6 en 7, verduidelijken de normen en voorwaarden voor de evaluatie van de verantwoordelijken voor de interne auditactiviteiten.

Artikel 12, § 8, behoeft geen commentaar.

Artikel 12, § 9, legt de maximumperiode vast op twaalf jaar waarin een ambtenaar verantwoordelijk kan zijn voor de activiteiten van interne audit binnen een zelfde FOD. Deze beperking is ingesteld omwille van de autonomie en om belangenconflicten te voorkomen, zowel echte als schijnbare of mogelijke (typologie van de Raad van Europa).

#### Artikel 13

Artikel 13 is de omzetting van artikel 12 voor de toepassing op de parastatalen uit de toepassingsfeer van het koninklijk besluit van 16 november 2006 betreffende de benoeming en de uitoefening van de kaderfuncties binnen sommige instellingen van openbaar nut.

Krachtens artikelen 7, § 1, en 17, het koninklijk besluit van het bovenvermeld besluit is ook van toepassing op het federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen.

#### Artikel 14

Artikel 14 biedt gemeenschappelijke bepalingen voor de verantwoordelijken voor de interne auditactiviteiten en de medewerkers van hun diensten.

Paragraaf 1 bepaalt dat de functies van interne auditor worden uitgeoefend per hernieuwbare periode van zes jaar. Die bepaling houdt verband met voorschriften inzake stabiliteit en autonomie van de interne auditdienst. Ze bieden immers bescherming aan de interne auditoren, wiens aanstelling niet zou mogen in vraag worden gesteld, tenzij om ernstige en gegronde redenen.

Paragraaf 2 bepaalt de regels die de autonomie van de auditoren moeten waarborgen.

Paragraaf 3 beoogt te waarborgen dat de toekomstige interne auditoren hun plichten vullen vervullen inzake permanente opleiding en bijwerking van hun kennis.

CHAPITRE IV. — *Support méthodologique et réseau d'audit interne*

## Article 15

L'article 15 se fonde sur l'idée que les activités d'audit interne constituent la méthodologie d'évaluation du contrôle interne la plus convaincante, et s'inscrivent par conséquent dans la composante « monitoring » des systèmes de contrôle interne à développer au sein des Services. Il en découle logiquement que la mission de support confiée au Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion comprend une notion d'expertise en matière d'audit interne.

Cette reconnaissance était du reste implicite dans l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à l'audit interne au sein des Services publics fédéraux, puisque son article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, prévoyait que le responsable du service Management Support du Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion soit impliqué dans un sous-réseau « méthodes et techniques d'audit ».

Le Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion est donc appelé à assumer pleinement une fonction d'unité centrale d'harmonisation (Central Administration Unit) nécessaire à la mise en place du modèle européen de contrôle interne (PIFC ou Public Internal Financial Control).

Dans cette optique, il doit être bien établi que, pas plus que pour la mise en œuvre du contrôle interne, le Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion ne peut se substituer aux managers et aux auditeurs internes pour le développement d'activités d'audit interne. Il a une mission de conseil et de normalisation. Les responsabilités opérationnelles restent localisées au sein du Service demandeur.

Ce service ne peut pas davantage assumer de mission d'audit de l'audit.

## Article 16

La viabilité du Comité d'audit de l'Administration fédérale repose en partie sur le bon fonctionnement du réseau des responsables d'activités d'audit interne. Qu'il soit organisé de manière formelle ou informelle, il doit à la fois contribuer à parfaire et à harmoniser les méthodes au sein de l'Administration, et aider le gouvernement à détecter les risques transversaux.

L'article 16 confirme par conséquent la création du réseau des responsables d'activités d'audit interne, qui sera toutefois plus souple et plus large que prévu en 2002.

Ce réseau a deux fonctions : d'une part, il participe de la bonne marche des activités d'audit interne; d'autre part, en donnant une meilleure visibilité sur l'environnement de contrôle et les risques, il peut contribuer à la structuration d'un système de contrôle interne à l'échelle de l'exécutif. Il peut si nécessaire, alerter le Comité d'audit de l'Administration fédérale.

Le réseau des responsables d'activités d'audit interne ouvre la possibilité de faire des comparaisons entre les Services. Ces comparaisons permettent notamment de mettre en perspective des faiblesses qui, prises isolément, ne portent pas à conséquence, mais qui, conjuguées, peuvent porter atteinte à l'efficacité, à l'efficience, à l'économie ou à l'éthique des activités réalisées par l'Administration dans son ensemble.

Soutenu par les services de support visés à l'article 15, ce réseau a également pour but de constituer progressivement un corpus de normes et de bonnes pratiques qui constitueront la transposition à la fonction publique belge des normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne édictées par l'IIA (Institute of Internal Auditors).

Il peut également contribuer à la définition du programme de formation de base et du programme « harmonisation des méthodes » qui seront approuvés par le Comité d'audit de l'Administration fédérale et suivis par tous (cf. article 11, § 2), et accorder une attention particulière à la question de l'utilisation de l'outil informatique dans le cadre des activités d'audit interne.

Un double questionnement devra en effet être abordé dans un souci d'efficacité, d'efficience et d'économie des activités d'audit interne, sachant que ces critères doivent être appréciés à la fois à l'échelle d'un Service et à l'échelle du Fédéral.

HOOFDSTUK IV. — *Methodologische ondersteuning en netwerk van interne audit*

## Artikel 15

Artikel 15 is gebaseerd op de idee dat de activiteiten van interne audit de meest overtuigende evaluatiemethode uitmaken voor de interne controle en bijgevolg in het verlengde liggen van het element monitoring van de interne controlesystemen die binnen de diensten moeten worden uitgebouwd. Daaruit volgt logischerwijze dat de ondersteuningsopdracht die is toevertrouwd aan de FOD Budget en Beheerscontrole, een begrip van expertise inzake interne audit omvat.

Overigens was deze erkenning reeds impliciet bepaald in het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de interne audit binnen de federale overheidsdiensten. Immers, artikel 14, § 1, lid 4, van dit laatste besluit bepaalde dat de verantwoordelijke van de dienst Management Support van de federale overheidsdienst Budget en Beheerscontrole betrokken wordt in een subnetwerk « auditmethodes en -technieken ».

De federale overheidsdienst Budget en Beheerscontrole is dus geroepen om ten volle een functie te vervullen van centrale harmoniseringseenheid. Deze is nodig voor de invoering van het Europees model van interne controle. (PIFC, wat staat voor openbare interne financiële controle).

In deze optiek dient het wel vast te staan dat, net als voor het uitwerken van de interne controle, de federale overheidsdienst Budget en Beheerscontrole niet in de plaats mag treden van de managers en de interne auditoren voor de uitbouw van de activiteiten van interne audit. Deze FOD heeft een advies- en een normerende opdracht. De operationele verantwoordelijkheden blijven binnen de vragende dienst.

Deze FOD mag evenmin de audit doorlichten.

## Artikel 16

De levensvatbaarheid van het auditcomité voor de federale overheid steunt deels op de goede werking van het netwerk van verantwoordelijken voor de interne auditactiviteiten. Of het nu georganiseerd is op een formele of op informele manier, het dient zowel bij te dragen aan het vervolmaken en het harmoniseren van de methodes binnen de overheid, als de regering te helpen bij het opsporen van multidisciplinaire of gemeenschappelijke risico's.

Artikel 16 bekrachtigt dus de oprichting van een netwerk van verantwoordelijken voor de activiteiten van interne audit. Dit netwerk zal soepeler en breder zijn dan wat was bepaald in 2002.

Het netwerk vervult twee functies : vooreerst spruit het voort uit de goede werking van de activiteiten van interne audit. Ten tweede geeft het een beter zicht op de controle-omgeving en de risico's. Zo kan het bijdragen tot de structurering van een intern controlesysteem op het vlak van de uitvoerende macht. Indien nodig kan het het Auditcomité voor de federale overheid waarschuwen.

Het netwerk van verantwoordelijken voor de activiteiten van interne audit opent de mogelijkheid om vergelijkingen te maken tussen de diensten. Met deze vergelijkingen kunnen onder meer de zwakke punten naar boven worden gebracht. Als ze apart zouden worden bekeken, zouden ze minder gevolgen hebben. Eenmaal samengevoegd kunnen ze de doelmatigheid, de doeltreffendheid, de zuinigheid of de ethiek aantasten van de activiteiten die de overheid in haar geheel voert.

Met de ondersteuning van de dienst bedoeld in artikel 15 heeft dit netwerk ook tot doel geleidelijk een corpus te vormen voor normen en goede praktijken. Deze zullen de omzetting vormen in Belgisch openbaar ambt van de internationale normen voor de beroepspraktijk van de interne audit zoals gedeclareerd door het IIA (Institute of Internal Auditors).

Het kan ook bijdragen tot de bepaling van het basisopleidingsprogramma en van het programma « harmonisering van de methodes », goedgekeurd door het Auditcomité voor de federale overheid. Alle diensten zullen instaan voor de opvolging ervan (zie artikel 11, § 2). Ze zullen vooral aandacht schenken aan de kwestie van de aanwending van de informatica bij de activiteiten van interne audit.

Er zal immers een dubbele bevraging moeten worden gevoerd met het oog op doelmatigheid, doeltreffendheid en zuinigheid van de activiteiten van interne audit. Deze criteria moeten nu eenmaal beoordeeld worden zowel door de dienst als door de federale overheid zelf.

Le premier questionnement porte sur l'alternative entre une approche groupée ou des initiatives dispersées (troisième option : achat de licences multiples pour les logiciels de base, et approche sur mesure pour les solutions techniques plus spécifiques). Le second porte sur le choix à opérer entre l'achat d'une solution standard, l'achat d'une solution sur mesure, ou le développement interne, au sein d'un Service ou avec le concours de FEDICT.

Ces questionnements sont indissociables de la formalisation des méthodologies d'audit interne retenues.

**TITRE III. — Modification de diverses dispositions relatives à l'audit interne au sein de certains Services du pouvoir exécutif fédéral**

Les articles 17 à 19 n'appellent pas de commentaire.

**TITRE IV. — Dispositions finales**

**Article 20**

L'article 20 abroge l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à l'audit interne au sein des Services publics fédéraux, qui est remplacé par le présent arrêté.

**Article 21**

L'article 21 n'appelle pas de commentaire.

**Prise en compte de l'avis n° 42.766/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 mai 2007**

Les recommandations de la Section de Législation du Conseil d'Etat ont été intégralement suivies, tant pour ce qui concerne l'ajustement du champ d'application et les quelques amendements rédactionnels requis que pour les compléments à apporter au présent Rapport. Nous avons toutefois maintenu les considérants, qui ne sont pas redondants avec le présent rapport.

S'agissant des questions que la Section de Législation se pose à propos de l'article 17, qui modifie l'arrêté royal du 6 décembre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement au sein de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire, nous sommes en mesure d'apporter les réponses suivantes :

1°) A la question de savoir s'il ne convient pas d'adapter dans le même sens les dispositions applicables aux autres organismes d'intérêt public visés par le projet, à savoir, le Service des Pensions du Secteur public et l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, la réponse est non, et ce pour deux raisons.

La première raison réside dans le fait qu'à la différence de l'AFSCA, pour laquelle il existe une réglementation spécifique, il n'existe pas encore de cadre réglementaire pour l'exercice des fonctions d'encadrement dans ces deux organismes. Autrement dit, l'arrêté royal qui se trouve modifié par l'article 17 n'a pas son équivalent pour les deux organismes visés par le Conseil d'Etat.

La deuxième raison tient à la volonté du gouvernement d'étendre le champ d'application de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement et de management dans certains organismes d'intérêt public (cf. introduction du Rapport au Roi relatif à l'arrêté royal du 16 novembre 2006 précité et décision du Conseil des Ministres du 9 février 2007). Le Service des Pensions du Secteur public et l'Agence fédérale des Médicaments et des produits de santé font partie des organismes concernés.

2°) La deuxième question de la Section de Législation porte sur la question de savoir comment combiner le renvoi prévu par le nouveau 4° de l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 6 décembre 2001 précité avec diverses dispositions du même arrêté, notamment les articles 5, § 2 et 8, alinéa 2, qui ne sont pas modifiés par le projet d'arrêté et qui ne visent pas la fonction d'encadrement - 1 « responsable des activités d'audit interne ».

De eerste bevraging slaat op de vraag of er een gegroepeerde benadering moet komen dan wel of er versnipperde initiatieven worden genomen (er is een derde optie : licenties kopen voor de basisprogrammatuur en naar maat aanpassen voor de meer specifieke technische oplossingen). De tweede slaat op de keuze tussen de aankoop van een standaardoplossing, of van een oplossing naar maat, of nog ontwikkeling in huis, binnen een dienst of in samenwerking met FEDICT.

Deze bevragingen zijn onlosmakelijk verbonden met de formalisering van de methodes van interne audit die men in aanmerking neemt.

**TITEL III. — Wijziging van verschillende bepalingen inzake de interne audit**

Artikelen 17 tot 19 behoeven geen commentaar.

**TITEL IV. — Slotbepalingen**

**Artikel 20**

Dit artikel heft het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de interne audit binnen de federale overheidsdiensten op dat vervangen wordt door onderhavig besluit.

**Artikel 21**

Artikel 21 behoeft geen commentaar.

**Advies nr. 42.766/4 van de Raad van State van 2 mei 2007**

De aanbevelingen van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State worden integraal gevolgd, zowel voor de aanpassing van de toepassings sfeer als de enkele redactionele wijzigingen in dit Verslag. Wij hebben evenwel de overwegingen behouden. Die zijn niet redundant met dit verslag.

Daar waar de Afdeling Wetgeving vragen stelt aangaande artikel 17, dat het koninklijk besluit van 6 december 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen wijzigt, kunnen wij volgende antwoorden geven :

1°) Op de vraag of het niet beter is de bepalingen in dezelfde zin aan te passen die gelden voor de andere instellingen van openbaar nut beoogd door dit besluit, met name de Dienst der overheidspensioenen en het Federaal Agentschap voor geneesmiddelen en gezondheidsproducten, is het antwoord nee en wel om twee redenen.

De eerste reden is het feit dat voor het Voedselagentschap een specifieke regelgeving bestaat. In beide andere instellingen bestaat nog geen regelgevend kader voor de uitoefening van kaderfuncties. Met andere woorden, het koninklijk besluit gewijzigd bij artikel 17 heeft geen equivalent bij beide instellingen die de Raad van State beoogt.

De tweede reden heeft te maken met de wil van de regering om de toepassings sfeer van het koninklijk besluit van 16 november 2006 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in sommige instellingen van openbaar nut uit te breiden (zie inleiding op het Verslag aan de Koning bij voornoemd koninklijk besluit van 16 november 2006 en de beslissing van de Ministerraad op 9 februari 2007). De Dienst Overheidspensioenen en het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten behoren tot de betrokken instellingen.

2°) De tweede kwestie die de Afdeling Wetgeving opwerpt betreft de vraag hoe de kanttkening bepaald bij het nieuw punt 4° van artikel 2, § 2 van voornoemd koninklijk besluit van 6 december 2001 kan worden gecombineerd met de verschillende bepalingen van het ontwerpbesluit en die niet de staffunctie -1 « verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten » beogen.

C'est à dessein que la portée du renvoi a été limitée aux seules dispositions relatives à la fonction d'encadrement - 1 responsable des activités d'audit interne. Le Comité d'audit de l'Administration fédérale n'a pas à intervenir dans la définition de la description de fonction et du profil de compétence (article 5, § 2) ni dans la sélection (article 8, alinéa 2) d'autres personnes que le responsable des activités d'audit interne. Les autres fonctions d'encadrement et de management existant au sein de l'Agence fédérale pour la sécurité de la Chaîne alimentaire restent régies par l'arrêté royal du 6 décembre 2001 précité, et les dispositions y relatives n'avaient pas à être modifiées.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
De Votre Majesté  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,  
Le Premier Ministre,  
G. VERHOFSTADT  
La Ministre du Budget,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE  
Le Ministre de la Fonction publique,  
Ch. DUPONT

AVIS 42.766/4 DU 2 MAI 2007

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre du Budget, le 4 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif aux activités d'audit interne dans certains services du pouvoir exécutif fédéral », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. L'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet prévoit que :

« La définition des conditions d'exécution des activités d'audit interne, de leurs moyens d'action et de leurs critères de qualité relève des normes professionnelles établies au niveau international ou européen. »

Le rapport au Roi qui accompagne le projet précise :

« L'article 4 précise que ce référentiel est le même qu'au niveau européen. Il s'agit des normes professionnelles élaborées par l'IIA (Institute of Internal Auditors). Il convient de souligner que ce cadre de référence correspond aux options prises dès 2002 dans le but de garantir le professionnalisme de l'activité d'audit interne, même si l'ancrage n'a pas été explicité dans le dispositif normatif initial. »

Une telle disposition est trop imprécise, comme la section de législation du Conseil d'Etat l'a également relevé dans son avis 42.545/4, donné le 16 avril 2007, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 26 mai 2002 relatif au système de contrôle interne au sein des services publics fédéraux », ainsi que dans son avis 42.767/4, donné ce jour, sur un projet d'arrêté royal « portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale ».

Het is met opzet dat de draagwijdte van de kanttkening beperkt werd tot enkel de bepalingen betreffende de staffunctie -1 verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten. Het auditcomité voor de federale overheid hoeft niet op te treden bij de bepaling van de functiebeschrijving en het competentieprofiel (artikel 5, § 2) noch bij de selectie (artikel 8, tweede lid) van andere personen dan de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten. De andere bestaande staf- en managementfuncties binnen het Federaal Agentschap voor de veiligheid van de voedselketen blijven geregeld door voornoemd koninklijk besluit van 6 december 2001. De betreffende bepalingen hoefden niet te worden gewijzigd.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,  
De Eerste Minister,  
G. VERHOFSTADT  
De Minister van Begroting,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE  
De Minister van Ambtenarenzaken,  
Ch. DUPONT

ADVIES 42.766/4 VAN 2 MEI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 4 april 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de interne auditactiviteiten binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht », heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat kan worden nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 4, eerste lid, van het ontwerp bepaalt :

« De definitie van de voorwaarden waaronder de interne auditactiviteiten worden uitgevoerd, van hun actiemiddelen en van hun kwaliteitsnormen, valt onder de beroepsnormen die op internationaal en Europees vlak zijn vastgelegd. »

In het bijgaande verslag aan de Koning wordt het volgende gepreciseerd :

« Artikel 4, verduidelijkt dat dit referentiekader hetzelfde is als op het vlak van de Europese Unie. Het gaat om beroepsnormen uitgewerkt door het Instituut voor interne auditors (IIA). Hier dient erop gewezen dat het referentiekader overeenkomt met de opties die sinds 2002 genomen zijn om het beroepskarakter van de activiteit van interne audit te waarborgen, ook al is de verankering niet met zoveel woorden verduidelijkt in het oorspronkelijk normerend apparaat. »

Een zodanige bepaling is te vaag; de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft daar trouwens reeds op gewezen in haar advies 42.545/4, op 16 april 2007 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 mei 2002 betreffende het Intern controlesysteem binnen de federale overheidsdiensten », alsmede in haar advies 42.767/4, heden verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit « tot oprichting van het auditcomité voor de federale overheid ».



L'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet devrait donc mieux identifier dans le texte ces normes internationales et européennes et le cas échéant, habiliter le Ministre du Budget à en compléter la liste.

2. Selon l'article 1<sup>er</sup> du projet, il aura vocation à s'appliquer tant aux services de l'administration générale qu'à d'autres services énumérés limitativement dans cet article.

Pour ce qui concerne les services de l'administration générale (services publics fédéraux, services publics fédéraux de programmation et Ministère de la Défense), les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution confèrent au Roi le pouvoir de régler l'organisation de ces services (1). Tant la jurisprudence que la doctrine déduisent des dispositions constitutionnelles précitées que la création et l'organisation des services de l'administration générale sont de la compétence exclusive du Roi (2).

La Régie des Bâtiments, le Bureau fédéral du Plan, l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile, le Service des pensions du secteur public et l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé sont des organismes d'intérêt public (dotés de la personnalité juridique), classés dans la catégorie A, telle que visée dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Or, comme la section de législation du Conseil d'Etat l'a rappelé souvent, c'est au législateur qu'il appartient de régler les éléments essentiels de l'organisation, du fonctionnement et du contrôle des organismes d'intérêt public.

La loi du 16 mars 1954 ne contient aucune habilitation au Roi quant au système de contrôle interne des organismes d'intérêt public. Parmi les dispositions visées au préambule, seul l'article 6 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments prévoit explicitement :

« La Régie organise un contrôle interne et un audit interne. Leur organisation et leur structure sont définies par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. »

Néanmoins, le Roi ayant été habilité à régler, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'organisation et le fonctionnement de différents organismes d'intérêt public par l'article 2, alinéa 2, de la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, l'article 63 de la loi-programme du 19 juillet 2001 (en ce qui concerne l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile) (3), l'article 30 de la loi du 12 janvier 2006 portant création du « Service des Pensions du Secteur public » et l'article 22 de la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, ceux-ci peuvent aussi servir de fondement légal à l'arrêté en projet.

En ce qui concerne le Bureau fédéral du Plan, l'article 124 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses ne procure pas de fondement légal à l'arrêté en projet.

#### Observations particulières

##### Préambule

1. L'alinéa 2 du préambule doit être omis car l'article 248 du Traité instituant la Communauté européenne ne peut servir de fondement juridique au projet.

2. En outre, conformément aux règles usuelles de légistique formelle (4), lorsqu'un rapport au Roi, destiné à la publication, précède l'arrêté, les considérants deviennent inutiles.

En tout état de cause, l'attention des auteurs du projet est attirée sur ce que le deuxième considérant vise expressément la police fédérale alors que celle-ci n'est visée ni dans le rapport au Roi ni dans l'article 1<sup>er</sup> du projet.

A ce sujet, la section de législation du Conseil d'Etat a relevé, dans son avis 42.545/4 précité, qu'à défaut pour les auteurs du projet de pouvoir invoquer un fondement légal pertinent (5), le projet d'arrêté ne pourrait être rendu applicable à la police fédérale.

In de tekst van artikel 4, eerste lid, van het ontwerp zou dus nauwkeuriger moeten worden bepaald om welke internationale en Europese normen het gaat en zou in voorkomend geval, de Minister van Begroting machtiging moeten worden verleend om de lijst ervan aan te vullen.

2. Luidens artikel 1 van het ontwerp is dit besluit bedoeld om te worden toegepast zowel op de diensten van het algemeen bestuur als op andere in dit artikel op limitatieve wijze opgesomde diensten.

Voor de diensten van het algemeen bestuur (federale overheidsdiensten, federale programmatorische overheidsdiensten en Ministerie van Landsverdediging), verlenen de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet de Koning de bevoegdheid om de organisatie van die diensten te regelen (1). Zowel in de rechtspraak als in de rechtsleer wordt uit de voormelde grondwetsbepalingen afgeleid dat het oprichten en organiseren van de diensten van algemeen bestuur uitsluitend zaak van de Koning is (2).

De Regie der Gebouwen, het Federaal Planbureau, het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers, de Pensioendienst voor de Overheidssector en het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten zijn instellingen van openbaar nut (met rechtspersoonlijkheid), ingedeeld bij categorie A, zoals bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft er evenwel herhaaldelijk op gewezen dat het aan de wetgever staat de kernpunten te regelen van de organisatie, de werkwijze en de controle van de instellingen van openbaar nut.

De wet van 16 maart 1954 bevat geen enkele machtiging aan de Koning wat betreft het interne controlesysteem van de instellingen van openbaar nut. Van de bepalingen waarnaar in de aanhef wordt verwezen bepaalt alleen artikel 6 van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der gebouwen, uitdrukkelijk het volgende :

« De Regie organiseert een interne controle en een interne audit. De organisatie en de structuur hiervan worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. »

Aangezien de Koning evenwel, bij artikel 2, tweede lid, van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, artikel 63 van de programmawet van 19 juli 2001 (voor het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers) (3), artikel 30 van de wet van 12 januari 2006 houdende oprichting van de « Pensioendienst voor de Overheidssector » en artikel 22 van de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, gemachtigd is om bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de organisatie en de werkwijze te regelen van verschillende instellingen van openbaar nut, kunnen deze artikelen niettemin ook als rechtsgrond dienen voor het ontworpen besluit.

Wat het Federaal Planbureau betreft levert artikel 124 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit.

#### Bijzondere opmerkingen

##### Aanhef

1. Het tweede lid van de aanhef moet vervallen daar artikel 248 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap geen rechtsgrond kan opleveren voor het ontwerp.

2. Voorts worden overeenkomstig de gewone regels van de wetgevingstechniek (4), overwegingen overbodig wanneer het besluit voorafgegaan wordt door een verslag aan de Koning dat bestemd is voor publicatie.

Hoe dan ook worden de stellers van het ontwerp erop gewezen dat in de tweede overweging uitdrukkelijk wordt verwezen naar de federale politie, terwijl daarvan geen sprake is in het verslag aan de Koning, noch in artikel 1 van het ontwerp.

In dat verband heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar voormelde advies 42.545/4 opgemerkt dat, aangezien de stellers van het ontwerp geen relevante rechtsgrond kunnen aanvoeren (5), het ontwerpbesluit niet van toepassing kan worden verklaard op de federale politie.

## Dispositif

## Article 2

L'article 2, § 2, dispose :

« Lorsqu'un Service est rattaché à plusieurs ministres, à un ou des ministre(s) et à un ou des secrétaire(s) d'Etat, les dispositions qui visent le ministre concerné, tel que défini au 4° du paragraphe précédent, doivent être lues de manière à tenir compte de cette pluralité. »

S'agissant de viser le ou les ministre(s), il convient sans doute de lire dans la disposition du projet « au 6° du paragraphe précédent » et non « au 4° du paragraphe précédent ».

Selon le rapport au Roi

« Prenant acte du fait qu'il n'existe pas de correspondance stricte « un ministre - un SPF (ou SPP) », le paragraphe 2 précise la marche à suivre pour la mise en oeuvre du présent arrêté lorsque plusieurs ministres et/ou secrétaires d'Etat ont un même Service dans leurs attributions. »

Ces précisions ne permettent pas de comprendre la portée réelle de la disposition du projet ni de déterminer la manière dont elle sera concrètement mise en pratique.

La disposition devrait être revue pour mieux exprimer l'intention de l'auteur du projet, à tout le moins, le rapport au Roi doit être complété sur ce point.

## Article 4

Il est renvoyé à l'observation générale 1.

## Article 17

L'article 17 du projet modifie l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 6 décembre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement au sein de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, afin de tenir compte du projet présentement examiné.

Le texte modificatif se réfère à l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public.

En application de son article 1<sup>er</sup>, l'arrêté royal du 16 novembre 2006 précité ne vise que les trois organismes d'intérêt public suivants :

- 1° l'Agence fédérale d'Accueil des Demandeurs d'Asile;
- 2° la Régie des Bâtiments;
- 3° le Bureau fédéral du Plan.

La section de législation se demande s'il ne convient pas d'adapter dans le même sens les dispositions applicables aux autres organismes d'intérêt public visés par le projet, à savoir, le Service des Pensions du Secteur public et l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé.

2. Le 4° en projet de l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 6 décembre 2001 précité renvoie expressément, pour la fonction d'encadrement - 1 de « responsable des activités d'audit interne » aux « modalités de désignation et d'exercice de la fonction » réglée par l'arrêté royal du 16 novembre 2006 précité.

La section de législation se demande comment combiner ce renvoi avec diverses dispositions de l'arrêté royal du 6 décembre 2001 précité, notamment les articles 5, § 2 et 8, alinéa 2, qui ne sont pas modifiés par le projet d'arrêté et qui ne visent pas la fonction « d'encadrement - 1 responsable des activités d'audit interne ».

La même question se pose pour le Service des Pensions du Secteur public et l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, dont il a été question ci-dessus.

Le rapport au Roi doit, à tout le moins, être complété pour tenir compte des observations qui précèdent.

La chambre était composée de :

MM. :

Ph. Hanse, président de chambre;

P. Liénardy et J. Jaumotte, conseillers d'Etat,

Mme C. Gigot, greffier.

## Dispositief

## Artikel 2

Artikel 2, § 2, bepaalt :

« Wanneer een dienst ressorteert onder verschillende Ministers, of onder een of meer Ministers en onder een of meer Staatssecretarissen, dienen de bepalingen die de betrokken Minister betreffen, zoals bepaald in paragraaf 1, 4°, zodanig te worden gelezen dat ze rekening houden met dit meervoud. »

Aangezien het gaat om de verwijzing naar de minister(s), dient in de bepaling van het ontwerp zonder twijfel « in paragraaf 1, 6° » en niet « in paragraaf 1, 4° » te worden gelezen.

In het verslag aan de Koning staat het volgende :

« Paragraaf 2 neemt akte van het feit dat er geen strikte overeenstemming bestaat tussen « een minister » en een FOD (of Pensioensdienst voor de Overheidssector POD). Daarom verduidelijkt deze paragraaf hoe dit besluit moet worden toegepast als er verschillende ministers en/of staatssecretarissen bevoegd zijn voor een zelfde dienst. »

Uit deze preciseringen kan niet worden opgemaakt wat de juiste strekking is van de ontworpen bepaling en evenmin hoe ze concreet zal worden toegepast.

De bepaling zou moeten worden herzien om de bedoeling van de steller van het ontwerp beter weer te geven; op zijn minst moet het verslag aan de Koning op dat punt worden aangevuld.

## Artikel 4

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1.

## Artikel 17

Artikel 17 van het ontwerp wijzigt artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 6 december 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in het federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen om rekening te houden met het thans voorliggende ontwerp.

De wijzigingstekst verwijst naar het koninklijk besluit van 16 november 2006 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in bepaalde instellingen van openbaar nut.

Het voormelde koninklijk besluit van 16 november 2006 vermeldt, overeenkomstig artikel 1 ervan, alleen de drie volgende instellingen van openbaar nut :

- 1° het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers;
- 2° de Regie der Gebouwen;
- 3° het Federaal Planbureau.

De afdeling wetgeving vraagt zich af of de bepalingen die van toepassing zijn op de overige instellingen van openbaar nut waarvan sprake is in het ontwerp, te weten de Pensioensdienst voor de Overheidssector en het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, niet in dezelfde zin moeten worden aangepast.

2. Het ontworpen onderdeel 4° van artikel 2, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 6 december 2001 verwijst voor de staffunctie - 1, « namelijk de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten » uitdrukkelijk naar de « modaliteiten voor de aanwijzing en de uitoefening van de functies » vastgesteld bij het voormelde koninklijk besluit van 16 november 2006.

De afdeling wetgeving vraagt zich af hoe deze verwijzing zich kan verdragen met verscheidene bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 6 december 2001, inzonderheid met de artikelen 5, § 2, en 8, tweede lid, die bij het ontwerpbesluit niet worden gewijzigd en die de « staffunctie - 1 verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten » niet vermelden.

Dezelfde vraag rijst voor de Pensioensdienst voor de Overheidssector en het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, waarvan hierboven sprake is geweest.

Het verslag aan de Koning moet op zijn minst worden aangevuld om rekening te houden met de voorgaande opmerkingen.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Ph. Hanse, kamervoorzitter;

P. Liénardy en J. Jaumotte, staatsraden;

Mevr. C. Gigot, griffier.

Le rapport a été présenté par M. R. Wimmer, auditeur.

Le greffier,  
C. Gigot.

Le président,  
Ph. Hanse

#### Notes

(1) Voir l'avis 37.904/4, donné le 22 décembre 2004, sur une proposition de loi « visant à créer un SPF Migrations, à supprimer l'Office des étrangers et à transférer les missions de politique des étrangers et d'asile du SPF Intérieur au SPF Migrations » (*Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n° 1465/002*).

(2) Voir notamment : arrêt de la Cour d'arbitrage, n° 99/2004, du 2 juin 2004, cons. B.6.2.; J. Velaers, De Grondwet en de Raad van State, afdeling wetgeving, Maklu, Anvers, 1999, p. 369; F. Delpérée, Le droit constitutionnel de la Belgique, Bruylant, Bruxelles, 2000, § 898.

(3) L'attention des auteurs du projet est cependant attirée sur ce que cet article 63 est abrogé par l'article 70 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, et ce, à une date à déterminer par le Roi en application de l'article 74 de la même loi. À cette même date le fondement légal de l'arrêté en projet sera procuré, pour ce qui concerne l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile par l'article 55, alinéa 2, de la loi du 17 janvier 2007, précitée.

(4) Voir la circulaire de légistique - recommandations et formules, novembre 2001, spéc. p. 32 ([www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be)).

(5) Dans le même avis, la section de législation a observé que l'article 142 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, ne peut constituer le fondement légal requis.

#### 17 AOÛT 2007. — Arrêté royal relatif aux activités d'audit interne dans certains services du pouvoir exécutif fédéral

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments, notamment l'article 6, modifié par la loi du 20 juillet 2006 portant dispositions diverses;

Vu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 124;

Vu la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu la loi-programme du 19 juillet 2001, notamment l'article 63;

Vu la loi du 12 janvier 2006 portant création du « Service des Pensions du Secteur public », notamment l'article 30;

Vu la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté royal du 6 décembre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement au sein de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté royal du 2 février 2006, et l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à l'audit interne dans les services publics fédéraux, modifié par l'arrêté royal du 12 avril 2005;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 3;

Considérant que le bon fonctionnement des systèmes de contrôle interne prévus par l'arrêté royal du 17 août 2007 relatif au système de contrôle interne dans certains Services du pouvoir exécutif fédéral, est un gage du caractère efficace, efficient, économique, ordonné et éthique de la manière dont les opérations sont exécutées, du respect des

Het verslag werd uitgebracht door de heer R. Wimmer, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Liénardy.

De griffier,  
C. Gigot.

De voorzitter,  
Ph. Hanse.

#### Nota's

(1) Zie advies 37.904/4, op 22 december 2004 verstrekt over een voorstel van wet « tot oprichting van een FOD Migratie, tot afschaffing van de Dienst Vreemdelingenzaken en tot overheveling van de taken inzake het vreemdelingen- en het asielbeleid van de FOD Binnenlandse Zaken naar de FOD Migratie » (*Parl. St., Kamer, 2004/2005, nr. 1465/002*).

(2) Zie inzonderheid : arrest van het Arbitragehof, nr. 99/2004 van 2 juni 2004, overweging B.6.2.; J. Velaers, De Grondwet en de Raad van State, afdeling wetgeving, Maklu, Antwerpen, 1999, blz. 369; F. Delpérée, Le droit constitutionnel de la Belgique, Bruylant, Brussel, 2000, § 898.

(3) De stellers van het ontwerp worden er evenwel op gewezen dat dit artikel 63 wordt opgeheven bij artikel 70 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen en dit, overeenkomstig artikel 74 van dezelfde wet op een door de Koning te bepalen datum. Op diezelfde datum zal de rechtsgrond van het ontworpen besluit, wat het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers betreft, worden opgeleverd door artikel 55, tweede lid, van de voormelde wet van 17 januari 2007.

(4) Zie circulaire wetgevingstechniek - aanbevelingen en formules, november 2001, inz. blz. 32 ([www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be)).

(5) In hetzelfde advies heeft de afdeling wetgeving opgemerkt dat artikel 142 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, niet de vereiste rechtsgrond kan opleveren.

#### 17 AUGUSTUS 2007. — Koninklijk besluit betreffende de interne auditactiviteiten binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen;

Gelet op de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 124;

Gelet op de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, inzonderheid op artikel 2, tweede lid;

Gelet op de programmawet van 19 juli 2001, inzonderheid op artikel 63;

Gelet op de wet van 12 januari 2006 tot oprichting van de « Pensioendienst voor de Overheidssector », inzonderheid op artikel 30;

Gelet op de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 december 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 februari 2006, en op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de interne audit binnen de federale overheidsdiensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 april 2005;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 2006 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in bepaalde instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 3;

Overwegende dat de goede werking van de interne controlesystemen, bepaald bij koninklijk besluit van 17 augustus 2007 betreffende het interne controlesysteem binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht, een waarborg is voor de doeltreffende, doelmatige, zuinige, goed geregelde en ethische aard van de manier waarop de

obligations de rendre compte (et donc de la fiabilité des informations financières et de gestion), de la conformité aux lois et réglementations en vigueur et de la protection des ressources de l'Etat contre les pertes, les mauvais usages et les dommages;

Considérant que le champ d'application de cet arrêté, initialement limité aux services publics fédéraux et services publics fédéraux de programmation, a été étendu par l'arrêté modificatif du 17 août 2007 au Ministère de la Défense et aux organismes d'intérêt public dotés de la personnalité juridique classés dans la catégorie A dont le Roi est habilité à régler l'organisation et le fonctionnement;

Considérant que pour répondre aux exigences de cet arrêté royal, tout système de contrôle interne doit non seulement comprendre des mécanismes de suivi et d'évaluation de l'efficacité du système de contrôle interne mais aussi garantir que toutes les faiblesses qui ont été décelées sont signalées sans retard au niveau qui convient, et sont prises en compte;

Considérant que la mise en place du contrôle interne relève de la responsabilité du management des Services concernés et doit, dans chacun d'eux, faire l'objet d'un suivi;

Considérant que, d'ores et déjà, notamment au travers de l'article 38 du Règlement du Conseil n° 1260/1999 (CE) du 21/06/1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels, l'Union européenne impose des obligations aux Etats-membres en ce qui concerne la certification des dépenses, le suivi des ressources propres et le contrôle de légalité et de régularité, qui convergent toutes vers la nécessité de faire la preuve du bon fonctionnement du contrôle interne;

Considérant, d'une part, que la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral prévoit en son article 31 qu'un audit interne est organisé auprès des Services qui constituent l'administration générale de l'Etat et que, d'autre part, l'arrêté royal du 17 août 2007 relatif au système de contrôle interne dans certains Services du pouvoir exécutif fédéral prévoit de même qu'il y a lieu de veiller au bon fonctionnement du système de contrôle interne;

Considérant que, pour ce qui concerne plus spécifiquement les aspects financiers, le Fonds Monétaire International, dans son Code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques mis à jour le 28 février 2001, prévoit que l'exécution du budget doit être soumise à un audit interne, et que les procédures d'audit doivent pouvoir faire l'objet d'un examen;

Considérant que ces dispositions sont convergentes et qu'il n'y a pas lieu, pour y satisfaire, de mettre en place des organes distincts;

Considérant que la mise en œuvre effective de nouvelles modalités de contrôle administratif et budgétaire et notamment le passage à un contrôle ex post pour certains types de décisions dépend en partie de la qualité du contrôle interne, et que le fonctionnement du système de contrôle interne doit par conséquent faire l'objet d'une évaluation méthodique et rigoureuse;

Considérant que les activités d'audit interne, qui constituent une modalité importante de suivi et d'évaluation des systèmes de contrôle interne, font l'objet d'une professionnalisation croissante et d'un effort considérable de normalisation au niveau international;

Considérant que ces activités ne constituent pas un niveau de contrôle supplémentaire mais visent à confirmer au responsable administratif de plus haut niveau que le système de contrôle interne mis en place sous sa responsabilité au sein du Service dont il a la charge lui permet d'avoir une meilleure maîtrise de l'activité de ce Service;

Considérant que l'appellation « audit interne » doit être réservée aux activités qui sont organisées conformément à des normes internationales de référence utilisées communément dans la profession;

Considérant que les systèmes de contrôle doivent être conçus comme une chaîne de contrôle dans laquelle chaque niveau se voit attribuer des objectifs spécifiques précis qui tiennent compte du travail des autres;

Considérant qu'il convient que les contrôles soient effectués de manière ouverte et transparente, de manière à ce que tous les intervenants dans le système puissent en exploiter les résultats et se fonder sur eux;

Considérant qu'en l'état actuel des choses, pas plus les dispositions relatives au Comité d'audit de l'arrêté royal du 7 novembre 2000, portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral, que l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à l'audit interne au sein des services publics fédéraux ne sont appliqués de manière satisfaisante;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 31 janvier et 22 mars 2007;

verrichtingen worden uitgevoerd, voor de naleving van de verplichtingen tot rekenschap afleggen (en dus van de betrouwbaarheid van de financiële en beheersgegevens), voor de overeenstemming met de bestaande wetten en regelgevingen en voor de bescherming van de overheidsmiddelen tegen verlies, slecht gebruik en schade;

Overwegende dat het toepassingsgebied van dit besluit, dat oorspronkelijk beperkt was tot de federale overheidsdiensten en de programatorische federale overheidsdiensten, bij het wijzigingsbesluit van 17 augustus 2007 werd uitgebreid tot het Ministerie van Landsverdediging en de instellingen van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid van categorie A waarvoor de Koning bevoegd is om de organisatie en de werking ervan te regelen;

Overwegende dat om aan de vereisten te voldoen van dit koninklijk besluit, elk intern controlesysteem niet enkel mechanismen moet bevatten voor opvolging en evaluatie van de doeltreffendheid van het intern controlesysteem maar ook de waarborg moet bieden dat alle leemten die aan het licht gebracht zijn onverwijld worden gemeld aan het gepaste niveau en er rekening mee wordt gehouden;

Overwegende dat de invoering van de interne controle behoort tot de verantwoordelijkheid van het management van de betrokken diensten en dat die, in elk ervan, moet worden opgevolgd;

Overwegende dat de Europese Unie nu reeds, met name met artikel 38 van de Verordening (EG) nr. 1260/1999 van de Raad van 21 juni 1999 houdende de algemene bepalingen inzake de structuurfondsen, de lidstaten verplichtingen oplegt inzake certificatie van de uitgaven, opvolging van de eigen middelen en toezicht op de wettelijkheid en de regelmatigheid en dat al deze verplichtingen tot de noodzaak om de goede werking van de interne controle aan te tonen;

Overwegende enerzijds dat de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, in zijn artikel 31 bepaalt dat een interne audit wordt ingericht bij de diensten die deel uitmaken van het algemeen bestuur van de Staat; en anderzijds dat het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 betreffende het intern controlesysteem binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht ook bepaalt dat moet worden gewaakt over de goede werking van het intern controlesysteem;

Overwegende dat, wat met name de financiële aspecten betreft, het Internationaal Monetair Fonds in zijn code van goede praktijken inzake transparantie van overheidsfinanciën, bijgewerkt op 28 februari 2001, bepaalt dat de uitvoering van de begroting moet onderworpen worden aan een interne audit en dat de auditprocedures moeten kunnen worden onderzocht;

Overwegende dat deze bepalingen convergent zijn en om eraan tegemoet te komen er geen afzonderlijke organen dienen te worden opgericht;

Overwegende dat de daadwerkelijke tenuitvoerlegging van nieuwe regelingen voor administratieve en begrotingscontrole, meer bepaald de overgang naar een controle ex post voor bepaalde soorten beslissingen, gedeeltelijk afhangt van de kwaliteit van de interne controle en dat de werking van het interne controlesysteem bijgevolg methodisch en uiterst nauwkeurig moet worden geëvalueerd;

Overwegende dat de activiteiten op het vlak van interne audit, die een belangrijke modaliteit vormen voor de opvolging en de evaluatie van de interne controlesystemen, almaar professioneler worden en er op internationaal vlak aanzienlijke inspanningen worden geleverd om ze aan normen te onderwerpen;

Overwegende dat deze activiteiten geen bijkomend controleniveau vormen maar beogen aan de administratieve verantwoordelijke van het hoogste niveau te bevestigen dat het interne controlesysteem ingevoerd onder zijn verantwoordelijkheid binnen de dienst waarmee hij belast is, hem in staat stelt de activiteit van deze dienst beter te beheersen;

Overwegende dat de benaming «interne audit» dient te worden voorbehouden voor activiteiten georganiseerd in overeenstemming met internationale referentienormen die gewoonlijk gebruikt worden in het beroep;

Overwegende dat de controlesystemen dienen te worden opgevat als een keten van controles waarin elk niveau specifieke precieze doelstellingen krijgt die rekening houden met het werk van de andere;

Overwegende dat de controles open en transparant moeten gebeuren, zodat alle spelers in het systeem er de resultaten van kunnen benutten en zich erop kunnen baseren;

Overwegende dat thans de bepalingen inzake het Auditcomité van het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst, noch van het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende het intern audit binnen de federale overheidsdiensten op een voldoende manier worden uitgevoerd;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 31 januari en 22 maart 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 21 décembre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 29 mars 2007;

Vu le protocole n° 590 du 22 mars 2007 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai de trente jours;

Vu l'avis 42.766/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 mai 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre du Budget et de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

### TITRE I<sup>er</sup>. — Finalité des activités d'audit interne

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Portée du présent arrêté et terminologie

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique :

- 1° aux services publics fédéraux et aux services publics fédéraux de programmation ainsi qu'aux services qui en dépendent,
- 2° au Ministère de la Défense,
- 3° à l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire,
- 4° à l'Agence fédérale d'Accueil des Demandeurs d'Asile,
- 5° au Service des Pensions du Secteur public,
- 6° à l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé,
- 7° à la Régie des Bâtiments.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Dans le présent arrêté, on entend par :

- 1° « Service » : chacune des entités visées à l'article 1<sup>er</sup>,
- 2° « auditeur interne » : toute personne exerçant des activités d'audit interne conformes aux dispositions du présent arrêté, quels que soient son statut et ses modalités d'intervention,
- 3° « responsable des activités d'audit interne » : le titulaire de la fonction d'encadrement dont la responsabilité porte sur l'organisation, la mise en œuvre et le suivi des activités d'audit interne dans un Service ou des Services,
- 4° « Dirigeant » : le responsable administratif de plus haut niveau de chacun des Services,
- 5° « management » : toutes les personnes qui ont un pouvoir de décision sur l'organisation des activités du Service,
- 6° « ministre concerné » : le ministre ou le secrétaire d'Etat qui a le Service considéré dans ses attributions,
- 7° « Ministre du Budget » : le ministre qui a le Budget dans ses attributions,
- 8° « Ministre de la Fonction publique » : le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

§ 2. Lorsqu'un Service est rattaché à plusieurs ministres, à un ou des ministre(s) et à un ou des secrétaire(s) d'Etat, les dispositions qui visent le ministre concerné, tel que défini au 6° du paragraphe précédent, doivent être lues de manière à tenir compte de cette pluralité.

#### CHAPITRE II. — Mission de base

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Dans chacun des Services visés à l'article 1<sup>er</sup>, la fiabilité du système de contrôle interne est évaluée au moyen d'activités d'audit interne.

Conçues et réalisées sur la base d'une approche indépendante, objective, systématique et méthodique, ces activités donnent au Service une assurance raisonnable sur le degré de maîtrise de ses opérations et lui apporte des conseils pour les améliorer.

Ces activités sont exercées sous le contrôle du Comité d'audit de l'Administration fédérale, institué par l'arrêté royal du 17 août 2007 portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale.

Cette évaluation donne lieu à un dialogue entre les auditeurs internes et le management et débouche sur la formulation de recommandations destinées à l'amélioration du système de contrôle interne et à la correction des faiblesses qui l'affectent. Ces recommandations sont adressées aux responsables concernés, chacun pour ce qui relève de sa

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting gegeven op 21 december 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 29 maart 2007;

Gelet op het protocol nr. 590 van 22 maart 2007 van het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van dertig dagen;

Gelet op het advies nr. 42.766/4 van de Raad van State, gegeven op 2 mei 2007, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Begroting en van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

### TITEL I. — Doel van de interne auditactiviteiten

#### HOOFDSTUK I. — Draagwijdte van dit besluit en terminologie

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op :

- 1° de federale overheidsdiensten en programmatorische overheidsdiensten evenals de diensten die ervan afhangen,
- 2° het Ministerie van Landsverdediging,
- 3° het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen,
- 4° het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers,
- 5° de Pensioendienst voor de Overheidssector,
- 6° het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten,
- 7° de Regie der Gebouwen.

**Art. 2.** § 1. In dit besluit verstaat men onder :

- 1° « dienst » : elke van de entiteiten bedoeld in artikel 1,
- 2° « interne auditor » : elke persoon die interne auditactiviteiten uitvoert overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, ongeacht zijn statuut en de voorwaarden waaronder hij optreedt,
- 3° « verantwoordelijke voor interne auditactiviteiten » : de houder van de staffunctie verantwoordelijk voor de organisatie, de uitvoering en de opvolging van de interne auditactiviteiten binnen een Dienst of diensten,
- 4° « leidinggevende » : de hoogste administratief verantwoordelijke binnen elk van de betrokken diensten,
- 5° « management » : alle personen met beslissingsbevoegdheid over de organisatie van de activiteiten van de dienst,
- 6° « betrokken Minister » : de Minister of Staatssecretaris die bevoegd is voor de betrokken dienst,
- 7° « Minister van Begroting » : de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort,
- 8° « Minister van Ambtenarenzaken » : de Minister tot wiens bevoegdheid ambtenarenzaken behoort.

§ 2. Wanneer een dienst ressorteert onder verschillende Ministers, of onder een of meer Ministers en onder een of meer Staatssecretarissen, dienen de bepalingen die de betrokken Minister betreffen, zoals bepaald in paragraaf 1, 6°, zodanig te worden gelezen dat ze rekening houden met dit meervoud.

#### HOOFDSTUK II. — Basismissie

**Art. 3.** § 1. Binnen elke dienst beoogd in artikel 1 wordt de betrouwbaarheid van het interne controlesysteem, geëvalueerd via interne auditactiviteiten.

Deze worden opgevat en uitgevoerd op basis van een onafhankelijke, objectieve, systematische en methodologische aanpak. Ze geven de dienst een redelijke zekerheid over de mate waarin hij zijn verrichtingen beheerst en bieden raad om deze te verbeteren.

Ze worden uitgeoefend onder toezicht van het Auditcomité van de federale overheid opgericht bij koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot oprichting van het Auditcomité van de federale overheid.

Deze evaluatie geeft aanleiding tot een dialoog tussen de interne auditoren en het management en mondt uit in het formuleren van aanbevelingen om het interne controlesysteem te verbeteren en de zwakke punten ervan bij te sturen. Deze aanbevelingen worden gericht aan de betrokken verantwoordelijken, ieder wat diens bevoegdheid betreft. Die verantwoordelijken zijn verplicht ermee rekening te

compétence. Ces responsables sont tenus de prendre ces recommandations en considération. Leur prise en compte fait l'objet d'un suivi conformément aux dispositions de l'article 10 du présent arrêté.

§ 2. Les activités d'audit interne visent à l'amélioration des activités, processus, procédures et structures qui relèvent de l'autorité du Dirigeant et qui concourent à la fourniture des services publics ou entraînent des recettes ou des dépenses publiques.

Les activités d'audit interne ne portent pas sur l'évaluation des personnes.

Les auditeurs internes ont une obligation de moyens.

## TITRE II. — Organisation des activités d'audit interne

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Principes d'organisation des activités d'audit interne

**Art. 4.** La définition des conditions d'exécution des activités d'audit interne, de leurs moyens d'action et de leurs critères de qualité relève des normes internationales pour la pratique de l'audit interne établies par l'Institute of Internal Auditors (IIA).

L'organisation de ces activités est définie en accord avec le Comité d'audit de l'Administration fédérale. Le Dirigeant n'a pas de pouvoir de décision sur leur champ d'intervention ni sur la diffusion des résultats.

Les activités d'audit interne sont organisées de manière à ce que les organes de contrôle externe puissent le cas échéant s'appuyer valablement sur leurs conclusions.

Les activités d'audit interne sont soumises au moins tous les cinq ans à une évaluation externe réalisée par un évaluateur ou équipe qualifiée et indépendante, formée de personnes extérieures au Service.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Les activités d'audit interne couvrent l'ensemble des objectifs du système de contrôle interne d'un Service. Les priorités sont reprises dans un programme de travail établi par le responsable des activités d'audit interne. Le Dirigeant peut lui communiquer des informations pertinentes, en tenant compte de son analyse de risques.

Le programme de travail est soumis par le responsable des activités d'audit interne à l'approbation du Comité d'audit de l'Administration fédérale. Il est défini sur base d'une analyse de risques spécifique présentée par le responsable des activités d'audit interne et actualisée régulièrement. Les modifications du programme de travail et tous documents complémentaires doivent être eux aussi approuvés par le Comité d'audit de l'Administration fédérale. Le Comité d'audit peut toutefois renoncer à l'approbation préalable des modifications minimales ou urgentes.

Après approbation par le Comité d'audit de l'Administration fédérale, le responsable des activités d'audit interne communique son programme de travail au Dirigeant.

§ 2. Pour les processus comprenant des opérations soumises à un contrôle exercé par des organes extérieurs au Service, le responsable des activités d'audit interne peut, sur avis favorable du Comité d'audit de l'Administration fédérale, conclure des protocoles formalisant les modalités de coordination des tâches et de partage des informations.

En tout état de cause, le responsable des activités d'audit interne conclut, sur avis favorable du Comité d'audit de l'Administration fédérale, un protocole avec l'Inspection des Finances en vue de formaliser les modalités de coordination des tâches et de partage des informations pour l'analyse des processus impliquant des procédures de marché public, d'octroi de subsides facultatifs et d'embauche de personnel contractuel. Pour ce faire, il tient compte le cas échéant du protocole visé à l'article 12, 5°, de l'arrêté royal du 17 août 2007 portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale.

§ 3. Le programme de travail prévoit qu'une partie déterminée des moyens du service d'audit interne pourra être employée pour répondre à des demandes spécifiques régies par l'article 6.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Par « demande spécifique », on entend une demande relative à une mission dont les objectifs, la nature et le champ sont définis par le demandeur.

Les demandes spécifiques émanent :

- du ministre concerné,
- ou du Dirigeant,

— ou du Comité d'audit de l'Administration fédérale, le cas échéant sur saisine du Conseil des Ministres, du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique.

houden. Of zij ermee rekening houden wordt opgevolgd volgens de bepalingen van artikel 10 van dit besluit.

§ 2. De interne auditactiviteiten beogen de activiteiten, processen, procedures en structuren die onder het gezag vallen van de leidinggevende, en die bijdragen tot de openbare dienstverlening of die openbare ontvangsten of uitgaven met zich brengen, te verbeteren.

De interne auditactiviteiten slaan niet op de evaluatie van personen.

De interne auditoren hebben een middelenverplichting.

## TITEL II. — Organisatie van de interne auditactiviteiten

### HOOFDSTUK I. — Organisatieprincipes van de interne auditactiviteiten

**Art. 4.** De definitie van de voorwaarden waaronder de interne auditactiviteiten worden uitgevoerd, van hun actiemiddelen en van hun kwaliteitsnormen valt onder de normen die zijn vastgelegd door het Institute of Internal Auditors (IIA).

De organisatie van deze activiteiten wordt bepaald in akkoord met het Auditcomité van de federale overheid. De leidinggevende heeft geen beslissingsbevoegdheid over hun interventiegebied noch over de verspreiding van de resultaten.

De interne auditactiviteiten worden zo georganiseerd dat de externe controle instanties zich desgevallend op valabele wijze kunnen beroepen op de besluiten ervan.

De interne auditactiviteiten worden minstens vijfjaarlijks geëvalueerd door een bevoegd en onafhankelijk evaluator of team, bestaande uit personen extern aan de Dienst.

**Art. 5. § 1.** De interne auditactiviteiten dekken alle doelstellingen van het intern controlesysteem van een dienst. De prioriteiten worden in een werkprogramma opgenomen, dat door de verantwoordelijke voor interne auditactiviteiten opgesteld wordt. De leidinggevende kan hem terzake relevante informatie verstrekken, rekening houdend met zijn risicoanalyse.

Het werkprogramma wordt ter goedkeuring voorgelegd aan het Auditcomité van de federale overheid en vastgelegd op basis van een specifieke risicoanalyse opgemaakt door de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten en regelmatig bijgewerkt. Ook de wijzigingen van het werkprogramma en alle aanvullende documenten moeten door het Auditcomité worden goedgekeurd. Het Auditcomité kan echter afzien van voorafgaande goedkeuring van kleine of spoedeisende wijzigingen.

Nadat het Auditcomité van de federale overheid het werkprogramma van de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten heeft goedgekeurd, deelt deze verantwoordelijke het aan de leidinggevende mee.

§ 2. Voor de processen die verrichtingen omvatten die onderworpen zijn aan een externe controle kan de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten, na gunstig advies van het Auditcomité van de federale overheid, protocollen afsluiten om de regeling van de coördinatie van de taken en de uitwisseling van informatie te formaliseren.

Hoe dan ook sluit de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten, na gunstig advies van het Auditcomité van de federale overheid, een protocol af met de Inspectie van Financiën. Dit protocol strekt ertoe de regeling te formaliseren voor het coördineren van de taken en het uitwisselen van informatie voor de analyse van de processen die procedures voor overheidsopdrachten, voor toekenning van facultatieve toelagen en voor werving van contractuele personeelsleden behelzen. Daartoe houdt hij desgevallend rekening met het protocol bedoeld in artikel 12, 5°, van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot oprichting van het Auditcomité van de federale overheid.

§ 3. Het werkprogramma voorziet erin dat een bepaald gedeelte van de middelen van de interne auditdienst mag worden gebruikt om tegemoet te komen aan specifieke verzoeken bepaald in artikel 6.

**Art. 6. § 1.** Onder specifiek verzoek verstaat men een verzoek inzake een opdracht waarvan de doelstellingen, de aard en het domein worden bepaald door de verzoeker.

Specifieke verzoeken gaan uit van :

- de betrokken Minister,
- of de leidinggevende,

— of het Auditcomité van de federale overheid, desgevallend aanhangig gemaakt door de Ministerraad, de Minister van Begroting of de Minister van Ambtenarenzaken.

§ 2. Lorsqu'il reçoit des demandes spécifiques, le responsable des activités d'audit interne les considère au cas par cas. S'il décide d'accepter une mission, il l'intègre au programme de travail visé à l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

La nature de ces missions, la charge de travail qu'elles impliquent et les relations qu'elles induisent entre les auditeurs internes et le management doivent être compatibles avec les exigences de la mission de base définie à l'article 3.

Toute activité qui supposerait une intervention des auditeurs internes dans des activités de prise de décision et de mise en œuvre du contrôle interne doit être d'office écartée.

Les mêmes critères s'appliquent lorsque le service d'audit interne propre à un Service est sollicité pour prendre en charge des activités d'audit interne au profit d'un autre Service, comme envisagé à l'article 7, § 2, 3<sup>o</sup>.

§ 3. Si, dans le cadre fixé par les articles 12, 13 et 15, § 3, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, l'Inspection des Finances est chargée d'une mission d'évaluation des systèmes de gestion, le Chef de Corps de l'Inspection des Finances en informe le Comité d'audit de l'Administration fédérale.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Dans chaque Service, les activités d'audit interne sont organisées, mises en œuvre et suivies sous l'autorité du responsable des activités d'audit interne.

Ce responsable est le chef du service d'audit interne ou du service d'audit interne partagé visés au § 2. Il est titulaire d'une fonction d'encadrement et, sauf dispositions contraires dans le présent arrêté, il est désigné :

1<sup>o</sup> pour ce qui concerne les Services visés à l'article 1, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, conformément à l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation;

2<sup>o</sup> pour ce qui concerne les Services visés à l'article 1, 3<sup>o</sup> au 7<sup>o</sup> compris, conformément à l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public.

Ces dispositions doivent être lues en tenant compte de l'option retenue par le ministre concerné en application des §§ 2 et 5.

Le responsable des activités d'audit interne exerce ses fonctions de manière indépendante et conformément au présent arrêté. Il fait rapport sur ses activités au Comité d'audit de l'Administration fédérale et communique directement, confidentiellement et librement avec lui. Il lui fournit les informations, rapports et documents qu'il lui demande.

Un même responsable des activités d'audit interne peut partager son temps entre plusieurs Services, à condition d'être affecté exclusivement à des activités d'audit interne dans chacun de ces Services.

§ 2. Les activités d'audit interne s'exercent de l'une des trois manières suivantes :

1<sup>o</sup> création d'un service spécifique permanent, composé de trois personnes au moins, dont le responsable des activités d'audit interne, dénommé « service d'audit interne »;

2<sup>o</sup> création d'un service permanent, commun à plusieurs Services et composé de trois personnes au moins, dont le responsable des activités d'audit interne, dit « service d'audit interne partagé »;

3<sup>o</sup> recours à un prestataire extérieur, qui peut être le service d'audit interne d'un autre Service, d'un autre établissement public ou un intervenant privé.

En tout état de cause, les activités d'audit interne seront organisées de telle sorte que la pondération de la fonction d'encadrement conformément à l'arrêté royal du 11 juillet 2001 relatif à la pondération des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux et fixant leur traitement, donne au minimum la bande de salaire 4.

Les critères de qualité visés à l'article 4 s'imposent aux auditeurs internes quels que soient leur statut ou leurs modalités d'intervention.

§ 3. Le responsable des activités d'audit interne peut, après avoir pris l'avis du Comité d'audit de l'Administration fédérale, recourir, sous sa responsabilité et dans la limite des moyens budgétaires prévus à cet effet, à l'assistance de prestataires extérieurs disposant de compétences spécifiques dans une ou plusieurs disciplines données.

§ 2. Als de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten specifieke verzoeken krijgt, overweegt hij deze geval per geval. Als hij beslist een opdracht te aanvaarden, plaatst hij die op het werkprogramma bedoeld in artikel 5, § 1.

De aard van deze opdrachten, de werklast die ze met zich meebrengen en de relaties die ze teweegbrengen tussen de interne auditoren en het management moeten verenigbaar zijn met de eisen van de basisopdracht zoals bepaald in artikel 3.

Alle activiteiten die een optreden veronderstellen van de interne auditoren in de besluitvorming en uitvoering van de interne controle moeten ambtshalve worden uitgesloten.

Dezelfde criteria gelden wanneer de aan een dienst eigen interne auditdienst wordt verzocht opdrachten uit te voeren inzake interne audit bij een andere dienst, zoals bedoeld in artikel 7, § 2, 3<sup>o</sup>.

§ 3. Als in het bepaald bij de artikelen 12, 13 en 15, § 3 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, de Inspectie van Financiën belast wordt met een opdracht tot evaluatie van de beheerssystemen, brengt de Korpschef van de Inspectie van Financiën het Auditcomité van de federale overheid hiervan op de hoogte.

**Art. 7. § 1.** Binnen elke dienst worden de interne auditactiviteiten georganiseerd, uitgevoerd, en opgevolgd onder het gezag van de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten.

Deze verantwoordelijke is het hoofd van de interne auditdienst of de gedeelde auditdienst bedoeld in § 2. Hij is houder van een staffunctie en wordt behoudens andersluidende bepalingen in onderhavig besluit :

1<sup>o</sup> voor wat betreft de diensten bedoeld in artikel 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> aangesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 houdende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale en de programmatorische federale overheidsdiensten;

2<sup>o</sup> voor wat betreft de diensten bedoeld in artikel 1, 3<sup>o</sup> tot en met 7<sup>o</sup> aangesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 november 2006 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in bepaalde instellingen van openbaar nut.

Deze bepalingen moeten gelezen worden rekening houdende met de optie die de betrokken Minister heeft gekozen met toepassing van de paragrafen 2 en 5.

De verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten oefent zijn functies autonoom uit, overeenkomstig onderhavig besluit. Hij brengt verslag uit over zijn activiteiten bij het Auditcomité van de federale overheid en communiceert rechtstreeks, vertrouwelijk en in alle vrijheid met dit comité. Hij levert het Auditcomité de informatie, rapporten en andere documenten die het hem vraagt.

Een zelfde verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten kan zijn tijd verdelen over verschillende diensten, op voorwaarde dat hij bij elk van deze diensten enkel wordt ingezet voor interne auditactiviteiten.

§ 2. De interne auditactiviteiten worden uitgeoefend op een van de volgende drie manieren :

1<sup>o</sup> oprichting van een permanente specifieke dienst, die is samengesteld uit minstens drie personen, waarvan een verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten; deze wordt « interne auditdienst » genoemd;

2<sup>o</sup> oprichting van een permanente gemeenschappelijke auditdienst voor verschillende diensten. Deze is samengesteld uit minstens drie personen, waaronder de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten; deze dienst wordt « gedeelde auditdienst » genoemd;

3<sup>o</sup> er kan een beroep worden gedaan op een externe dienstverlener; het kan gaan om de interne auditdienst van een andere dienst, van een andere overheidsinstelling of om een privé kantoor.

In elk geval zullen de interne auditactiviteiten zo georganiseerd worden dat de weging van de staffunctie overeenkomstig het koninklijk besluit van 11 juli 2001 betreffende de weging van de management- en staffuncties in de federale overheidsdiensten en tot vaststelling van hun wedde minimaal salarisband 4 geeft.

De kwaliteitscriteria bedoeld in artikel 4 gelden voor interne auditoren ongeacht hun statuut of de modaliteiten van hun optreden.

§ 3. De verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten kan, na het advies te hebben ingewonnen van het Auditcomité van de federale overheid, op zijn verantwoordelijkheid en binnen de perken van de kredieten die daartoe zijn uitgetrokken op de begroting, een beroep doen op de hulp van externe dienstverleners met specifieke bekwaamheden in een of meer specifieke domeinen.

§ 4. Tous les rapports et documents doivent mentionner la nature des services qui ont été fournis par des prestataires extérieurs. Le responsable des activités d'audit interne surveille l'exécution du contrat de service et la qualité d'ensemble de ces prestations. Il en rend compte dans son rapport.

§ 5. Le Ministre choisit les modalités d'organisation des activités d'audit interne entre les options fixées au § 2. Pour ce faire, il tient compte d'un examen des structures et fonctions de suivi et d'évaluation du contrôle interne existantes, des recommandations émises par le Comité d'audit de l'administration fédérale en application de l'article 21 de l'arrêté royal du 17 août 2007 portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale ainsi que de l'avis du Dirigeant de chacun des Services qu'il a dans ses attributions.

Pour autant que le respect des normes professionnelles soit garanti, la solution qui permet le mieux de tirer parti des ressources humaines déjà disponibles au sein du ou des Service(s) qu'il a dans ses attributions doit être privilégiée.

Le Ministre qui recourt à un intervenant privé mentionné au § 2, 3°, soumet une proposition motivée à l'accord du Ministre du Budget et du Ministre de la Fonction Publique, en faisant application des règles fixées par l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire. La définition du cahier des charges et le choix du prestataire se font en concertation avec le responsable des activités d'audit interne.

§ 6. Dans les trois mois qui suivent la communication par le Comité d'audit de l'Administration fédérale de ses préconisations, le ministre concerné se prononce sur les modalités d'exercice des activités d'audit interne dans le service en question.

Le Comité d'audit de l'administration fédérale est informé de cette décision.

Le Dirigeant est chargé de la mise en œuvre de cette décision.

Lorsque le ou les ministre(s) concerné(s) ont décidé de mettre en place une structure commune à plusieurs Services, il(s) désigne(nt) celui des Dirigeants concernés qui conduira le processus. Il agit en concertation avec les autres Dirigeants concernés.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Quels que soient le statut ou les modalités d'intervention des auditeurs internes, les activités d'audit interne doivent au moins :

1° être exercées dans des conditions qui garantissent la compétence, l'indépendance, tant matérielle qu'intellectuelle, et l'objectivité de ceux qui en sont chargés, comme l'exige la définition de l'audit interne donnée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>,

2° être conçues et exécutées dans les règles de l'art, selon une méthodologie prédéfinie, conforme aux normes visés à l'article 4,

3° être assorties de moyens suffisants, notamment du point de vue de l'équipement, et en particulier du matériel et des logiciels informatiques,

4° se dérouler dans un esprit de coopération, ce qui suppose en particulier que l'ensemble du personnel du Service ait une bonne perception de leur rôle et de leur fonctionnement, et que les auditeurs internes, pour leur part et dans les limites de ce que requiert le principe d'indépendance, respectent le principe du contradictoire et recherchent le dialogue,

5° garantir aux auditeurs internes un accès sans entraves aux informations que le Service détient et qu'ils jugent utiles, aux personnes qui les détiennent, quel que soit leur niveau hiérarchique, ainsi qu'aux sites et locaux où les activités du Service sont exercées,

6° s'inscrire dans la perspective de la chaîne de contrôle, ce qui signifie qu'elles tiennent compte des vérifications déjà effectuées par d'autres intervenants et qu'elles sont elles-mêmes traçables et vérifiables.

§ 2. Les auditeurs internes sont tenus de respecter la déontologie de la profession.

Le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique peuvent préciser de concert ces règles.

§ 3. Le responsable des activités d'audit interne et les auditeurs internes déclarent ne pas être dans une situation de conflit d'intérêts et s'engagent à démissionner de ce service dans l'hypothèse où ils viendraient à se trouver dans une situation permanente de conflit

§ 4. Alle verslagen en documenten dienen de aard van de dienstverlening te vermelden die externe dienstverleners hebben verleend. De verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten ziet toe op de uitvoering van het dienstverleningscontract en op de kwaliteit van het geheel van deze activiteiten. Hij legt daarover rekenschap af in zijn verslag.

§ 5. De Minister kiest de organisatieregeling voor de interne auditactiviteiten onder de opties bepaald in § 2. Daartoe houdt hij rekening met een onderzoek naar de bestaande structuren en functies inzake opvolging en evaluatie van de interne controle en van de aanbevelingen die het Auditcomité van de federale overheid uitvaardigt krachtens artikel 21 van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 tot oprichting van het Auditcomité van de federale overheid. Hij houdt ook rekening met het advies van de leidinggevende van elke dienst waarvoor hij bevoegd is.

Voor zover de eerbiediging van de beroepsnormen gewaarborgd is, dient de voorkeur te worden gegeven aan de oplossing waarbij het best een beroep kan worden gedaan op aanwezige personeelsleden binnen de Dienst(en), waarvoor hij bevoegd is.

De Minister die een beroep doet op een privé-kantoor, zoals vermeld in § 2, 3°, legt een gemotiveerd voorstel ter goedkeuring voor aan de Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken met toepassing van de regels bepaald in het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole. De invulling van het bestek en de keuze van de dienstverlener gebeurt in overleg met de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten.

§ 6. Binnen de drie maanden nadat het Auditcomité van de federale overheid zijn richtlijnen heeft bekendgemaakt, spreekt de bevoegde Minister zich uit over de uitvoeringsvoorwaarden van de interne auditactiviteiten binnen de betrokken dienst.

Deze beslissing wordt meegedeeld aan het Auditcomité van de federale overheid.

De leidinggevende is belast met de uitvoering van deze beslissing.

Wanneer de betrokken minister(s) heeft (hebben) beslist om een gemeenschappelijke structuur op te zetten voor verschillende diensten, wijst hij (wijzen zij) diegene van de betrokken leidinggevenden aan die het proces zal leiden. Hij handelt in overleg met de andere betrokken leidinggevenden.

**Art. 8. § 1.** Ongeacht het statuut en de modaliteiten volgens welke de interne auditoren interveniëren, dienen de interne auditactiviteiten minstens :

1° te worden uitgevoerd onder voorwaarden die de bekwaamheid, de onafhankelijkheid en de objectiviteit van diegenen die belast zijn met deze activiteiten garanderen zoals vereist door de definitie van de interne audit in artikel 3, § 1;

2° te worden opgevat en uitgevoerd volgens de regels van de kunst, volgens een vooraf bepaalde methodologie conform de normen bedoeld in artikel 4;

3° te beschikken over voldoende middelen met name op het vlak van uitrusting, in het bijzonder inzake informatica (apparatuur en programmatuur);

4° te verlopen in een geest van samenwerking. Dit veronderstelt in het bijzonder dat alle personeelsleden van de dienst een goed beeld hebben van hun rol en hun werking en dat de interne auditoren van hun kant en binnen de grenzen van wat het principe van onafhankelijkheid vereist, het principe van tegenspraak naleven en opteren voor de dialoog;

5° de interne auditoren de waarborg te bieden van ongehinderde toegang tot de informatie waarover de dienst beschikt en die zij nodig achten voor de uitvoering van hun opdracht, tot de personen bij wie de informatie berust, ongeacht hun hiërarchisch niveau, alsook tot de plaatsen en lokalen waar de activiteiten van de dienst uitgevoerd worden;

6° aan te sluiten op de controleketen. Dit betekent dat ze rekening houden met verificaties die reeds verricht zijn door andere interveniënten en dat ze zelf aantrekbaar en controleerbaar zijn.

§ 2. De interne auditoren dienen de deontologie van het beroep na te leven.

De Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken kunnen deze regels in gemeenschappelijk overleg verduidelijken.

§ 3. De verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten en de interne auditoren verklaren dat ze zich niet in een toestand van belangenconflict bevinden. Ze verbinden zich ertoe ontslag uit de interne auditedienst te nemen als ze zich in een permanente toestand



d'intérêts. Cette déclaration et ces engagements figurent dans leur acte de candidature et sont signés.

Il y a conflit d'intérêts lorsque l'exercice impartial et objectif des activités d'audit interne est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, professionnels, d'intérêt économique ou financier, ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt ou d'antagonisme avec les responsables des processus évalués.

Dans le cadre de la gestion des activités d'audit interne, et outre les mécanismes de prévention et de traitement des conflits d'intérêts prévus par les normes professionnelles qui régissent les activités d'audit interne, chaque responsable d'activités d'audit interne tient un registre des conflits d'intérêt dans lequel les auditeurs portent à sa connaissance les éléments qui pourraient compromettre leur objectivité. Il en tient compte pour l'organisation des missions et la constitution des équipes.

Si, malgré cette précaution, un auditeur interne vient à se trouver dans une situation de conflit d'intérêts, il a l'obligation de s'abstenir et d'en référer au responsable des activités d'audit interne.

Chaque responsable d'activités d'audit interne inscrit dans un registre des conflits d'intérêts tenu par le Comité d'audit de l'Administration fédérale les éléments qui pourraient compromettre son objectivité. Il en fait mention également dans le registre des conflits d'intérêt de son Service.

**Art. 9.** La mission du responsable des activités d'audit interne et des auditeurs internes, leurs droits et obligations ainsi que leur place au sein du Service sont précisées dans une charte, établie dans le respect des normes professionnelles, en concertation avec le Dirigeant et approuvée par le Comité d'audit de l'Administration fédérale.

Cette charte définit en outre :

- 1° les modalités de la coopération qui doit s'instaurer entre le management et les auditeurs internes,
- 2° les modalités de rapportage,
- 3° les règles de contradictoire et de confidentialité.

Elle comprend un engagement du management de respecter l'indépendance des auditeurs internes et de ne pas prendre de mesure de rétorsion à l'égard des personnes qui prêtent ou ont prêté leur concours aux activités d'audit interne menées au sein du Service.

Elle est diffusée dans l'ensemble du service par l'intermédiaire du Dirigeant, et peut être communiquée à toute personne intéressée.

**Art. 10.** Les recommandations des auditeurs internes font l'objet d'un suivi par le responsable des activités d'audit interne et d'une prise en compte adéquate, au niveau qui convient, par le management.

Le management est réputé avoir pris en compte les recommandations de l'audit interne lorsque le responsable des activités d'audit interne constate que l'une des trois conditions ci-après est remplie :

- 1° les membres du management auxquels il a signalé les faiblesses relevées ont pris ou se sont engagés à prendre dans un délai déterminé des mesures correctrices qu'il juge suffisantes,
- 2° ils comptent adopter dans un délai déterminé une mesure de nature à ramener les risques à un niveau acceptable,
- 3° il a été démontré que les faiblesses décelées par l'audit interne ne justifient pas l'adoption de mesures correctives.

Le responsable des activités d'audit interne attire l'attention du Comité d'audit de l'Administration fédérale sur les éléments qui n'ont pas été pris en compte au niveau du management.

#### CHAPITRE II. — *Moyens matériels et ressources humaines à consacrer aux activités d'audit interne*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Les moyens à consacrer à l'audit interne sont définis par le Dirigeant en concertation avec le responsable des activités d'audit interne.

Lorsqu'en application de l'article 7, § 5, le ministre concerné a opté pour la constitution d'un service d'audit interne, le Dirigeant élabore le plan de personnel de ce service d'audit en concertation avec le responsable des activités d'audit interne.

van belangenconflict zouden bevinden. Deze verklaring en deze verbintenis komen voor in hun kandidatuurstelling en zijn onderkend.

Er is sprake van een belangenconflict wanneer de onpartijdige en objectieve uitoefening van de interne auditactiviteiten in het gedrang komt om gezinsredenen, affectieve redenen, beroepsredenen, van economisch of financieel belang of om elke andere reden van belangengemeenschap of tegenstelling met de verantwoordelijken van de geëvalueerde processen.

In het kader van het beheer van de interne auditactiviteiten en naast de mechanismen van preventie en regeling van de belangenconflicten bepaald door de beroepsnormen inzake interne auditactiviteiten, houdt elke verantwoordelijke voor interne auditactiviteiten een register van belangenconflicten bij waarin de auditoren hem inlichten over de elementen die hun objectiviteit in het gedrang kunnen brengen. Hij houdt er rekening mee bij de organisatie van de opdrachten en de samenstelling van de teams.

Indien ondanks deze voorzorgsmaatregel een interne auditor zich in een toestand van belangenconflict zou bevinden, is hij verplicht zich te onthouden en er de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten op de hoogte te brengen.

Elke verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten schrijft in een register van belangenconflicten dat door het Auditcomité van de federale overheid wordt bijgehouden, de elementen in die zijn objectiviteit in het gedrang zouden kunnen brengen. Hij vermeldt ze ook in het register van belangenconflicten van zijn dienst.

**Art. 9.** De opdracht van de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten en van de interne auditoren, hun rechten en plichten en hun plaats binnen de dienst worden verduidelijkt in een charter. Dit wordt met eerbiediging van de beroepsnormen en in overleg met de leidinggevende opgesteld en wordt door het Auditcomité van de federale overheid goedgekeurd.

Dit charter bepaalt bovendien :

- 1° de regeling van de samenwerking die tussen het management en de interne auditoren tot stand dient te komen;
- 2° de regeling inzake rapportering;
- 3° de regels van tegenspraak en vertrouwelijkheid.

Het bevat een verbintenis van het management dat het de onafhankelijkheid van de interne auditoren zal respecteren en geen vergeldingsmaatregel zal nemen jegens personen die hun medewerking verlenen of verleenden aan de interne auditactiviteiten die gevoerd worden binnen de dienst.

Het wordt verspreid in de hele dienst via de leidinggevende en kan aan elke belangstellende worden meegedeeld.

**Art. 10.** De aanbevelingen van de interne auditoren worden opgevolgd door de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten. Ze worden op adequate wijze en op het gepaste niveau door het management in aanmerking genomen.

Het management wordt geacht rekening te hebben gehouden met de aanbevelingen wanneer de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten vaststelt dat een van de drie onderstaande voorwaarden is vervuld :

- 1° de leden van het management aan wie hij de vastgestelde zwakke punten heeft gemeld, hebben maatregelen genomen of hebben zich ertoe verbonden om binnen een welbepaalde termijn maatregelen te nemen die hij voldoende acht;
- 2° ze zijn van plan binnen een welbepaalde termijn een maatregel te treffen om de risico's terug te brengen tot een aanvaardbaar peil;
- 3° er werd aangetoond dat de zwakke punten die door de interne audit zijn blootgelegd, niet nopen tot bijsturende maatregelen.

De verantwoordelijke voor de interne audit vestigt de aandacht van het Auditcomité van de federale overheid op de elementen waarmee op het vlak van het management geen rekening werd gehouden.

#### HOOFDSTUK II. — *Materiële en personeelsmiddelen die moeten worden ingezet voor de interne auditactiviteiten*

**Art. 11.** § 1. De middelen die zullen worden ingezet voor de interne auditactiviteiten worden bepaald door de leidinggevende, in overleg met de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten.

Wanneer de betrokken minister overeenkomstig artikel 7, § 5, ervoor gekozen heeft een interne auditdienst op te richten, werkt de leidinggevende het personeelsplan van deze auditdienst uit in overleg met de verantwoordelijke voor interne auditactiviteiten.

S'il s'agit d'un service d'audit interne partagé, les Dirigeants concernés s'entendent sur le plan de personnel de ce service d'audit interne en concertation avec son responsable.

Le responsable des activités d'audit interne transmet les documents visés au présent paragraphe, avec ses commentaires, au Comité d'audit de l'Administration fédérale.

§ 2. Le plan de formation des auditeurs internes, préparé par le responsable des activités d'audit interne et incluant ses propres besoins de formation, est communiqué au Comité d'audit de l'Administration fédérale.

§ 3. Le service fournit au responsable des activités d'audit interne le soutien administratif requis, notamment pour l'établissement des budgets et la tenue de la comptabilité de gestion afférente aux activités d'audit interne, la gestion des ressources humaines, les procédures d'évaluation et de rémunération des auditeurs internes, la communication et les flux d'information internes au Service, la gestion de la logistique et des déplacements et la passation des marchés publics nécessaires à la conduite des activités d'audit interne.

### CHAPITRE III. — Spécificités de l'exercice des fonctions de responsable des activités d'audit interne et d'auditeur interne

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le présent article s'applique aux services visés à l'article 1, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

§ 2. Avant d'être proposés par le président du comité de direction au ministre(s) visé(s) à l'article 5, § 2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté précité du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation, la description de fonction du responsable des activités d'audit interne et le profil de compétence y afférent sont soumis pour avis au Comité d'audit de l'Administration fédérale. Cet avis est contraignant.

Ils prennent en compte les perspectives de développement des activités d'audit interne prévues pour les six années suivantes, notamment en termes de création d'un service d'audit interne ou de renforcement des effectifs que ce responsable aura à gérer, et de complexité des tâches qu'il aura à superviser.

§ 3. Les deux experts externes, visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de l'arrêté précité, ainsi que leurs suppléants, sont désignés parmi les membres du Comité d'audit de l'Administration fédérale.

L'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 du même arrêté précité n'est pas d'application pour les représentants du Comité d'audit de l'Administration fédérale.

§ 4. Le résultat de la procédure visée à l'article 6 du même arrêté est communiqué en même temps au Dirigeant et au président du Comité d'audit de l'Administration fédérale.

§ 5. L'article 10 de l'arrêté royal du 2 octobre 2002 n'est pas d'application pour le responsable des activités d'audit interne.

§ 6. L'article 16 du même arrêté n'est pas d'application pour le responsable des activités d'audit interne. Les évaluations intermédiaires et l'évaluation finale du responsable des activités d'audit interne, visées au Chapitre V de l'arrêté royal du 2 octobre 2002 précité portent sur :

1<sup>o</sup> l'exécution du programme de travail, visé à l'article 5,

2<sup>o</sup> la qualité des activités d'audit interne, par référence aux normes et à l'évaluation visées à l'article 4 du présent arrêté,

3<sup>o</sup> la manière dont le responsable des activités d'audit interne est parvenu à ce niveau de qualité,

4<sup>o</sup> la contribution personnelle du responsable des activités d'audit interne à la qualité des activités d'audit interne,

5<sup>o</sup> les efforts qu'il a consentis en termes de développement des compétences.

§ 7. Aux acteurs de l'évaluation mentionnés à l'article 17 de l'arrêté précité, un troisième évaluateur est ajouté, désigné parmi les membres du Comité d'audit de l'administration fédérale. Cette troisième personne devient par ailleurs le premier évaluateur. Le Dirigeant devient deuxième évaluateur. Le ministre devient troisième évaluateur.

Lorsqu'une structure commune a été mise en place, le Dirigeant visé à l'article 7, § 6, alinéa 3, agit en qualité de deuxième évaluateur.

Lorsque le ou les ministre(s) concerné(s) ont décidé de mettre en place une structure commune à plusieurs Services, il(s) désigne(nt) entre eux celui des Ministres qui sera le troisième évaluateur. Il agit en concertation avec le(s) autre(s) Ministre(s) concernés.

Als het om een gedeelde interne auditdienst gaat, spreken de betrokken leidinggevendenden het personeelsplan van deze interne auditdienst af in overleg met de verantwoordelijke.

De verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten bezorgt de in deze paragraaf bedoelde documenten, samen met zijn commentaar, aan het auditcomité van de federale overheid.

§ 2. De verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten maakt het opleidingsplan op voor de interne auditoren, met inbegrip van zijn eigen opleidingsbehoeften, en deelt dit mee aan het Auditcomité van de federale overheid.

§ 3. De dienst biedt de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten de vereiste administratieve ondersteuning voor de opmaak van de begrotingen en het bijhouden van de beheersboekhouding in verband met de interne auditactiviteiten, het personeelsbeheer, de evaluatie- en bezoldigingsprocedures van de interne auditoren, de interne communicatie en de communicatiestroom binnen de dienst, het beheer van de logistiek en de verplaatsingen en het aanbesteden van de overheidsopdrachten die nodig zijn voor het goede verloop van de interne auditactiviteiten.

### HOOFDSTUK III. — Bijzondere kenmerken van de uitoefening van de functie van verantwoordelijke voor interne auditactiviteiten en interne auditor

**Art. 12.** § 1. Onderhavig artikel is van toepassing op de diensten bedoeld in artikel 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> wordt.

§ 2. De functiebeschrijving van deze verantwoordelijke en het bijbehorende competentieprofiel worden voorafgaand aan het voorstel van de voorzitter van het directiecomité aan de minister(s) bedoeld in artikel 5, § 2, 1<sup>o</sup> van het bovenvermelde koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale en de programmatorische federale overheidsdiensten voor advies voorgelegd aan het auditcomité van de federale overheid. Dit advies is bindend.

Ze houden rekening met de ontwikkelingsperspectieven van de interne auditactiviteiten voor de volgende zes jaar, met name de oprichting van een interne auditdienst of de versterking van de staf die deze verantwoordelijke zal leiden, en de complexiteit van de taken waarop hij zal toezien.

§ 3. De twee externe experts, bedoeld in artikel 7, § 1, 4<sup>o</sup> van bovenvermeld besluit en hun vervangers worden aangeduid onder de leden van het auditcomité van de federale overheid.

Artikel 7, § 1, derde lid van hetzelfde bovenvermeld besluit is niet van toepassing op de leden van het auditcomité van de federale overheid.

§ 4. Het resultaat van de in artikel 6 van hetzelfde besluit bedoelde procedure wordt gelijktijdig medegedeeld aan de leidinggevende en aan de voorzitter van het auditcomité van de federale overheid.

§ 5. Artikel 10 van het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 is niet van toepassing op de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten.

§ 6. Artikel 16 van hetzelfde besluit is niet van toepassing op de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten. De tussentijdse evaluaties en de eindevaluatie van de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten bedoeld in Hoofdstuk V van het bovenvermeld koninklijk besluit van 2 oktober 2002 heeft betrekking op :

1<sup>o</sup> de uitvoering van het werkprogramma bedoeld in artikel 5;

2<sup>o</sup> de kwaliteit van de interne auditactiviteiten, met verwijzing naar de normen en de evaluatie bedoeld in artikel 4 van onderhavig besluit;

3<sup>o</sup> de wijze waarop de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten dat kwaliteitsniveau heeft bereikt;

4<sup>o</sup> de persoonlijke bijdrage van de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten tot de kwaliteit van de interne auditactiviteiten;

5<sup>o</sup> de inspanningen die hij heeft geleverd op het vlak van de ontwikkeling van de competenties.

§ 7. Aan de actoren van de evaluatie vermeld in artikel 17 van voornoemd besluit wordt een derde evaluator toegevoegd, aangewezen onder de leden van het Auditcomité van de federale overheid. Deze derde persoon wordt tevens de eerste evaluator. De leidinggevende wordt tweede evaluator. De minister wordt derde evaluator.

Wanneer een gemeenschappelijke structuur werd opgezet, handelt de leidinggevende bedoeld in artikel 7, § 6, derde lid, in de hoedanigheid van tweede evaluator.

Wanneer de betrokken minister(s) heeft (hebben) beslist om een gemeenschappelijke structuur op te zetten voor verschillende diensten, wijzen zij diegene onder hen aan die de derde evaluator wordt. Hij handelt in overleg met de andere betrokken Minister(s).

Le rapport d'évaluation visé à l'article 19, § 3, du même arrêté est également contresigné par le troisième évaluateur.

§ 8. Si le responsable des activités d'audit interne introduit un recours en application de l'article 19<sup>ter</sup> de l'arrêté royal du 2 octobre 2002 précité, le comité de recours entend le membre du Comité d'audit qui a agi en qualité de premier évaluateur.

§ 9. Par dérogation à l'article 24 du même arrêté, le responsable des activités d'audit interne ne peut exercer cette fonction que pendant douze ans au sein d'un même service.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le présent article s'applique aux services visés à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup> compris.

§ 2. Avant d'être proposés par l'administrateur général ou le directeur général au(x) ministre(s) ou comité de gestion visés à l'article 6, § 2, de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public, la description de fonction du responsable des activités d'audit interne et le profil de compétence y afférent sont soumis pour avis au Comité d'audit de l'Administration fédérale. Cet avis est contraignant.

Ils prennent en compte les perspectives de développement des activités d'audit interne prévues pour les six années suivantes, notamment en termes de création d'un service d'audit interne ou de renforcement des effectifs que ce responsable aura à gérer, et de complexité des tâches qu'il aura à superviser.

§ 3. Les deux experts externes, visés à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté précité, ainsi que leurs suppléants, sont désignés parmi les membres du Comité d'audit de l'Administration fédérale.

L'article 8, § 2, alinéa 2 du même arrêté précité n'est pas d'application pour les représentants du Comité d'audit de l'Administration fédérale.

§ 4. Le résultat de la procédure visée à l'article 7 du même arrêté est communiqué en même temps au Dirigeant et au président du Comité d'audit de l'Administration fédérale.

§ 5. L'article 12 de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 n'est pas d'application pour le responsable des activités d'audit interne.

§ 6. L'article 19 du même arrêté n'est pas d'application pour le responsable des activités d'audit interne. Les évaluations intermédiaires et l'évaluation finale du responsable des activités d'audit interne, visées au Chapitre V de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 précité portent sur :

- 1<sup>o</sup> l'exécution du programme de travail visé à l'article 5,
- 2<sup>o</sup> la qualité des activités d'audit interne, par référence aux normes et à l'évaluation visées à l'article 4 du présent arrêté,
- 3<sup>o</sup> la manière dont le responsable des activités d'audit interne est parvenu à ce niveau de qualité,
- 4<sup>o</sup> la contribution personnelle du responsable des activités d'audit interne à la qualité des activités d'audit interne,
- 5<sup>o</sup> les efforts qu'il a consentis en termes de développement des compétences.

§ 7. Aux acteurs de l'évaluation mentionnés à l'article 20 de l'arrêté précité, un troisième évaluateur est ajouté, désigné parmi les membres du Comité d'audit de l'Administration fédérale. Cette troisième personne devient par ailleurs le premier évaluateur. Le Dirigeant devient deuxième évaluateur. Le ministre concerné devient troisième évaluateur.

Lorsqu'une structure commune a été mise en place, le Dirigeant visé à l'article 7, § 6, alinéa 3, agit en qualité de deuxième évaluateur.

Lorsque le ou les ministre(s) concerné(s) ont décidé de mettre en place une structure commune à plusieurs Services, il(s) désigne(nt) entre eux celui des Ministres qui sera le troisième évaluateur. Il agit en concertation avec le(s) autre(s) Ministre(s) concernés.

Le rapport d'évaluation visé à l'article 23, § 3, du même arrêté est également contresigné par le troisième évaluateur.

§ 8. Si le responsable des activités d'audit interne introduit un recours en application de l'article 25 de l'arrêté royal du 16 novembre 2006 précité, le comité de recours entend le membre du Comité d'audit qui a agi en qualité de premier évaluateur.

§ 9. Par dérogation à l'article 30 du même arrêté, le responsable des activités d'audit interne ne peut exercer cette fonction que pendant douze ans au sein d'un même service.

Het evaluatieverslag, bedoeld in artikel 19, § 3 van hetzelfde besluit wordt eveneens medondertekend door de derde evaluator.

§ 8. Indien de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten in beroep gaat met toepassing van artikel 19<sup>ter</sup> van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 2002, hoort het beroepscomité het lid van het auditcomité dat is opgetreden in de hoedanigheid van eerste evaluator.

§ 9. In afwijking van artikel 24 van hetzelfde besluit, kan de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten die functie slechts gedurende twaalf jaar uitoefenen binnen dezelfde dienst.

**Art. 13.** § 1. Onderhavig artikel is van toepassing op de diensten bedoeld in artikel 1, 3<sup>o</sup> tot en met 7<sup>o</sup>.

§ 2. De functiebeschrijving van deze verantwoordelijke en het bijbehorende competentieprofiel worden voorafgaand aan het voorstel van de administrateur-generaal of van de directeur-generaal aan de minister(s) of het beheerscomité bedoeld in artikel 6, § 2 van het koninklijk besluit van 16 november 2006 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in bepaalde instellingen van openbaar nut, voor advies voorgelegd aan het auditcomité van de federale overheid. Dit advies is bindend.

Ze houden rekening met de ontwikkelingsperspectieven van de interne auditactiviteiten voor de volgende zes jaar, met name de oprichting van een interne auditdienst of de versterking van de staf die deze verantwoordelijke zal leiden, en de complexiteit van de taken waarop hij zal toezien.

§ 3. De twee externe experts, bedoeld in artikel 8, § 1, 4<sup>o</sup>, van bovenvermeld besluit, en hun vervangers worden aangewezen onder de leden van het auditcomité van de federale overheid.

Artikel 8, § 2, tweede lid van hetzelfde bovenvermeld besluit is niet van toepassing op de leden van het auditcomité van de federale overheid.

§ 4. Het resultaat van de in artikel 7 van hetzelfde besluit bedoelde procedure wordt gelijktijdig medegedeeld aan de leidinggevende en aan de voorzitter van het auditcomité van de federale overheid.

§ 5. Artikel 12 van het bovenvermeld koninklijk besluit van 16 november 2006 is niet van toepassing op de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten.

§ 6. Artikel 19 van hetzelfde besluit is niet van toepassing op de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten. De tussentijdse evaluaties en de eindevaluatie van de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten bedoeld in Hoofdstuk V van het bovenvermeld koninklijk besluit van 16 november 2006 heeft betrekking op :

- 1<sup>o</sup> de uitvoering van het werkprogramma, bedoeld in artikel 5;
- 2<sup>o</sup> de kwaliteit van de interne auditactiviteiten, met verwijzing naar de normen en de evaluatie bedoeld in artikel 4 van onderhavig besluit;
- 3<sup>o</sup> de wijze waarop de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten dat kwaliteitsniveau heeft bereikt;
- 4<sup>o</sup> de persoonlijke bijdrage van de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten tot de kwaliteit van de interne auditactiviteiten;
- 5<sup>o</sup> de inspanningen die hij heeft geleverd op het vlak van de ontwikkeling van de competenties.

§ 7. Aan de actoren van de evaluatie vermeld in artikel 20 van hetzelfde besluit wordt een derde evaluator toegevoegd, aangeduid onder de leden van het Auditcomité van de federale overheid. Deze derde persoon wordt tevens de eerste evaluator. De leidinggevende wordt tweede evaluator. De betrokken minister wordt derde evaluator.

Wanneer er een gemeenschappelijke structuur werd opgezet, handelt de leidinggevende bedoeld in artikel 7, § 6, derde lid, in de hoedanigheid van tweede evaluator.

Wanneer de betrokken minister(s) heeft (hebben) beslist om een gemeenschappelijke structuur op te zetten voor verschillende diensten, wijzen zij diegene onder hen aan die de derde evaluator wordt. Hij handelt in overleg met de andere betrokken Minister(s).

Het evaluatieverslag, bedoeld in artikel 23, § 3, van hetzelfde besluit wordt eveneens meeondertekend door de derde evaluator.

§ 8. Indien de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten in beroep gaat met toepassing van artikel 25 van het voornoemde koninklijk besluit van 16 november 2006, hoort het beroepscomité het lid van het auditcomité dat is opgetreden in de hoedanigheid van eerste evaluator.

§ 9. In afwijking van artikel 30 van hetzelfde besluit, kan de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten die functie slechts gedurende twaalf jaar uitoefenen binnen dezelfde dienst.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les fonctions d'auditeur interne s'exercent par période renouvelable de six ans.

§ 2. L'exercice de fonctions d'audit interne au sein d'un Service donné est incompatible avec l'exercice de toutes autres fonctions au sein de ce Service.

Le Dirigeant n'a pas autorité sur l'organisation du travail du responsable des activités d'audit interne et des auditeurs internes.

Quel que soit leur statut, les auditeurs internes ne sont soumis à aucune pression, positive ou négative.

§ 3. Les candidats à des postes d'auditeurs internes au sein d'un service d'audit interne ou d'un service partagé s'engagent à suivre le programme de formation visé à l'article 11, § 2.

#### CHAPITRE IV. — *Support méthodologique et réseau d'audit interne*

**Art. 15.** La mission confiée au Service public fédéral Budget et Contrôle de la gestion par l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 17 août 2007 relatif au système de contrôle interne dans certains Services du pouvoir exécutif fédéral inclut une activité de support méthodologique en matière d'audit interne.

Ce service ne peut pas réaliser lui-même des missions d'audit interne, ni être chargé de la certification des activités d'audit interne mises en place dans les Services.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Un réseau rassemblant les responsables des activités d'audit interne de chacun des Services visés à l'article 1<sup>er</sup> est constitué. Il est coordonné par le service cité à l'article 14.

Ce réseau est destiné notamment à parfaire et à harmoniser la méthodologie d'audit interne au sein de l'Administration fédérale et à aider chacun des responsables d'activités d'audit interne à résoudre les difficultés d'ordre technique qu'il rencontre.

§ 2. Le réseau contribue à l'analyse du portefeuille de risques de l'Administration fédérale prise globalement. En cas d'urgence, le Comité d'audit de l'Administration fédérale est alerté.

§ 3. Dans le cadre de ce réseau, les responsables d'activités d'audit interne sont libres de communiquer entre eux sur les risques et les dysfonctionnements qu'ils constatent dans le cadre de leurs activités.

#### TITRE III. — *Modification de diverses dispositions relatives à l'audit interne au sein de certains Services du pouvoir exécutif fédéral*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification de l'arrêté royal du 6 décembre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement au sein de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire*

**Art. 17.** A l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 6 décembre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement au sein de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, le 4<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 4<sup>o</sup> 1 fonction d'encadrement - 1, à savoir le responsable des activités d'audit interne, dont les modalités de désignation et d'exercice de la fonction sont réglées par l'arrêté royal du 16 novembre 2006 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans certains organismes d'intérêt public, et 2 fonctions d'encadrement - 2, à savoir le responsable de la fonction "Personnel et Organisation" et le responsable de la fonction "Budget et Contrôle de la Gestion". »

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation*

**Art. 18.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation, la deuxième phrase, insérée par l'arrêté royal du 2 février 2006, est supprimée.

**Art. 19.** A l'article 2 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, premier tiret, les mots « alinéas 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> » sont supprimés;

2<sup>o</sup> le § 4 est abrogé.

**Art. 14.** § 1. De functies van intern auditor worden uitgeoefend per hernieuwbare periode van zes jaar.

§ 2. De uitoefening van functies van interne audit binnen een bepaalde dienst is onverenigbaar met de uitoefening van elke andere functie binnen deze dienst.

De leidinggevende heeft geen zeggingschap over de organisatie van het werk van de verantwoordelijke voor de interne auditactiviteiten en van de interne auditoren.

Ongeacht hun statuut worden de interne auditoren aan geen enkele druk, positief of negatief, onderworpen.

§ 3. De kandidaten voor een betrekking van interne auditor binnen een interne auditdienst of een gedeelde auditdienst, verbinden zich ertoe de opleidingsprogramma's bedoeld in artikel 11, § 2, te volgen.

#### HOOFDSTUK IV. — *Methodologische ondersteuning en netwerk van interne audit*

**Art. 15.** De opdracht toevertrouwd aan de federale overheidsdienst Budget en Beheerscontrole bij artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 17 augustus 2007 betreffende het interne controlesysteem binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht behelst een activiteit van methodologische ondersteuning inzake interne audit.

Deze dienst mag zelf geen opdrachten van interne audit uitvoeren noch worden belast met de certificatie van activiteiten inzake interne audit opgezet binnen de diensten.

**Art. 16.** § 1. Er wordt een netwerk gevormd van de verantwoordelijken voor interne auditactiviteiten van elk van de diensten bedoeld in artikel 1. Het wordt gecoördineerd door de in artikel 14 bedoelde dienst.

Dit netwerk is onder meer bedoeld om de methodologie van interne audit binnen de federale overheid te vervolmaken en te harmoniseren binnen de federale overheid en om elke verantwoordelijke voor interne auditactiviteiten te helpen bij het oplossen van technische problemen waarmee hij te maken krijgt.

§ 2. Het netwerk draagt bij tot de analyse van de risicoportefeuille van de globale federale overheid. In dringende gevallen wordt het Auditcomité van de federale overheid verwittigd.

§ 3. Binnen dit netwerk zijn de verantwoordelijken voor interne auditactiviteiten vrij onderling te communiceren over de risico's en de disfuncties die ze in het kader van hun activiteiten vaststellen.

#### TITEL III. — *Wijziging van verschillende bepalingen inzake de interne audit binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht*

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het Koninklijk besluit van 6 december 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen*

**Art. 17.** In artikel 2, § 2 van het koninklijk besluit van 6 december 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen wordt 4<sup>o</sup> vervangen door de volgende bepaling :

« 4<sup>o</sup> 1 staffunctie - 1, namelijk de verantwoordelijke van de interne auditactiviteiten, waarvan de modaliteiten voor de aanwijzing en de uitoefening van de functies worden bepaald door het koninklijk besluit van 16 november 2006 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de management- en staffuncties in bepaalde instellingen van openbaar nut, en 2 staffuncties - 2, namelijk de verantwoordelijke van de functie "Personeel en Organisatie" en de verantwoordelijke van de functie "Begroting en Beheerscontrole". »

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten*

**Art. 18.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de staffuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten, wordt de tweede zin, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 2 februari 2006 wordt geschrapt.

**Art. 19.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> In § 1, derde lid, eerste streepje, worden de woorden « leden 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> » geschrapt.

2<sup>o</sup> Paragraaf 4 wordt geschrapt.

**TITRE IV. — Dispositions finales**

**Art. 20.** L'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à l'audit interne dans les services publics fédéraux, modifié par l'arrêté royal du 12 avril 2005, est abrogé.

**Art. 21.** Nos Ministres et Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 août 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
G. VERHOFSTADT

La Ministre du Budget,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Fonction publique,  
Ch. DUPONT

**TITEL IV. — Slotbepalingen**

**Art. 20.** Het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de interne audit binnen de federale overheidsdiensten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 april 2005, wordt opgeheven.

**Art. 21.** Onze Ministers en Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 augustus 2007

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
G. VERHOFSTADT

De Minister van Begroting,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Ambtenarenzaken,  
Ch. DUPONT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION**

F. 2007 — 4173

[C - 2007/03449]

**17 AOUT 2007. — Arrêté royal portant création  
du Comité d'audit de l'Administration fédérale (CAAF)**

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté découle de la Note « Pour une maîtrise globale des risques dans les SPF et SPP » présentée par la Ministre du Budget et approuvée par le Conseil des Ministres le 30 juin 2006. Il a pour but de contribuer à créer les conditions pour que le modèle de « chaîne de contrôle » (*single audit*), présenté dans cette Note, puisse se concrétiser.

La mise en œuvre de la vision développée dans cette note suppose que chaque Service public fédéral et Service public fédéral de programmation se dote d'un système de contrôle interne fiable, évalué au moyen d'activités d'audit interne également fiables.

Partant du principe qu'il ne peut y avoir d'activités d'audit interne fiables sans Comité d'audit crédible, et constatant l'absence des Comités d'audit prévus par l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque Service public fédéral, il a été décidé, premièrement, de créer un Comité d'audit à l'échelle de l'Administration fédérale, rattaché au Conseil des Ministres, et, deuxièmement, de supprimer l'obligation faite à chaque Service public fédéral de se doter de son propre Comité d'audit.

Afin d'optimiser les avantages que l'on peut attendre d'un tel organe, il a été décidé que sa compétence ne sera pas limitée aux seuls Services publics fédéraux et Services publics fédéraux de programmation, mais s'étendra à l'ensemble des entités dont Votre Majesté est habilitée à régler l'organisation et le fonctionnement : Ministère de la Défense, Régie des Bâtiments, Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, Agence fédérale d'Accueil des Demandeurs d'Asile, Service des Pensions du Secteur public, Agence fédérale des médicaments et des produits de santé. L'extension de ses compétences au Bureau Fédéral du Plan requiert encore l'avis du Conseil Central de l'Economie.

Ce nouveau Comité d'audit, dénommé Comité d'audit de l'Administration fédérale, jouera un rôle moteur dans la création d'un environnement de contrôle propice au développement du contrôle interne dans chacun des Services énumérés plus haut, et veillera à la qualité des activités d'audit interne ainsi qu'à l'harmonisation des normes et méthodes de travail. En outre, il permettra au gouvernement d'avoir une vue d'ensemble sur le portefeuille de risques de l'Administration fédérale et sur le degré de maîtrise dont les Dirigeants concernés font preuve. En outre, il sécurisera le Ministre en charge du Budget dans l'exercice des responsabilités liées à l'élaboration et à la communication des informations budgétaires, comptables et financières destinées, entre autres, au Parlement (via la Cour des comptes) et à l'Union européenne.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
BUDGET EN BEHEERSCONTROLE**

N. 2007 — 4173

[C - 2007/03449]

**17 AUGUSTUS 2007. — Koninklijk besluit tot oprichting  
van het Auditcomité van de Federale Overheid (ACFO)**

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen vloeit voort uit de nota « Voor een globaal risicobeheer in de FOD's en POD's » voorgesteld door de Minister van Begroting en goedgekeurd door de Ministerraad op 30 juni 2006. Het heeft tot doel bij te dragen tot de realisatie van de voorwaarden die nodig zijn opdat het model van controleketen voorgesteld in die nota (*single audit*) concreet vorm zou kunnen krijgen.

De ingebruikname van de visie ontwikkeld in die nota veronderstelt dat elke federale of programmatorische Overheidsdienst zich uitruist met een betrouwbaar systeem van interne controle, geëvalueerd aan de hand van eveneens betrouwbare interne auditactiviteiten.

In principe zijn betrouwbare interne auditactiviteiten niet mogelijk zonder een geloofwaardig Auditcomité. Bovendien dient vastgesteld te worden dat de Auditcomités die gepland werden in het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan elke federale overheidsdienst, niet bestaan. Daarom werd beslist, vooreerst dat op het niveau van de federale overheid een Auditcomité wordt opgericht, dat onder het bestuur van de Ministerraad wordt gebracht. Ten tweede wordt de verplichting voor elke federale overheidsdienst om een eigen Auditcomité in te richten, afgeschaft.

Om de voordelen die van zo'n orgaan kunnen worden verwacht te optimaliseren, werd beslist dat de bevoegdheid ervan niet beperkt zal worden tot enkel de federale en programmatorische overheidsdiensten maar zich zal uitstrekken over het geheel van de organisaties waarvan Uwe Majesteit gerechtigd is de organisatie en de werking te bepalen : Ministerie van Landsverdediging, de Regie der Gebouwen, het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers, de Pensioendienst voor de Overheidssector, het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten. Voor de uitbreiding van zijn bevoegdheid tot het Federaal Planbureau is het advies nodig van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven.

Dit nieuwe Auditcomité, Auditcomité van de federale overheid genaamd, zal een drijvende kracht zijn bij de creatie van een controleomgeving die gunstig is voor de ontwikkeling van de interne controle binnen elke van de hiervoor genoemde diensten. Het zal ook waken over de kwaliteit van de interne audit en over de harmonisering van de normen en de werkmethode. Daarenboven zal het de regering in staat stellen een globaal beeld te krijgen van de risicoperfomantie van de federale overheid en van de mate van risicobeheersing waarvan de betrokken leidinggevenden blijk geven. Bovendien zal het de Minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft, bijkomende garanties bieden bij de uitoefening van de verantwoordelijkheden die samenhangen met de opmaak en het meedelen van de budgettaire, boekhoudkundige en financiële informatie bestemd voor onder meer het Parlement (via het Rekenhof) en de Europese Unie.